

N° 85F0015X au catalogue

# L'aide juridique au Canada : statistiques sur les ressources et le nombre de cas



2010-2011



Statistique  
Canada

Statistics  
Canada

Canada

## Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à [www.statcan.gc.ca](http://www.statcan.gc.ca). Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel à [infostats@statcan.gc.ca](mailto:infostats@statcan.gc.ca) ou par téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

### Centre de contact national de Statistique Canada

Numéros sans frais (Canada et États-Unis) :

Service de renseignements	1-800-263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1-800-363-7629
Télécopieur	1-877-287-4369

Appels locaux ou internationaux :

Service de renseignements	1-613-951-8116
Télécopieur	1-613-951-0581

### Programme des services de dépôt

Service de renseignements	1-800-635-7943
Télécopieur	1-800-565-7757

## Comment accéder à ce produit

Le produit n° 85F0015X au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à [www.statcan.gc.ca](http://www.statcan.gc.ca) et de parcourir par « Ressource clé » > « Publications ».

## Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de *normes de service à la clientèle* que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site [www.statcan.gc.ca](http://www.statcan.gc.ca) sous « À propos de nous » > « Notre organisme » > « Offrir des services aux Canadiens ».

# L'aide juridique au Canada : statistiques sur les ressources et le nombre de cas

2010-2011

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2012

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de *licence ouverte de Statistique Canada* :

<http://www.statcan.gc.ca/reference/copyright-droit-auteur-fra.htm>

Mars 2012

N° 85F0015X au catalogue

ISSN 1705-7388

Périodicité : annuelle

Ottawa

This publication is also available in English.

---

#### **Note de reconnaissance**

*Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.*

# Information pour l'utilisateur

---

## Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0<sup>s</sup> valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié
- \* valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence ( $p < 0,05$ )

# Table des matières

---

<b>Faits saillants</b>	<b>6</b>
<b>Produits connexes</b>	<b>8</b>
<b>Tableaux statistiques</b>	
1 Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette	10
1-1 Dollars courants	10
1-2 Dollars constants	12
2 Contributions fédérales aux régimes d'aide juridique, affaires criminelles, dollars courants et dollars constants	14
3 Contributions des gouvernements provinciaux et territoriaux aux régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants	16
4 Dépenses totales des régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants	18
5 Dépenses totales des régimes d'aide juridique par type de dépense, dollars courants	20
6 Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, dollars courants	22
7 Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire, dollars courants	24
7-1 Total	24
7-2 Affaires criminelles	26
7-3 Affaires civiles	28
8 Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle, dollars courants	30
8-1 Total	30
8-2 Adultes	32
8-3 Jeunes	34
8-4 Infractions aux lois provinciales	36
9 Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile, dollars courants	38
9-1 Total	38
9-2 Droit de la famille	40
9-3 Autres	42
10 Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire	44

## Table des matières – suite

11	Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire criminelle ou civile	46
12	Demandes d'aide juridique approuvées par type d'affaire	50
13	Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire	52
13-1	Total des demandes approuvées	52
13-2	Affaires criminelles	54
13-3	Affaires civiles	56
14	Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle	58
14-1	Total	58
14-2	Adultes	60
14-3	Jeunes	62
14-4	Infractions aux lois provinciales	64
15	Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile	66
15-1	Total	66
15-2	Droit de la famille	68
15-3	Autres	70
16	Demandes d'aide juridique approuvées, services sommaires	72
17	Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet	74
18	Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles	76
18-1	Total	76
18-2	Inadmissibilité financière	78
18-3	Raisons liées à l'applicabilité	80
18-4	Mérite insuffisant	82
18-5	Non-conformité ou abus	84
18-6	Autres raisons	86
19	Effectifs des régimes d'aide juridique au 31 mars	88
19-1	Total	88
19-2	Professionnels salariés qui assurent des services directs	90
19-3	Autres employés	92
20	Prestation de services d'aide juridique par des avocats de pratique privée et des avocats salariés	94
21	Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire	96
22	Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire criminelle et civile	98

**Table des matières – suite**

23	Demandes d'aide juridique approuvées et rejetées relativement à des appels, affaires criminelles et civiles	100
23-1	Total	100
23-2	Approuvés	102
23-3	Rejetés	104
24	Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité	106
25	Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité	112
26	Estimations démographiques, Canada, provinces et territoires	118
27	Indice des prix à la consommation, Canada, provinces et territoires	120
 <b>Qualité des données, concepts et méthodologie</b>		
	Méthodes	122
 <b>Appendice</b>		
I	Glossaire	123

## Faits saillants

---

Toutes les provinces et les trois territoires se sont dotés d'un régime d'aide juridique pour venir en aide aux Canadiens à plus faible revenu ayant besoin de services juridiques pour des affaires criminelles ou civiles. Le présent rapport expose les résultats de l'Enquête sur l'aide juridique, qui permet de recueillir de l'information sur le fonctionnement des 13 régimes d'aide juridique au Canada.

Il convient de souligner que les éléments de l'enquête ne sont pas tous déclarés par chacun des régimes d'aide juridique, et que les régimes d'aide juridique n'ont pas tous déclaré des données pour chacune des cinq années à l'étude dans ce rapport. Plus précisément, pour l'exercice le plus récent (2010-2011), le régime d'aide juridique des Territoires du Nord-Ouest a déclaré des résultats limités, et celui du Nunavut n'a fourni aucun résultat.

### Financement de l'aide juridique

Pour offrir des services juridiques et en assurer le fonctionnement, les régimes d'aide juridique reçoivent du financement de trois sources principales : les gouvernements (fédéral, provinciaux et territoriaux); les contributions des clients et le recouvrement des coûts provenant de règlements juridiques; et les contributions de la profession juridique<sup>1</sup>. Les données sur les contributions financières des gouvernements provinciaux et territoriaux ont été obtenues auprès des ministères chargés des questions de justice compétents. Le ministère de la Justice Canada a déclaré les données sur les contributions fédérales. Les renseignements sur le financement total ont été fournis par les régimes d'aide juridique.

- Le gouvernement fédéral contribue directement au coût de l'aide juridique en matière criminelle. En 2010-2011, le gouvernement fédéral a déclaré avoir offert au total 112 millions de dollars aux 13 régimes d'aide juridique provinciaux et territoriaux. Après correction pour tenir compte de l'inflation, ce chiffre était en légère baisse (-2 %) par rapport à l'exercice précédent (tableau 2).
- Les gouvernements provinciaux et territoriaux financent directement l'aide juridique tant en matière civile que criminelle. Les 13 gouvernements provinciaux et territoriaux ont déclaré avoir injecté 563 millions de dollars dans les régimes d'aide juridique en 2010-2011. Cela représentait une hausse de 1 % par rapport à l'exercice précédent (après inflation) et correspondait à la sixième augmentation annuelle consécutive. En 2010-2011, le financement était en hausse dans 7 des 13 secteurs de compétence après inflation (tableau 3).
- Le financement total de l'aide juridique comprend le financement du gouvernement, les contributions des clients et les règlements juridiques, ainsi que les contributions de la profession juridique. Les 12 régimes qui ont fourni des données (sauf le Nunavut) ont déclaré avoir reçu du financement de plus de 736 millions de dollars en 2010-2011. Les sources publiques ont contribué à la majeure partie de ce montant, soit 93 % du total (tableau 1)<sup>2</sup>.

### Dépenses au chapitre de l'aide juridique

Les régimes d'aide juridique dépensent de l'argent en offrant des services juridiques directs, comme la représentation par avocat et la prestation de conseils et de renseignements, pour les affaires criminelles et civiles. Parmi les autres dépenses des régimes d'aide juridique, on trouve l'argent consacré aux frais administratifs. Les dépenses enregistrées au cours d'une année donnée ne correspondent pas nécessairement au financement reçu la même année pour diverses raisons, notamment l'utilisation de fonds de réserve.

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, veuillez vous reporter au glossaire.

2. Veuillez consulter les notes du tableau 1 pour de plus amples renseignements sur le financement de l'aide juridique.



- En 2010-2011, les régimes d'aide juridique ont dépensé 752 millions de dollars pour offrir des services d'aide juridique dans 11 provinces et territoires (sauf les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut), ce qui représente environ 22 \$ par habitant. Dans les neuf provinces et territoires qui ont fourni des données pour 2009-2010 et 2010-2011 (exclut également l'Île-du-Prince-Édouard et le Nouveau-Brunswick), les dépenses au chapitre de l'aide juridique ont diminué d'environ 3 % par rapport à l'exercice précédent après correction de l'inflation (tableau 4).
- Huit des 11 régimes d'aide juridique ont dépensé plus pour les affaires criminelles que pour les affaires civiles en 2010-2011 (sauf les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut). Les trois régimes d'aide juridique qui ont moins dépensé pour les affaires criminelles étaient ceux du Québec, de l'Ontario et de l'Île-du-Prince-Édouard. Le Québec a alloué 44 % de ses dépenses directes aux affaires criminelles, l'Ontario, 47 %, et l'Île-du-Prince-Édouard, 48 %. Dans les huit autres secteurs de compétence déclarants, la proportion consacrée aux affaires criminelles allait de 55 % pour le Nouveau-Brunswick à 74 % pour la Saskatchewan (tableau 6).

### **Demandes d'aide juridique**

Le nombre de demandes d'aide juridique reçues par les régimes d'aide juridique n'offre qu'un aperçu général de la demande d'aide juridique. La couverture et les conditions d'admissibilité imposent des restrictions quant aux types d'affaires qui seront acceptées par les régimes d'aide juridique, et elles restreignent probablement le nombre de demandes présentées.

Une demande peut être approuvée pour des services sommaires ou des services complets. Les services sommaires comprennent la prestation de conseils, de renseignements ou de tout autre genre de service de base au cours d'une entrevue officielle. Par « services complets », on entend une aide juridique plus étendue.

- Environ 670 000 demandes d'aide juridique ont été présentées aux régimes d'aide juridique des 10 provinces et territoires ayant fourni des données en 2010-2011 (sauf l'Alberta, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut). Plus de la moitié (56 %) des demandes reçues visaient des affaires civiles (tableau 10).
- Les régimes d'aide juridique des 10 secteurs de compétence déclarants (sauf l'Alberta, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut) ont approuvé environ 449 000 demandes de services d'aide juridique complets en 2010-2011. Plus de la moitié (55 %) des demandes approuvées visaient des affaires criminelles (tableau 12). Les personnes dont la demande de services d'aide juridique complets n'a pas été approuvée pourraient plutôt recevoir des services sommaires. (L'Enquête sur l'aide juridique ne permet pas de recueillir des renseignements sur le nombre total de demandeurs qui reçoivent des services sommaires).

### **Personnel de l'aide juridique**

Les régimes d'aide juridique peuvent faire appel à des avocats salariés ou à des avocats de pratique privée pour offrir des services juridiques aux clients. Dans la plupart des secteurs de compétence, le client a le droit de choisir son avocat, salarié ou de pratique privée, parmi un groupe d'avocats offrant des services d'aide juridique. La proportion des services offerts par les avocats salariés et les avocats de pratique privée varie selon le secteur de compétence et souvent selon le type d'affaires (criminelles ou civiles).

- Dans les 12 provinces et territoires ayant déclaré des données (exclut le Nunavut), l'aide juridique a été fournie en 2010-2011 par environ 10 000 avocats de pratique privée et des régimes d'aide juridique. Les services d'aide juridique ont été offerts à 87 % par des avocats de pratique privée et à 13 % par des avocats salariés (tableau 20).

## Produits connexes

---

### Choisis parmi les publications de Statistique Canada

---

85-217-X	L'aide juridique au Canada : une description des opérations
85F0028X	L'aide juridique au Canada : tableaux de données sur les ressources et le nombre de cas

---

### Choisis parmi les tableaux de CANSIM de Statistique Canada

---

258-0001	Recettes totales des régimes d'aide juridique, selon le type de recette, annuel
258-0002	Dépenses totales d'aide juridique, selon le type de dépense, annuel
258-0003	Demandes d'aide juridique, selon l'état et le genre d'affaire, annuel
258-0004	Prestation de services d'aide juridique, selon les avocats de pratique privée et les avocats salariés, annuel

---

### Choisis parmi les enquêtes de Statistique Canada

---

3308	Enquête sur l'aide juridique
------	------------------------------

---

### Choisis parmi les tableaux sommaires de Statistique Canada

---

- *Statistiques choisies sur l'aide juridique*

## **Tableaux statistiques**

---

---

**Tableau 1-1**  
**Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette — Dollars courants**

	Recettes totales		Contributions gouvernementales		Contributions des clients et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres <sup>1</sup>	
	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>										
2006-2007	9 126	8 255	90	54	1	.	...	817	9	
2007-2008	10 805	9 563	89	67	1	.	...	1 175	11	
2008-2009	13 392	12 486	93	105	1	.	...	801	6	
2009-2010	14 090	13 894	99	94	1	.	...	102	1	
2010-2011	14 358	14 101	98	102	1	.	...	155	1	
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>										
2006-2007	1 335	1 294	97	.	...	.	...	41	3	
2007-2008	1 464	1 464	100	.	...	.	...	..	...	
2008-2009	..	..	...	.	...	.	...	..	...	
2009-2010	..	..	...	.	...	.	...	..	...	
2010-2011	1 838	1 757	96	.	...	.	...	81	4	
<b>Nouvelle-Écosse</b>										
2006-2007	19 851	19 473	98	14	0	.	...	364	2	
2007-2008	20 482	19 981	98	60	0	.	...	441	2	
2008-2009	23 558	23 305	99	20	0	.	...	233	1	
2009-2010	22 528	22 420	100	13	0	.	...	95	0	
2010-2011	22 951	22 828	99	6	0	.	...	117	1	
<b>Nouveau-Brunswick</b>										
2006-2007	6 682	6 367	95	82	1	150	2	83	1	
2007-2008	7 731	7 433	96	117	2	150	2	31	0	
2008-2009	7 643	7 362	96	116	2	150	2	15	0	
2009-2010	..	..	...	..	...	..	...	..	...	
2010-2011	7 409	7 035	95	124	2	150	2	100	1	
<b>Québec</b>										
2006-2007	141 720	138 853	98	1 917	1	.	...	950	1	
2007-2008	132 826	128 982	97	2 073	2	.	...	1 771	1	
2008-2009	133 356	130 559	98	2 138	2	.	...	659	0	
2009-2010	134 468	132 080	98	2 323	2	.	...	65	0	
2010-2011	137 458	135 050	98	2 215	2	.	...	193	0	
<b>Ontario</b>										
2006-2007	334 060	269 106	81	12 064	4	.	...	52 890	16	
2007-2008	362 650	283 888	78	19 232	5	.	...	59 530	16	
2008-2009	336 953	285 811	85	21 796	6	.	...	29 346	9	
2009-2010	344 094	315 439	92	22 144	6	.	...	6 511	2	
2010-2011	353 571	320 810	91	18 114	5	.	...	14 647	4	
<b>Manitoba <sup>2</sup></b>										
2006-2007	23 683	20 677	87	1 216	5	1 494	6	296	1	
2007-2008	25 510	20 750	81	1 375	5	3 291	13	94	0	
2008-2009	27 122	21 286	78	1 795	7	4 010	15	31	0	
2009-2010	30 558	26 645	87	1 714	6	2 147	7	52	0	
2010-2011	27 545	24 666	90	1 968	7	766	3	145	1	
<b>Saskatchewan</b>										
2006-2007	17 571	17 369	99	44	0	.	...	158	1	
2007-2008	18 877	18 596	99	38	0	.	...	243	1	
2008-2009	20 591	20 315	99	46	0	.	...	230	1	
2009-2010	21 778	21 209	97	42	0	.	...	527	2	
2010-2011	21 562	21 371	99	39	0	.	...	152	1	
<b>Alberta</b>										
2006-2007	53 981	43 196	80	4 116	8	.	...	6 669	12	
2007-2008	64 582	45 346	70	4 450	7	.	...	14 786	23	
2008-2009	74 581	53 810	72	4 527	6	.	...	16 244	22	
2009-2010	64 480	53 810	83	4 466	7	.	...	6 204	10	
2010-2011	65 141	58 810	90	4 798	7	.	...	1 533	2	
<b>Colombie-Britannique</b>										
2006-2007	74 362	65 663	88	0	0	4 213	6	4 486	6	
2007-2008	76 238	67 020	88	0	0	3 558	5	5 660	7	
2008-2009	77 861	69 415	89	0	0	4 892	6	3 554	5	
2009-2010	76 278	69 547	91	0	0	4 958	6	1 773	2	
2010-2011	76 884	71 537	93	0	0	3 735	5	1 612	2	
<b>Yukon</b>										
2006-2007	1 536	1 510	98	7	0	.	...	19	1	
2007-2008	1 640	1 612	98	8	0	.	...	20	1	
2008-2009	1 790	1 766	99	8	0	.	...	16	1	
2009-2010	1 686	1 642	97	8	0	.	...	36	2	
2010-2011	1 813	1 775	98	17	1	.	...	21	1	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 1-1 – suite

## Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette — Dollars courants

	Recettes totales		Contributions gouvernementales		Contributions des clients et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres <sup>1</sup>	
	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>3</sup></b>										
2006-2007	4 771	4 735	99	36	1	.	...	0	0	0
2007-2008	4 985	4 913	99	73	1	.	...	0	0	0
2008-2009	5 151	5 069	98	82	2	.	...	0	0	0
2009-2010	5 204	5 120	98	83	2	.	...	0	0	0
2010-2011	5 863	5 863	100	..	...	.	...	0	0	0
<b>Nunavut</b>										
2006-2007	5 575	5 287	95	0	0	.	...	288	5	5
2007-2008	..	..	...	..	...	.	...	..	...	...
2008-2009	5 842	5 842	100	..	...	.	...	0	0	0
2009-2010	6 229	6 229	100	..	...	.	...	0	0	0
2010-2011	..	..	...	..	...	.	...	..	...	...
<b>Total</b>										
2006-2007	694 253	601 785	87	19 550	3	5 857	1	67 061	10	10
2007-2008	727 790	609 548	84	27 493	4	6 999	1	83 751	12	12
2008-2009	727 840	637 026	88	30 633	4	9 052	1	51 129	7	7
2009-2010	721 393	668 035	93	30 887	4	7 105	1	15 365	2	2
2010-2011	736 393	685 603	93	27 383	4	4 651	1	18 756	3	3

1. La catégorie « Autres » peut comprendre, entre autres choses, le revenu de placements, les ventes liées à la recherche et les bénéfices d'intérêt général.
2. Les intérêts des comptes en fiducie des avocats ont baissé par rapport à 2009-2010 en raison des faibles taux d'intérêt. Les contributions gouvernementales ont diminué, car un rajustement ponctuel a été apporté en 2009-2010 aux charges de retraite et de séparation du régime à payer.
3. Les recettes totales comprennent les contributions des clients portées au crédit du Trésor du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et non mises à la disposition du régime.

**Note(s) :** La somme des contributions provinciales et territoriales (tableau 3) et des contributions fédérales (tableau 2) peut différer du total des contributions gouvernementales (tableau 1) pour les raisons suivantes : (i) le chiffre des contributions gouvernementales qui figure au tableau 1 provient des régimes d'aide juridique, tandis que les chiffres des contributions provinciales, territoriales et fédérales proviennent du ministère concerné; (ii) des différences entre les méthodes comptables (c.-à-d. comptabilité de caisse par opposition à comptabilité d'exercice) peuvent faire en sorte que les contributions ne sont pas comptabilisées dans la même période financière; et (iii) les régimes d'aide juridique peuvent avoir soumis au gouvernement fédéral des demandes de paiement pour des périodes antérieures, qui sont comptées dans le chiffre des contributions gouvernementales. Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 1-2**  
**Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette — Dollars constants<sup>1</sup>**

	Recettes totales		Contributions gouvernementales		Contributions des clients et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres <sup>2</sup>	
	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>										
2006-2007	8 334	7 539	90	49	1	...	...	746	9	
2007-2008	9 725	8 608	89	60	1	...	...	1 058	11	
2008-2009	11 717	10 924	93	92	1	...	...	701	6	
2009-2010	12 295	12 124	99	82	1	...	...	89	1	
2010-2011	12 230	12 011	98	87	1	...	...	132	1	
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>										
2006-2007	1 196	1 159	97	...	...	...	...	37	3	
2007-2008	1 289	1 289	100	...	...	...	...	...	...	
2008-2009	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
2009-2010	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
2010-2011	1 538	1 470	96	...	...	...	...	68	4	
<b>Nouvelle-Écosse</b>										
2006-2007	17 981	17 639	98	13	0	...	...	330	2	
2007-2008	18 206	17 761	98	53	0	...	...	392	2	
2008-2009	20 326	20 108	99	17	0	...	...	201	1	
2009-2010	19 471	19 378	100	11	0	...	...	82	0	
2010-2011	19 417	19 313	99	5	0	...	...	99	1	
<b>Nouveau-Brunswick</b>										
2006-2007	6 119	5 831	95	75	1	137	2	76	1	
2007-2008	6 946	6 678	96	105	2	135	2	28	0	
2008-2009	6 752	6 504	96	102	2	133	2	13	0	
2009-2010	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
2010-2011	6 393	6 070	95	107	2	129	2	86	1	
<b>Québec</b>										
2006-2007	130 377	127 740	98	1 764	1	...	...	874	1	
2007-2008	120 313	116 832	97	1 878	2	...	...	1 604	1	
2008-2009	118 328	115 846	98	1 897	2	...	...	585	0	
2009-2010	118 578	116 473	98	2 049	2	...	...	57	0	
2010-2011	119 737	117 639	98	1 929	2	...	...	168	0	
<b>Ontario</b>										
2006-2007	307 040	247 340	81	11 088	4	...	...	48 612	16	
2007-2008	327 301	256 217	78	17 357	5	...	...	53 727	16	
2008-2009	297 399	252 260	85	19 237	6	...	...	25 901	9	
2009-2010	302 633	277 431	92	19 476	6	...	...	5 726	2	
2010-2011	303 494	275 373	91	15 548	5	...	...	12 573	4	
<b>Manitoba<sup>3</sup></b>										
2006-2007	21 787	19 022	87	1 119	5	1 374	6	272	1	
2007-2008	23 003	18 711	81	1 240	5	2 968	13	85	0	
2008-2009	23 917	18 771	78	1 583	7	3 536	15	27	0	
2009-2010	26 782	23 352	87	1 502	6	1 882	7	46	0	
2010-2011	23 952	21 449	90	1 711	7	666	3	126	1	
<b>Saskatchewan</b>										
2006-2007	16 105	15 920	99	40	0	...	...	145	1	
2007-2008	16 824	16 574	99	34	0	...	...	217	1	
2008-2009	17 766	17 528	99	40	0	...	...	198	1	
2009-2010	18 598	18 112	97	36	0	...	...	450	2	
2010-2011	18 165	18 004	99	33	0	...	...	128	1	
<b>Alberta</b>										
2006-2007	48 069	38 465	80	3 665	8	...	...	5 939	12	
2007-2008	54 777	38 461	70	3 774	7	...	...	12 541	23	
2008-2009	61 333	44 252	72	3 723	6	...	...	13 359	22	
2009-2010	53 070	44 288	83	3 676	7	...	...	5 106	10	
2010-2011	53 090	47 930	90	3 910	7	...	...	1 249	2	
<b>Colombie-Britannique</b>										
2006-2007	68 790	60 743	88	0	0	3 897	6	4 150	6	
2007-2008	69 307	60 927	88	0	0	3 235	5	5 145	7	
2008-2009	69 333	61 812	89	0	0	4 356	6	3 165	5	
2009-2010	67 923	61 930	91	0	0	4 415	6	1 579	2	
2010-2011	67 561	62 862	93	0	0	3 282	5	1 417	2	
<b>Yukon</b>										
2006-2007	1 438	1 414	98	7	0	...	...	18	1	
2007-2008	1 498	1 472	98	7	0	...	...	18	1	
2008-2009	1 578	1 557	99	7	0	...	...	14	1	
2009-2010	1 482	1 443	97	7	0	...	...	32	2	
2010-2011	1 581	1 548	98	15	1	...	...	18	1	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 1-2 – suite

Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette — Dollars constants<sup>1</sup>

	Recettes totales		Contributions gouvernementales		Contributions des clients et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres <sup>2</sup>	
	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>4</sup></b>										
2006-2007	4 430	4 396	99	33	1	...	...	0	0	0
2007-2008	4 499	4 434	99	66	1	...	...	0	0	0
2008-2009	4 471	4 400	98	71	2	...	...	0	0	0
2009-2010	4 490	4 418	98	72	2	...	...	0	0	0
2010-2011	4 973	4 973	100	...	...	...	...	0	0	0
<b>Nunavut</b>										
2006-2007	5 330	5 054	95	0	0	...	...	275	5	...
2007-2008	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2008-2009	5 292	5 292	100	...	...	...	...	0	0	0
2009-2010	5 532	5 532	100	...	...	...	...	0	0	0
2010-2011	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total</b>										
2006-2007	636 346	551 590	87	17 919	3	5 368	1	61 467	10	...
2007-2008	652 726	546 680	84	24 657	4	6 277	1	75 113	12	...
2008-2009	637 897	558 305	88	26 848	4	7 933	1	44 811	7	...
2009-2010	630 588	583 947	93	26 999	4	6 211	1	13 431	2	...
2010-2011	632 097	588 500	93	23 505	4	3 992	1	16 100	3	...

1. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 2002 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada.

2. La catégorie « Autres » peut comprendre, entre autres choses, le revenu de placements, les ventes liées à la recherche et les bénéfices d'intérêt général.

3. Les intérêts des comptes en fiducie des avocats ont baissé par rapport à 2009-2010 en raison des faibles taux d'intérêt. Les contributions gouvernementales ont diminué, car un rajustement ponctuel a été apporté en 2009-2010 aux charges de retraite et de séparation du régime à payer.

4. Les recettes totales comprennent les contributions des clients portées au crédit du Trésor du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et non mises à la disposition du régime.

**Note(s)** : La somme des contributions provinciales et territoriales (tableau 3) et des contributions fédérales (tableau 2) peut différer du total des contributions gouvernementales (tableau 1) pour les raisons suivantes : (i) le chiffre des contributions gouvernementales qui figure au tableau 1 provient des régimes d'aide juridique, tandis que les chiffres des contributions provinciales, territoriales et fédérales proviennent du ministère concerné; (ii) des différences entre les méthodes comptables (c.-à-d. comptabilité de caisse par opposition à comptabilité d'exercice) peuvent faire en sorte que les contributions ne sont pas comptabilisées dans la même période financière; et (iii) les régimes d'aide juridique peuvent avoir soumis au gouvernement fédéral des demandes de paiement pour des périodes antérieures, qui sont comptées dans le chiffre des contributions gouvernementales. Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s)** : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 2**  
**Contributions fédérales aux régimes d'aide juridique, affaires criminelles, dollars courants et dollars constants**

	Dollars courants		Dollars constants de 2002 <sup>1</sup>	
	Total	Par habitant <sup>2</sup>	Total	Par habitant <sup>2</sup>
	milliers de dollars	dollars	milliers de dollars	dollars
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>				
2006-2007	1 600	3,14	1 461	2,86
2007-2008	2 043	4,03	1 839	3,63
2008-2009	2 043	4,04 <sup>r</sup>	1 787	3,53
2009-2010	2 043	4,02 <sup>r</sup>	1 783	3,51 <sup>r</sup>
2010-2011	2 043	4,01	1 740	3,41
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>				
2006-2007	343	2,49	307	2,23
2007-2008	445	3,22	392	2,84
2008-2009	445	3,19	379	2,71 <sup>r</sup>
2009-2010	445	3,15	379	2,69
2010-2011	445	3,13	372	2,62
<b>Nouvelle-Écosse</b>				
2006-2007	2 890	3,08	2 618	2,79
2007-2008	3 612	3,86	3 211	3,43
2008-2009	3 612	3,86	3 116	3,33
2009-2010	3 612	3,85	3 122	3,32 <sup>r</sup>
2010-2011	3 612	3,83	3 056	3,24
<b>Nouveau-Brunswick</b>				
2006-2007	1 854	2,49	1 698	2,28
2007-2008	2 453	3,29	2 204	2,96
2008-2009	2 453	3,28	2 167	2,90
2009-2010	2 453	3,27	2 161	2,88
2010-2011	2 453	3,26	2 116	2,82
<b>Québec</b>				
2006-2007	19 970	2,62	18 372	2,41
2007-2008	23 400	3,04	21 196	2,76
2008-2009	23 400	3,02	20 763	2,68
2009-2010	23 400	2,99	20 635	2,64
2010-2011	23 400	2,96	20 383	2,58
<b>Ontario</b>				
2006-2007	37 212	2,94	34 202	2,70
2007-2008	43 313	3,39	39 091	3,06
2008-2009	43 313	3,35	38 229	2,96
2009-2010	43 313	3,32 <sup>r</sup>	38 094	2,92 <sup>r</sup>
2010-2011	43 313	3,28	37 179	2,81
<b>Manitoba</b>				
2006-2007	3 399	2,87	3 127	2,64
2007-2008	4 741	3,97	4 275	3,58
2008-2009	4 741	3,93	4 181	3,47
2009-2010	4 741	3,89 <sup>r</sup>	4 155	3,41 <sup>r</sup>
2010-2011	4 741	3,84	4 123	3,34
<b>Saskatchewan</b>				
2006-2007	2 811	2,83	2 577	2,60
2007-2008	4 203	4,20	3 746	3,75
2008-2009	4 203	4,15	3 626	3,58
2009-2010	4 203	4,08	3 589	3,49 <sup>r</sup>
2010-2011	4 203	4,02	3 541	3,39
<b>Alberta</b>				
2006-2007	8 197	2,40	7 299	2,13
2007-2008	10 420	2,97	8 838	2,52
2008-2009	10 420	2,90	8 569	2,39 <sup>r</sup>
2009-2010	10 420	2,84 <sup>r</sup>	8 576	2,34 <sup>r</sup>
2010-2011	10 420	2,80	8 492	2,28
<b>Colombie-Britannique</b>				
2006-2007	11 051	2,60	10 223	2,41
2007-2008	13 698	3,18	12 453	2,89
2008-2009	13 698	3,12	12 198	2,78
2009-2010	13 698	3,07	12 198	2,73 <sup>r</sup>
2010-2011	13 698	3,02	12 037	2,66
<b>Yukon</b>				
2006-2007	654	20,26	612	18,97
2007-2008	864 <sup>r</sup>	26,53 <sup>r</sup>	789 <sup>r</sup>	24,23 <sup>r</sup>
2008-2009	864	26,09 <sup>r</sup>	762	23,01 <sup>r</sup>
2009-2010	864	25,67	759	22,56
2010-2011	864	25,03	753	21,82

Voir les notes à la fin du tableau.



Tableau 2 – suite

## Contributions fédérales aux régimes d'aide juridique, affaires criminelles, dollars courants et dollars constants

	Dollars courants		Dollars constants de 2002 <sup>1</sup>	
	Total	Par habitant <sup>2</sup>	Total	Par habitant <sup>2</sup>
	milliers de dollars	dollars	milliers de dollars	dollars
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>				
2006-2007	1 301	30,12	1 208	27,96
2007-2008	1 704 <sup>r</sup>	39,13 <sup>r</sup>	1 538 <sup>r</sup>	35,32 <sup>r</sup>
2008-2009	1 704	38,99 <sup>r</sup>	1 479	33,85 <sup>r</sup>
2009-2010	1 704	39,02 <sup>r</sup>	1 470	33,66 <sup>r</sup>
2010-2011	1 704	38,94	1 445	33,03
<b>Nunavut</b>				
2006-2007	1 103	35,81	1 054	34,24
2007-2008	1 490 <sup>r</sup>	47,65 <sup>r</sup>	1 381 <sup>r</sup>	44,16 <sup>r</sup>
2008-2009	1 490	47,16 <sup>r</sup>	1 350	42,72 <sup>r</sup>
2009-2010	1 490	46,28 <sup>r</sup>	1 323	41,10 <sup>r</sup>
2010-2011	1 490	44,85	1 333	40,12
<b>Total<sup>3</sup></b>				
2006-2007	92 385	2,84	84 679	2,60
2007-2008	112 386 <sup>r</sup>	3,41 <sup>r</sup>	100 795 <sup>r</sup>	3,06 <sup>r</sup>
2008-2009	112 386	3,37	98 498	2,96
2009-2010	112 386	3,33	98 240	2,91
2010-2011	112 386	3,29	96 469	2,83

1. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 2002 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada.
  2. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1<sup>er</sup> juillet : estimations intercensitaires définitives jusqu'en 2005; estimations postcensitaires définitives pour 2006 et 2007; estimations postcensitaires mises à jour pour 2008 et 2009; et estimations postcensitaires provisoires pour 2010.
  3. Dans le budget fédéral de 2007, les fonds intérimaires accordés aux provinces étaient compris dans l'allocation de base annuelle fédérale pour l'aide juridique en matière criminelle. Cela explique l'augmentation des fonds accordés par le gouvernement fédéral pour l'aide juridique en matière criminelle en 2007-2008.
- Note(s) :** Les chiffres des contributions fédérales en matière civile ne sont pas disponibles dans le cadre de l'Enquête sur l'aide juridique. Il est impossible d'établir le niveau de financement accordé par le gouvernement fédéral à l'aide juridique en matière civile depuis le remplacement du Régime d'assistance publique du Canada par le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux et son successeur actuel, le Transfert canadien en matière de programmes sociaux. La somme des contributions provinciales et territoriales (tableau 3) et des contributions fédérales (tableau 2) peut différer du total des contributions gouvernementales (tableau 1) pour les raisons suivantes : (i) le chiffre des contributions gouvernementales qui figure au tableau 1 provient des régimes d'aide juridique, tandis que les chiffres des contributions provinciales, territoriales et fédérales proviennent du ministère concerné; (ii) des différences entre les méthodes comptables (c.-à-d. comptabilité de caisse par opposition à comptabilité d'exercice) peuvent faire en sorte que les contributions ne sont pas comptabilisées dans la même période financière; et (iii) les régimes d'aide juridique peuvent avoir soumis au gouvernement fédéral des demandes de paiement pour des périodes antérieures, qui sont comptées dans le chiffre des contributions gouvernementales. Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.
- Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 3**  
**Contributions des gouvernements provinciaux et territoriaux aux régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants**

	Dollars courants			Dollars constants de 2002 <sup>1</sup>		
	Total	Variation en pourcentage	Par habitant <sup>2</sup>	Total	Variation en pourcentage	Par habitant <sup>2</sup>
	milliers de dollars	pourcentage	dollars	milliers de dollars	pourcentage	dollars
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2006-2007	6 655 r	14 r	13,04 r	6 078 r	12 r	11,91 r
2007-2008	7 520 r	13 r	14,85 r	6 769 r	11 r	13,37 r
2008-2009	10 443 r	39 r	20,63 r	9 136 r	35 r	18,05 r
2009-2010	11 851 r	13 r	23,32 r	10 341 r	13 r	20,35 r
2010-2011	12 059	2	23,66	10 272	-1	20,15
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2006-2007	952	-11	6,90	853	-13	6,19
2007-2008	1 016	7	7,35 r	894	5	6,47
2008-2009	1 014	0	7,27	863	-4	6,18 r
2009-2010	1 103	9	7,82	940	9	6,66 r
2010-2011	1 310	19	9,21	1 096	17	7,71
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2006-2007	15 446	5	16,47	13 991	3	14,92
2007-2008	16 007	4	17,11 r	14 228	2	15,20
2008-2009	19 302	21	20,61	16 654	17	17,78
2009-2010	18 556	-4	19,76 r	16 038	-4	17,08 r
2010-2011	18 827	1	19,98	15 928	-1	16,90
<b>Nouveau-Brunswick</b>						
2006-2007	5 769	7	7,74	5 283	5	7,08
2007-2008	6 834	18	9,17	6 140	16	8,24
2008-2009	7 362 r	8 r	9,86 r	6 504 r	6 r	8,71 r
2009-2010	7 250 r	-2 r	9,68 r	6 388 r	-2 r	8,52 r
2010-2011	7 035	-3	9,36	6 070	-5	8,07
<b>Québec</b>						
2006-2007	102 679	-8	13,45	94 461	-10	12,38
2007-2008	100 312	-2	13,05	90 862	-4	11,82
2008-2009	102 268	2	13,19	90 744	0	11,71 r
2009-2010	101 190	-1	12,93	89 233	-2	11,40
2010-2011	106 617	5	13,48	92 872	4	11,74
<b>Ontario</b>						
2006-2007	217 664	4	17,19	200 059	3	15,80
2007-2008	235 978	8	18,45 r	212 977	6	16,65
2008-2009	235 417	0	18,20	207 782	-2	16,07 r
2009-2010	261 917	11	20,05 r	230 358	11	17,63
2010-2011	266 966	2	20,21	229 155	-1	17,35
<b>Manitoba</b>						
2006-2007	16 066	9	13,57	14 780	7	12,48
2007-2008	15 954	-1	13,37 r	14 386	-3	12,05
2008-2009	16 545	4	13,72	14 590	1	12,10
2009-2010	21 842	32	17,91 r	19 143	31	15,70 r
2010-2011	19 906	-9	16,11	17 310	-10	14,01
<b>Saskatchewan</b>						
2006-2007	13 152	11	13,26	12 055	8	12,15
2007-2008	14 393	9	14,39	12 828	6	12,82 r
2008-2009	16 112	12	15,89	13 902	8	13,71
2009-2010	17 006	6	16,52 r	14 523	4	14,11 r
2010-2011	17 168	1	16,42	14 463	0	13,83
<b>Alberta</b>						
2006-2007	32 445	58	9,48	28 891	52	8,44
2007-2008	34 608	7	9,85	29 354	2	8,36
2008-2009	43 131	25	12,01 r	35 470	21	9,88 r
2009-2010	43 131	0	11,75 r	35 499	0	9,67 r
2010-2011	48 131	12	12,94	39 227	11	10,54
<b>Colombie-Britannique</b>						
2006-2007	51 232	0	12,07	47 393	-1	11,17
2007-2008	52 057	2	12,08	47 325	0	10,98
2008-2009	52 293	0	11,93	46 565	-2	10,62
2009-2010	52 595	1	11,79 r	46 834	1	10,50 r
2010-2011	53 775	2	11,87	47 254	1	10,43

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 3 – suite

## Contributions des gouvernements provinciaux et territoriaux aux régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants

	Dollars courants			Dollars constants de 2002 <sup>1</sup>		
	Total	Variation en pourcentage	Par habitant <sup>2</sup>	Total	Variation en pourcentage	Par habitant <sup>2</sup>
	milliers de dollars	pourcentage	dollars	milliers de dollars	pourcentage	dollars
<b>Yukon</b>						
2006-2007	646	0	20,01	605	-1	18,74
2007-2008	581	-10	17,84 <sup>r</sup>	531	-12	16,29 <sup>r</sup>
2008-2009	767	32	23,16 <sup>r</sup>	676	27	20,42 <sup>r</sup>
2009-2010	696	-9	20,68	612	-10	18,17
2010-2011	867	25	25,11	756	24	21,89
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>						
2006-2007	3 111	8	72,02	2 889	7	66,87
2007-2008	3 682	18	84,56	3 323	15	76,31
2008-2009	3 200	-13	73,23 <sup>r</sup>	2 778	-16	63,57 <sup>r</sup>
2009-2010	3 783	18	86,62 <sup>r</sup>	3 264	18	74,74 <sup>r</sup>
2010-2011	4 202	11	96,03	3 564	9	81,45
<b>Nunavut</b>						
2006-2007	3 927	-2	127,50	3 754	-3	121,90
2007-2008	3 540	-10	113,20 <sup>r</sup>	3 281	-13	104,91
2008-2009	4 040	14	127,87 <sup>r</sup>	3 659	12	115,82 <sup>r</sup>
2009-2010	4 337	7	134,71 <sup>r</sup>	3 852	5	119,64 <sup>r</sup>
2010-2011	5 985	38	180,16	5 353	39	161,15
<b>Total</b>						
2006-2007	469 744 <sup>r</sup>	5 <sup>r</sup>	14,42 <sup>r</sup>	430 563 <sup>r</sup>	3 <sup>r</sup>	13,22 <sup>r</sup>
2007-2008	492 482 <sup>r</sup>	5	14,96 <sup>r</sup>	441 688 <sup>r</sup>	3	13,41 <sup>r</sup>
2008-2009	511 894 <sup>r</sup>	4	15,36 <sup>r</sup>	448 636 <sup>r</sup>	2	13,47 <sup>r</sup>
2009-2010	545 257 <sup>r</sup>	7 <sup>r</sup>	16,17 <sup>r</sup>	476 623 <sup>r</sup>	6	14,13 <sup>r</sup>
2010-2011	562 848	3	16,50	483 131	1	14,16

1. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 2002 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada.
2. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1<sup>er</sup> juillet : estimations intercensitaires définitives jusqu'en 2005; estimations postcensitaires définitives pour 2006 et 2007; estimations postcensitaires mises à jour pour 2008 et 2009; et estimations postcensitaires provisoires pour 2010.

**Note(s) :** La somme des contributions provinciales et territoriales (Table 3) et des contributions fédérales (Table 2) peut différer du total des contributions gouvernementales (tableau 1) pour les raisons suivantes : (i) le chiffre des contributions gouvernementales qui figure au tableau 1 provient des régimes d'aide juridique, tandis que les chiffres des contributions provinciales, territoriales et fédérales proviennent du ministère concerné; (ii) des différences entre les méthodes comptables (c.-à-d. comptabilité de caisse par opposition à comptabilité d'exercice) peuvent faire en sorte que les contributions ne sont pas comptabilisées dans la même période financière; et (iii) les régimes d'aide juridique peuvent avoir soumis au gouvernement fédéral des demandes de paiement pour des périodes antérieures, qui sont comptées dans le chiffre des contributions gouvernementales. Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 4**  
**Dépenses totales des régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants**

	Dollars courants			Dollars constants de 2002 <sup>1</sup>		
	Total	Variation en pourcentage	Par habitant <sup>2</sup>	Total	Variation en pourcentage	Par habitant <sup>2</sup>
	milliers de dollars	pourcentage	dollars	milliers de dollars	pourcentage	dollars
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2006-2007	7 990	14	15,66	7 297	12	14,30
2007-2008	8 146	2	16,09 <sup>r</sup>	7 332	0	14,48
2008-2009	10 900	34	21,53 <sup>r</sup>	9 536	30	18,84 <sup>r</sup>
2009-2010	10 845	-1	21,34 <sup>r</sup>	9 463	-1	18,62 <sup>r</sup>
2010-2011	12 399	14	24,32	10 561	12	20,72
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2006-2007	1 336	...	9,69	1 197	...	8,68
2007-2008	1 464	10	10,60	1 289	8	9,33
2008-2009	..	...	...	...	...	...
2009-2010	..	...	...	...	...	...
2010-2011	1 838	...	12,92	1 538	...	10,81
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2006-2007	18 978	3	20,23	17 190	1	18,33
2007-2008	21 314	12	22,78 <sup>r</sup>	18 946	10	20,25 <sup>r</sup>
2008-2009	23 420	10	25,00 <sup>r</sup>	20 207	7	21,57 <sup>r</sup>
2009-2010	21 589	-8	22,99 <sup>r</sup>	18 659	-8	19,87 <sup>r</sup>
2010-2011	21 837	1	23,17	18 475	-1	19,60
<b>Nouveau-Brunswick</b>						
2006-2007	6 959	10	9,33	6 373	8	8,55
2007-2008	6 297	-10	8,45	5 658	-11	7,59
2008-2009	7 869	25	10,54 <sup>r</sup>	6 951	23	9,31 <sup>r</sup>
2009-2010	..	...	...	...	...	...
2010-2011	7 437	...	9,89	6 417	...	8,54
<b>Québec</b>						
2006-2007	134 712	5	17,65	123 930	3	16,24
2007-2008	127 526	-5	16,59	115 513	-7	15,03
2008-2009	135 008	6	17,42 <sup>r</sup>	119 794	4	15,45
2009-2010	135 285	0	17,28	119 299	0	15,24
2010-2011	145 786	8	18,44	126 991	6	16,06
<b>Ontario<sup>3</sup></b>						
2006-2007	325 847	-7	25,73	299 492	-9	23,65
2007-2008	332 828	2	26,02 <sup>r</sup>	300 386	0	23,48
2008-2009	356 107	7	27,54 <sup>r</sup>	314 305	5	24,30
2009-2010	371 740	4	28,45 <sup>r</sup>	326 948	4	25,02
2010-2011	362 163	-3	27,41	310 870	-5	23,53
<b>Manitoba<sup>4</sup></b>						
2006-2007	23 118	-2	19,52	21 268	-4	17,96
2007-2008	24 511	6	20,54 <sup>r</sup>	22 102	4	18,52 <sup>r</sup>
2008-2009	26 899	10	22,31 <sup>r</sup>	23 720	7	19,68 <sup>r</sup>
2009-2010	31 737	18	26,02 <sup>r</sup>	27 815	17	22,81 <sup>r</sup>
2010-2011	29 138	-8	23,59	25 337	-9	20,51
<b>Saskatchewan</b>						
2006-2007	16 935	2	17,07	15 522	0	15,65
2007-2008	19 147	13	19,14	17 065	10	17,06
2008-2009	20 495	7	20,22	17 683	4	17,44 <sup>r</sup>
2009-2010	21 675	6	21,06 <sup>r</sup>	18 510	5	17,99 <sup>r</sup>
2010-2011	21 165	-2	20,24	17 831	-4	17,05
<b>Alberta<sup>5</sup></b>						
2006-2007	48 297	-2	14,12	43 007	-6	12,57
2007-2008	53 606	11	15,26	45 467	6	12,94
2008-2009	66 274	24	18,45 <sup>r</sup>	54 502	20	15,18 <sup>r</sup>
2009-2010	77 158	16	21,02 <sup>r</sup>	63 505	17	17,30 <sup>r</sup>
2010-2011	71 675	-7	19,26	58 415	-8	15,70
<b>Colombie-Britannique</b>						
2006-2007	72 217	8	17,02	66 806	6	15,74
2007-2008	78 122	8	18,13	71 020	6	16,48
2008-2009	82 039	5	18,71	73 053	3	16,66
2009-2010	79 312	-3	17,78 <sup>r</sup>	70 625	-3	15,83 <sup>r</sup>
2010-2011	76 857	-3	16,96	67 537	-4	14,91
<b>Yukon</b>						
2006-2007	1 695	-1	52,52	1 587	-2	49,17
2007-2008	1 617	-5	49,65 <sup>r</sup>	1 477	-7	45,34 <sup>r</sup>
2008-2009	1 780	10	53,75 <sup>r</sup>	1 570	6	47,40 <sup>r</sup>
2009-2010	1 714	-4	50,93	1 506	-4	44,76
2010-2011	1 796	5	52,02	1 566	4	45,35

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4 – suite

## Dépenses totales des régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants

	Dollars courants			Dollars constants de 2002 <sup>1</sup>		
	Total	Variation en pourcentage	Par habitant <sup>2</sup>	Total	Variation en pourcentage	Par habitant <sup>2</sup>
	milliers de dollars	pourcentage	dollars	milliers de dollars	pourcentage	dollars
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>						
2006-2007	4 487	2	103,87	4 166	1	96,44
2007-2008	5 058	13	116,16	4 565	10	104,83
2008-2009	4 646	-8	106,32 <sup>r</sup>	4 033	-12	92,29 <sup>r</sup>
2009-2010	5 120	10	117,23 <sup>r</sup>	4 418	10	101,15 <sup>r</sup>
2010-2011	..	...	...	...	...	...
<b>Nunavut</b>						
2006-2007	5 575	3	181,01	5 330	1	173,05
2007-2008	..	...	...	...	...	...
2008-2009	5 730	...	181,36 <sup>r</sup>	5 190	...	164,27 <sup>r</sup>
2009-2010	6 199	8	192,55 <sup>r</sup>	5 505	6	171,00 <sup>r</sup>
2010-2011	..	...	...	...	...	...
<b>Total</b>						
2006-2007	668 146	...	20,51	612 416	...	18,80
2007-2008	679 636	...	20,66	609 539	...	18,53
2008-2009	741 167	...	22,34 <sup>r</sup>	649 577	...	19,58 <sup>r</sup>
2009-2010	762 374	...	23,22 <sup>r</sup>	666 411	...	20,30 <sup>r</sup>
2010-2011	752 091	...	22,10	645 572	...	18,97

1. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 2002 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada.
2. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1<sup>er</sup> juillet : estimations intercensitaires définitives jusqu'en 2005; estimations postcensitaires définitives pour 2006 et 2007; estimations postcensitaires mises à jour pour 2008 et 2009; et estimations postcensitaires provisoires pour 2010.
3. L'Ontario compte 77 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2010-2011, ces cliniques ont engagé environ 20 % des dépenses directes totales au chapitre des services juridiques. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement quant à la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.
4. Le changement majeur par rapport à 2009-2010 est attribuable à un rajustement effectué au cours de l'année précédente relativement à des charges de retraite et de séparation de la fonction publique à payer. Aide juridique Manitoba a converti 23 postes de contractuels en postes de fonctionnaires au cours de l'année précédente.
5. La structure organisationnelle et la prestation de services ont changé en 2010-2011. En effet, les bureaux régionaux de première ligne sont devenus des centres de services juridiques qui fournissent de l'information, de brefs services, des services élargis d'avocats nommés d'office et des décisions concernant les services complets offerts par certificat. La création de centres d'aide juridique a entraîné une reclassification en vertu de laquelle les dépenses ne sont pas classées dans les frais d'administration.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 5**  
**Dépenses totales des régimes d'aide juridique par type de dépense, dollars courants**

	Total		Dépenses directes au chapitre des services juridiques				Dépenses administratives centrales		Autres dépenses	
			Affaires criminelles		Affaires civiles					
	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>										
2006-2007	7 990	4 510	56	2 884	36	596	7	0	0	0
2007-2008	8 146	4 630	57	2 902	36	614	8	0	0	0
2008-2009	10 900	6 060	56	4 208	39	632	6	0	0	0
2009-2010	10 845	6 009	55	4 186	39	649	6	0	0	0
2010-2011	12 399	6 615	53	4 812	39	972	8	0	0	0
<b>Île-du-Prince-Édouard <sup>1</sup></b>										
2006-2007	1 336	682	51	654	49	.	...	.	...	...
2007-2008	1 464	701	48	763	52	.	...	.	...	...
2008-2009	..	..	...	..	...	.	...	.	...	...
2009-2010	..	..	...	..	...	.	...	.	...	...
2010-2011	1 838	875	48	963	52	.	...	.	...	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>										
2006-2007	18 978	9 883	52	7 937	42	1 084	6	74	0	0
2007-2008	21 314	11 576	54	8 312	39	1 352	6	74	0	0
2008-2009	23 420	12 461	53	9 324	40	1 561	7	74	0	0
2009-2010	21 589	11 346	53	8 689	40	1 480	7	74	0	0
2010-2011	21 837	11 777	54	8 439	39	1 544	7	77	0	0
<b>Nouveau-Brunswick</b>										
2006-2007	6 959	4 077	59	2 101	30	781	11	0	0	0
2007-2008	6 297	3 052	48	2 611	41	634	10	0	0	0
2008-2009	7 869	4 033	51	2 720	35	1 116	14	0	0	0
2009-2010	..	..	...	..	...	..	...	..	...	...
2010-2011	7 437	3 533	48	2 871	39	1 033	14	0	0	0
<b>Québec <sup>2</sup></b>										
2006-2007	134 712	50 485	37	69 880	52	13 287	10	1 060	1	1
2007-2008	127 526	49 572	39	64 973	51	11 968	9	1 013	1	1
2008-2009	135 008	52 360	39	68 807	51	12 385	9	1 456	1	1
2009-2010	135 285	51 854	38	69 077	51	12 826	9	1 528	1	1
2010-2011	145 786	57 219	39	71 765	49	15 314	11	1 488	1	1
<b>Ontario <sup>3</sup></b>										
2006-2007	325 847	119 951	37	134 841	41	55 130	17	15 925	5	5
2007-2008	332 828	121 431	36	130 256	39	54 907	16	26 234	8	8
2008-2009	356 107	131 232	37	140 955	40	59 211	17	24 709	7	7
2009-2010	371 740	130 452	35	144 609	39	71 012	19	25 667	7	7
2010-2011	362 163	132 542	37	148 695	41	50 346	14	30 580	8	8
<b>Manitoba <sup>4</sup></b>										
2006-2007	23 118	11 506	50	5 997	26	5 050	22	565	2	2
2007-2008	24 511	12 928	53	6 091	25	4 850	20	642	3	3
2008-2009	26 899	13 591	51	7 054	26	5 373	20	881	3	3
2009-2010	31 737	15 905	50	6 799	21	7 951	25	1 082	3	3
2010-2011	29 138	15 520	53	6 187	21	6 316	22	1 115	4	4
<b>Saskatchewan</b>										
2006-2007	16 935	11 299	67	4 457	26	1 134	7	45	0	0
2007-2008	19 147	13 121	69	4 539	24	1 409	7	78	0	0
2008-2009	20 495	14 213	69	4 851	24	1 281	6	150	1	1
2009-2010	21 675	14 412	66	5 044	23	1 718	8	501	2	2
2010-2011	21 165	14 702	69	5 141	24	1 215	6	107	1	1
<b>Alberta <sup>5</sup></b>										
2006-2007	48 297	24 758	51	16 498	34	6 645	14	396	1	1
2007-2008	53 606	26 827	50	17 856	33	8 343	16	580	1	1
2008-2009	66 274	32 862	50	21 907	33	10 446	16	1 059	2	2
2009-2010	77 158	36 226	47	28 408	37	10 682	14	1 842	2	2
2010-2011	71 675	37 763	53	24 752	35	6 926	10	2 234	3	3
<b>Colombie-Britannique</b>										
2006-2007	72 217	38 121	53	19 278	27	9 411	13	5 407	7	7
2007-2008	78 122	39 549	51	20 198	26	11 151	14	7 224	9	9
2008-2009	82 039	40 954	50	23 260	28	12 362	15	5 463	7	7
2009-2010	79 312	39 131	49	21 817	28	12 791	16	5 573	7	7
2010-2011	76 857	38 805	50	24 645	32	9 687	13	3 720	5	5

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 5 – suite

## Dépenses totales des régimes d'aide juridique par type de dépense, dollars courants

	Total		Dépenses directes au chapitre des services juridiques				Dépenses administratives centrales		Autres dépenses	
			Affaires criminelles		Affaires civiles					
	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
<b>Yukon</b>										
2006-2007	1 695	925	55	439	26	264	16	67	4	
2007-2008	1 617	909	56	416	26	278	17	14	1	
2008-2009	1 780	1 053	59	432	24	272	15	23	1	
2009-2010	1 714	990	58	418	24	284	17	22	1	
2010-2011	1 796	1 069	60	459	26	239	13	29	2	
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>										
2006-2007	4 487	1 907	43	956	21	606	14	1 018	23	
2007-2008	5 058	2 419	48	1 029	20	566	11	1 045	21	
2008-2009	4 646	2 313	50	927	20	551	12	855	18	
2009-2010	5 120	2 350	46	822	16	1 054	21	895	17	
2010-2011	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
<b>Nunavut 6</b>										
2006-2007	5 575	2 500	45	499	9	2 378	43	198	4	
2007-2008	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2008-2009	5 730	1 130	20	685	12	1 600	28	2 315	40	
2009-2010	6 199	..	..	..	..	..	..	3 401	55	
2010-2011	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
<b>Total</b>										
2006-2007	668 146	280 604	42	266 421	40	96 366	14	24 755	4	
2007-2008	679 636	286 715	42	259 946	38	96 072	14	36 904	5	
2008-2009	741 167	312 262	42	285 130	38	106 790	14	36 985	5	
2009-2010	762 374	..	..	..	..	..	..	40 585	5	
2010-2011	752 091	320 420	43	298 729	40	93 592	12	39 350	5	

1. Le régime d'aide juridique de l'Île-du-Prince-Édouard relève directement de la province. Il n'existe pas de commission d'administration à part des bureaux de services directs. Tous les membres du personnel de l'aide juridique assurent, dans une certaine mesure, des services directs.
2. Les données du Québec concernant la répartition entre les dépenses directes au chapitre des services juridiques et les dépenses administratives centrales ont été estimées.
3. L'Ontario compte 77 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2010-2011, ces cliniques ont engagé environ 20 % des dépenses directes totales au chapitre des services juridiques. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement quant à la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.
4. Le changement majeur par rapport à 2009-2010 est attribuable à un rajustement effectué au cours de l'année précédente relativement à des charges de retraite et de séparation de la fonction publique à payer. Aide juridique Manitoba a converti 23 postes de contractuels en postes de fonctionnaires au cours de l'année précédente.
5. La structure organisationnelle et la prestation de services ont changé en 2010-2011. En effet, les bureaux régionaux de première ligne sont devenus des centres de services juridiques qui fournissent de l'information, de brefs services, des services élargis d'avocats nommés d'office et des décisions concernant les services complets offerts par certificat. La création de centres d'aide juridique a entraîné une reclassification en vertu de laquelle les dépenses ne sont pas classées dans les frais d'administration.
6. Au Nunavut en 2009-2010, la répartition des dépenses directes au chapitre de l'aide juridique selon le type d'affaire n'est pas disponible, mais ces dépenses font partie des dépenses totales.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 6**  
**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, dollars courants**

	Total	Dépenses directes totales	Pourcentage du total	Dépenses directes au chapitre des services juridiques			
				Affaires criminelles		Affaires civiles	
				milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage <sup>1</sup>
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>							
2006-2007	7 990	7 394	93	4 510	61	2 884	39
2007-2008	8 146	7 532	92	4 630	61	2 902	39
2008-2009	10 900	10 268	94	6 060	59	4 208	41
2009-2010	10 845	10 196	94	6 009	59	4 186	41
2010-2011	12 399	11 427	92	6 615	58	4 812	42
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>							
2006-2007	1 336	1 336	100	682	51	654	49
2007-2008	1 464	1 464	100	701	48	763	52
2008-2009	..	..	...	..	...	..	...
2009-2010	..	..	...	..	...	..	...
2010-2011	1 838	1 838	100	875	48	963	52
<b>Nouvelle-Écosse</b>							
2006-2007	18 978	17 820	94	9 883	55	7 937	45
2007-2008	21 314	19 888	93	11 576	58	8 312	42
2008-2009	23 420	21 785	93	12 461	57	9 324	43
2009-2010	21 589	20 035	93	11 346	57	8 689	43
2010-2011	21 837	20 216	93	11 777	58	8 439	42
<b>Nouveau-Brunswick</b>							
2006-2007	6 959	6 178	89	4 077	66	2 101	34
2007-2008	6 297	5 663	90	3 052	54	2 611	46
2008-2009	7 869	6 753	86	4 033	60	2 720	40
2009-2010	..	..	...	..	...	..	...
2010-2011	7 437	6 404	86	3 533	55	2 871	45
<b>Québec<sup>2</sup></b>							
2006-2007	134 712	120 365	89	50 485	42	69 880	58
2007-2008	127 526	114 545	90	49 572	43	64 973	57
2008-2009	135 008	121 167	90	52 360	43	68 807	57
2009-2010	135 285	120 931	89	51 854	43	69 077	57
2010-2011	145 786	128 984	88	57 219	44	71 765	56
<b>Ontario<sup>3</sup></b>							
2006-2007	325 847	254 792	78	119 951	47	134 841	53
2007-2008	332 828	251 687	76	121 431	48	130 256	52
2008-2009	356 107	272 187	76	131 232	48	140 955	52
2009-2010	371 740	275 061	74	130 452	47	144 609	53
2010-2011	362 163	281 237	78	132 542	47	148 695	53
<b>Manitoba<sup>4</sup></b>							
2006-2007	23 118	17 503	76	11 506	66	5 997	34
2007-2008	24 511	19 019	78	12 928	68	6 091	32
2008-2009	26 899	20 645	77	13 591	66	7 054	34
2009-2010	31 737	22 704	72	15 905	70	6 799	30
2010-2011	29 138	21 707	74	15 520	71	6 187	29
<b>Saskatchewan</b>							
2006-2007	16 935	15 756	93	11 299	72	4 457	28
2007-2008	19 147	17 660	92	13 121	74	4 539	26
2008-2009	20 495	19 064	93	14 213	75	4 851	25
2009-2010	21 675	19 456	90	14 412	74	5 044	26
2010-2011	21 165	19 843	94	14 702	74	5 141	26
<b>Alberta<sup>5</sup></b>							
2006-2007	48 297	41 256	85	24 758	60	16 498	40
2007-2008	53 606	44 683	83	26 827	60	17 856	40
2008-2009	66 274	54 769	83	32 862	60	21 907	40
2009-2010	77 158	64 634	84	36 226	56	28 408	44
2010-2011	71 675	62 515	87	37 763	60	24 752	40
<b>Colombie-Britannique</b>							
2006-2007	72 217	57 399	79	38 121	66	19 278	34
2007-2008	78 122	59 747	76	39 549	66	20 198	34
2008-2009	82 039	64 214	78	40 954	64	23 260	36
2009-2010	79 312	60 948	77	39 131	64	21 817	36
2010-2011	76 857	63 450	83	38 805	61	24 645	39

Voir les notes à la fin du tableau.



Tableau 6 – suite

## Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, dollars courants

	Total	Dépenses directes totales	Pourcentage du total	Dépenses directes au chapitre des services juridiques			
				Affaires criminelles		Affaires civiles	
				milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage <sup>1</sup>
<b>Yukon</b>							
2006-2007	1 695	1 364	80	925	68	439	32
2007-2008	1 617	1 325	82	909	69	416	31
2008-2009	1 780	1 485	83	1 053	71	432	29
2009-2010	1 714	1 408	82	990	70	418	30
2010-2011	1 796	1 528	85	1 069	70	459	30
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>							
2006-2007	4 487	2 863	64	1 907	67	956	33
2007-2008	5 058	3 448	68	2 419	70	1 029	30
2008-2009	4 646	3 240	70	2 313	71	927	29
2009-2010	5 120	3 172	62	2 350	74	822	26
2010-2011	..	..	...	..	...	..	...
<b>Nunavut<sup>6</sup></b>							
2006-2007	5 575	2 999	54	2 500	83	499	17
2007-2008	..	..	...	..	...	..	...
2008-2009	5 730	1 815	32	1 130	62	685	38
2009-2010	6 199	2 798	45	..	...	..	...
2010-2011	..	..	...	..	...	..	...
<b>Total</b>							
2006-2007	668 146	547 025	82	280 604	51	266 421	49
2007-2008	679 636	546 661	80	286 715	52	259 946	48
2008-2009	741 167	597 392	81	312 262	52	285 130	48
2009-2010	762 374	601 343	79	...	...	...	...
2010-2011	752 091	619 149	82	320 420	52	298 729	48

1. Pourcentage des dépenses directes totales.
2. Les données du Québec concernant la répartition entre les dépenses directes au chapitre des services juridiques et les dépenses administratives centrales ont été estimées.
3. L'Ontario compte 77 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2010-2011, ces cliniques ont engagé environ 20 % des dépenses directes totales au chapitre des services juridiques. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement quant à la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.
4. Le changement majeur par rapport à 2009-2010 est attribuable à un rajustement effectué au cours de l'année précédente relativement à des charges de retraite et de séparation de la fonction publique à payer. Aide juridique Manitoba a converti 23 postes de contractuels en postes de fonctionnaires au cours de l'année précédente.
5. La structure organisationnelle et la prestation de services ont changé en 2010-2011. En effet, les bureaux régionaux de première ligne sont devenus des centres de services juridiques qui fournissent de l'information, de brefs services, des services élargis d'avocats nommés d'office et des décisions concernant les services complets offerts par certificat. La création de centres d'aide juridique a entraîné une reclassification en vertu de laquelle les dépenses ne sont pas classées dans les frais d'administration.
6. Au Nunavut en 2009-2010, la répartition des dépenses directes au chapitre de l'aide juridique selon le type d'affaire n'est pas disponible, mais ces dépenses font partie des dépenses totales.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 7-1

## Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire, dollars courants — Total

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2006-2007	7 394	7 081	96	313		4
2007-2008	7 532	7 344	98	188		2
2008-2009	10 268	9 966	97	302		3
2009-2010	10 196	9 847	97	349		3
2010-2011	11 427	11 168	98	259		2
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2006-2007	1 336	1 087	81	249		19
2007-2008	1 464	1 217	83	247		17
2008-2009	..	..	...	..		...
2009-2010	..	..	...	..		...
2010-2011	1 838	1 609	88	229		12
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2006-2007	17 820	14 441	81	3 379		19
2007-2008	19 888	15 702	79	4 186		21
2008-2009	21 785	16 646	76	5 139		24
2009-2010	20 035	16 298	81	3 737		19
2010-2011	20 216	16 429	81	3 787		19
<b>Nouveau-Brunswick</b>						
2006-2007	6 178	4 664	75	1 514		25
2007-2008	5 663	2 890	51	2 773		49
2008-2009	6 753	4 941	73	1 812		27
2009-2010	..	..	...	..		...
2010-2011	6 404	4 323	68	2 081		32
<b>Québec <sup>1</sup></b>						
2006-2007	120 365	77 001	64	43 364		36
2007-2008	114 545	68 942	60	45 603		40
2008-2009	121 167	69 987	58	51 180		42
2009-2010	120 931	70 688	58	50 243		42
2010-2011	128 984	74 905	58	54 079		42
<b>Ontario <sup>2</sup></b>						
2006-2007	254 792	62 609	25	192 183		75
2007-2008	251 687	65 910	26	185 777		74
2008-2009	272 187	70 174	26	202 013		74
2009-2010	275 061	71 106	26	203 955		74
2010-2011	281 237	79 354	28	201 883		72
<b>Manitoba</b>						
2006-2007	17 503	9 644	55	7 859		45
2007-2008	19 019	10 303	54	8 716		46
2008-2009	20 645	11 649	56	8 996		44
2009-2010	22 704	11 899	52	10 805		48
2010-2011	21 707	12 161	56	9 546		44
<b>Saskatchewan</b>						
2006-2007	15 756	14 013	89	1 743		11
2007-2008	17 660	15 138	86	2 522		14
2008-2009	19 064	16 128	85	2 936		15
2009-2010	19 456	17 004	87	2 452		13
2010-2011	19 843	17 714	89	2 129		11
<b>Alberta <sup>3</sup></b>						
2006-2007	41 256	10 688	26	30 568		74
2007-2008	44 683	12 909	29	31 774		71
2008-2009	54 769	17 106	31	37 663		69
2009-2010	64 634	19 351	30	45 283		70
2010-2011	62 515	23 598	38	38 917		62
<b>Colombie-Britannique</b>						
2006-2007	57 399	7 312	13	50 087		87
2007-2008	59 747	7 648	13	52 099		87
2008-2009	64 214	7 594	12	56 620		88
2009-2010	60 948	7 451	12	53 497		88
2010-2011	63 450	5 133	8	58 317		92
<b>Yukon</b>						
2006-2007	1 364	1 186	87	178		13
2007-2008	1 325	1 161	88	164		12
2008-2009	1 485	1 326	89	159		11
2009-2010	1 408	1 323	94	85		6
2010-2011	1 528	1 408	92	120		8

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 7-1 – suite

**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire, dollars courants — Total**

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>						
2006-2007	2 863		41	1 677		59
2007-2008	3 448		44	1 945		56
2008-2009	3 240		39	1 973		61
2009-2010	3 172		43	1 822		57
2010-2011	..		...	..		...
<b>Nunavut 4</b>						
2006-2007	2 999		32	2 035		68
2007-2008	..		...	..		...
2008-2009	1 815		58	760		42
2009-2010	2 798		26	2 057		74
2010-2011	..		...	..		...
<b>Total</b>						
2006-2007	547 025		39	335 149		61
2007-2008	546 661		39	335 994		61
2008-2009	597 392		38	369 553		62
2009-2010	601 343		38	374 285		62
2010-2011	619 149		40	371 347		60

1. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses au chapitre des avocats salariés ont été estimées.
2. L'Ontario compte 77 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2010-2011, ces cliniques ont engagé environ 70 % des dépenses directes au chapitre des services juridiques pour les avocats salariés. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement quant à la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.
3. La structure organisationnelle et la prestation de services ont changé en 2010-2011. En effet, les bureaux régionaux de première ligne sont devenus des centres de services juridiques qui fournissent de l'information, de brefs services, des services élargis d'avocats nommés d'office et des décisions concernant les services complets offerts par certificat.
4. Au Nunavut en 2009-2010, la répartition des dépenses directes au chapitre de l'aide juridique selon le type d'affaire n'est pas disponible, mais ces dépenses font partie des dépenses totales.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 7-2

## Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire, dollars courants — Affaires criminelles

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
<b>Terre-Neuve-et-Labrador <sup>1</sup></b>						
2006-2007	4 510		95	236		5
2007-2008	4 630	4 274	98	111		2
2008-2009	6 060	5 846	96	214		4
2009-2010	6 009	5 748	96	262		4
2010-2011	6 615	6 419	97	196		3
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2006-2007	682	501	73	181		27
2007-2008	701	565	81	136		19
2008-2009	..	..	...	..		...
2009-2010	..	..	...	..		...
2010-2011	875	795	91	80		9
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2006-2007	9 883	8 188	83	1 695		17
2007-2008	11 576	9 280	80	2 296		20
2008-2009	12 461	9 688	78	2 773		22
2009-2010	11 346	9 420	83	1 926		17
2010-2011	11 777	9 709	82	2 068		18
<b>Nouveau-Brunswick</b>						
2006-2007	4 077	3 089	76	988		24
2007-2008	3 052	2 100	69	952		31
2008-2009	4 033	3 037	75	996		25
2009-2010	..	..	...	..		...
2010-2011	3 533	2 444	69	1 089		31
<b>Québec <sup>2</sup></b>						
2006-2007	50 485	31 198	62	19 287		38
2007-2008	49 572	26 272	53	23 300		47
2008-2009	52 360	27 912	53	24 448		47
2009-2010	51 854	28 815	56	23 039		44
2010-2011	57 219	30 521	53	26 698		47
<b>Ontario <sup>1, 3</sup></b>						
2006-2007	119 951	8 923	7	111 028		93
2007-2008	121 431	9 850	8	111 580		92
2008-2009	131 232	11 080	8	120 152		92
2009-2010	130 452	11 826	9	118 626		91
2010-2011	132 542	13 516	10	119 026		90
<b>Manitoba</b>						
2006-2007	11 506	5 883	51	5 623		49
2007-2008	12 928	6 324	49	6 604		51
2008-2009	13 591	6 612	49	6 979		51
2009-2010	15 905	7 391	46	8 514		54
2010-2011	15 520	7 907	51	7 613		49
<b>Saskatchewan</b>						
2006-2007	11 299	9 763	86	1 536		14
2007-2008	13 121	10 804	82	2 317		18
2008-2009	14 213	11 543	81	2 670		19
2009-2010	14 412	12 192	85	2 220		15
2010-2011	14 702	12 805	87	1 897		13
<b>Alberta <sup>4</sup></b>						
2006-2007	24 758	4 697	19	20 061		81
2007-2008	26 827	4 964	19	21 863		81
2008-2009	32 862	6 622	20	26 240		80
2009-2010	36 226	6 954	19	29 272		81
2010-2011	37 763	12 795	34	24 968		66
<b>Colombie-Britannique</b>						
2006-2007	38 121	3 920	10	34 201		90
2007-2008	39 549	4 063	10	35 486		90
2008-2009	40 954	3 917	10	37 037		90
2009-2010	39 131	4 264	11	34 867		89
2010-2011	38 805	2 648	7	36 157		93
<b>Yukon</b>						
2006-2007	925	754	82	171		18
2007-2008	909	751	83	158		17
2008-2009	1 053	900	85	153		15
2009-2010	990	905	91	85		9
2010-2011	1 069	951	89	118		11

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 7-2 – suite

**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire, dollars courants — Affaires criminelles**

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage		milliers de dollars	pourcentage
<b>Territoires du Nord-Ouest <sup>1</sup></b>						
2006-2007	1 907		22		1 487	78
2007-2008	2 419		28		1 753	72
2008-2009	2 313		17		1 914	83
2009-2010	2 350		26		1 738	74
2010-2011	..		...		..	...
<b>Nunavut <sup>5</sup></b>						
2006-2007	2 500		20		2 000	80
2007-2008	..		...		..	...
2008-2009	1 130		65		395	35
2009-2010	..		...		..	...
2010-2011	..		...		..	...
<b>Total</b>						
2006-2007	280 604	82 110	29	198 494	71	
2007-2008	286 715	80 158	28	206 556	72	
2008-2009	312 262	88 291	28	223 971	72	
2009-2010	...	...	...	...	...	
2010-2011	320 420	100 510	31	219 910	69	

1. À Terre-Neuve-et-Labrador, en Ontario et dans les Territoires du Nord-Ouest, les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions aux lois provinciales ou territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
2. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses au chapitre des avocats salariés ont été estimées.
3. L'Ontario compte 77 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2010-2011, ces cliniques ont engagé environ 70 % des dépenses directes au chapitre des services juridiques pour les avocats salariés. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement quant à la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.
4. La structure organisationnelle et la prestation de services ont changé en 2010-2011. En effet, les bureaux régionaux de première ligne sont devenus des centres de services juridiques qui fournissent de l'information, de brefs services, des services élargis d'avocats nommés d'office et des décisions concernant les services complets offerts par certificat.
5. Au Nunavut en 2009-2010, la répartition des dépenses directes au chapitre de l'aide juridique selon le type d'affaire n'est pas disponible, mais ces dépenses font partie des dépenses totales.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 7-3

## Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire, dollars courants — Affaires civiles

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2006-2007	2 884	2 807	97	77	3	
2007-2008	2 902	2 825	97	77	3	
2008-2009	4 208	4 120	98	88	2	
2009-2010	4 186	4 099	98	87	2	
2010-2011	4 812	4 749	99	63	1	
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2006-2007	654	586	90	68	10	
2007-2008	763	652	85	111	15	
2008-2009	..	..	...	..	...	
2009-2010	..	..	...	..	...	
2010-2011	963	814	85	149	15	
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2006-2007	7 937	6 253	79	1 684	21	
2007-2008	8 312	6 422	77	1 890	23	
2008-2009	9 324	6 958	75	2 366	25	
2009-2010	8 689	6 878	79	1 811	21	
2010-2011	8 439	6 720	80	1 719	20	
<b>Nouveau-Brunswick</b>						
2006-2007	2 101	1 575	75	526	25	
2007-2008	2 611	790	30	1 821	70	
2008-2009	2 720	1 904	70	816	30	
2009-2010	..	..	...	..	...	
2010-2011	2 871	1 879	65	992	35	
<b>Québec<sup>1</sup></b>						
2006-2007	69 880	45 803	66	24 077	34	
2007-2008	64 973	42 670	66	22 303	34	
2008-2009	68 807	42 075	61	26 732	39	
2009-2010	69 077	41 873	61	27 204	39	
2010-2011	71 765	44 384	62	27 381	38	
<b>Ontario<sup>2</sup></b>						
2006-2007	134 841	53 686	40	81 155	60	
2007-2008	130 256	56 060	43	74 197	57	
2008-2009	140 955	59 094	42	81 861	58	
2009-2010	144 609	59 280	41	85 329	59	
2010-2011	148 695	65 838	44	82 857	56	
<b>Manitoba</b>						
2006-2007	5 997	3 761	63	2 236	37	
2007-2008	6 091	3 979	65	2 112	35	
2008-2009	7 054	5 037	71	2 017	29	
2009-2010	6 799	4 508	66	2 291	34	
2010-2011	6 187	4 254	69	1 933	31	
<b>Saskatchewan</b>						
2006-2007	4 457	4 250	95	207	5	
2007-2008	4 539	4 334	95	205	5	
2008-2009	4 851	4 585	95	266	5	
2009-2010	5 044	4 812	95	232	5	
2010-2011	5 141	4 909	95	232	5	
<b>Alberta<sup>3</sup></b>						
2006-2007	16 498	5 991	36	10 507	64	
2007-2008	17 856	7 945	44	9 911	56	
2008-2009	21 907	10 484	48	11 423	52	
2009-2010	28 408	12 397	44	16 011	56	
2010-2011	24 752	10 803	44	13 949	56	
<b>Colombie-Britannique</b>						
2006-2007	19 278	3 392	18	15 886	82	
2007-2008	20 198	3 585	18	16 613	82	
2008-2009	23 260	3 677	16	19 583	84	
2009-2010	21 817	3 187	15	18 630	85	
2010-2011	24 645	2 485	10	22 160	90	
<b>Yukon</b>						
2006-2007	439	432	98	7	2	
2007-2008	416	410	99	6	1	
2008-2009	432	426	99	6	1	
2009-2010	418	418	100	0	0	
2010-2011	459	457	100	2	0	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 7-3 – suite

**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire, dollars courants — Affaires civiles**

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>						
2006-2007	956		80	190		20
2007-2008	1 029		81	192		19
2008-2009	927		94	58		6
2009-2010	822		90	84		10
2010-2011	..		...	..		...
<b>Nunavut 4</b>						
2006-2007	499		93	35		7
2007-2008	..		...	..		...
2008-2009	685		47	365		53
2009-2010	..		...	..		...
2010-2011	..		...	..		...
<b>Total</b>						
2006-2007	266 421	129 766	49	136 655		51
2007-2008	259 946	130 509	50	129 438		50
2008-2009	285 130	139 549	49	145 581		51
2009-2010	...	...	...	...		...
2010-2011	298 729	147 292	49	151 437		51

1. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses au chapitre des avocats salariés ont été estimées.
2. L'Ontario compte 77 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2010-2011, ces cliniques ont engagé environ 70 % des dépenses directes au chapitre des services juridiques pour les avocats salariés. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement quant à la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.
3. La structure organisationnelle et la prestation de services ont changé en 2010-2011. En effet, les bureaux régionaux de première ligne sont devenus des centres de services juridiques qui fournissent de l'information, de brefs services, des services élargis d'avocats nommés d'office et des décisions concernant les services complets offerts par certificat.
4. Au Nunavut en 2009-2010, la répartition des dépenses directes au chapitre de l'aide juridique selon le type d'affaire n'est pas disponible, mais ces dépenses font partie des dépenses totales.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 8-1

## Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle, dollars courants — Total

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
<b>Terre-Neuve-et-Labrador <sup>1</sup></b>						
2006-2007	4 510		95	236		5
2007-2008	4 630	4 274	98	111		2
2008-2009	6 060	5 846	96	214		4
2009-2010	6 009	5 748	96	262		4
2010-2011	6 615	6 419	97	196		3
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2006-2007	682	501	73	181		27
2007-2008	701	565	81	136		19
2008-2009	..	..	...	..		...
2009-2010	..	..	...	..		...
2010-2011	875	795	91	80		9
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2006-2007	9 883	8 188	83	1 695		17
2007-2008	11 576	9 280	80	2 296		20
2008-2009	12 461	9 688	78	2 773		22
2009-2010	11 346	9 420	83	1 926		17
2010-2011	11 777	9 709	82	2 068		18
<b>Nouveau-Brunswick</b>						
2006-2007	4 077	3 089	76	988		24
2007-2008	3 052	2 100	69	952		31
2008-2009	4 033	3 037	75	996		25
2009-2010	..	..	...	..		...
2010-2011	3 533	2 444	69	1 089		31
<b>Québec <sup>2</sup></b>						
2006-2007	50 485	31 198	62	19 287		38
2007-2008	49 572	26 272	53	23 300		47
2008-2009	52 360	27 912	53	24 448		47
2009-2010	51 854	28 815	56	23 039		44
2010-2011	57 219	30 521	53	26 698		47
<b>Ontario <sup>1, 3</sup></b>						
2006-2007	119 951	8 923	7	111 028		93
2007-2008	121 431	9 850	8	111 580		92
2008-2009	131 232	11 080	8	120 152		92
2009-2010	130 452	11 826	9	118 626		91
2010-2011	132 542	13 516	10	119 026		90
<b>Manitoba</b>						
2006-2007	11 506	5 883	51	5 623		49
2007-2008	12 928	6 324	49	6 604		51
2008-2009	13 591	6 612	49	6 979		51
2009-2010	15 905	7 391	46	8 514		54
2010-2011	15 520	7 907	51	7 613		49
<b>Saskatchewan</b>						
2006-2007	11 299	9 763	86	1 536		14
2007-2008	13 121	10 804	82	2 317		18
2008-2009	14 213	11 543	81	2 670		19
2009-2010	14 412	12 192	85	2 220		15
2010-2011	14 702	12 805	87	1 897		13
<b>Alberta <sup>4</sup></b>						
2006-2007	24 758	4 697	19	20 061		81
2007-2008	26 827	4 964	19	21 863		81
2008-2009	32 862	6 622	20	26 240		80
2009-2010	36 226	6 954	19	29 272		81
2010-2011	37 763	12 795	34	24 968		66
<b>Colombie-Britannique</b>						
2006-2007	38 121	3 920	10	34 201		90
2007-2008	39 549	4 063	10	35 486		90
2008-2009	40 954	3 917	10	37 037		90
2009-2010	39 131	4 264	11	34 867		89
2010-2011	38 805	2 648	7	36 157		93
<b>Yukon</b>						
2006-2007	925	754	82	171		18
2007-2008	909	751	83	158		17
2008-2009	1 053	900	85	153		15
2009-2010	990	905	91	85		9
2010-2011	1 069	951	89	118		11

Voir les notes à la fin du tableau.



Tableau 8-1 – suite

**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle, dollars courants — Total**

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
<b>Territoires du Nord-Ouest</b> <sup>1</sup>						
2006-2007	1 907		22	1 487		78
2007-2008	2 419		28	1 753		72
2008-2009	2 313		17	1 914		83
2009-2010	2 350		26	1 738		74
2010-2011	..		...	..		...
<b>Nunavut</b> <sup>5</sup>						
2006-2007	2 500		20	2 000		80
2007-2008	..		...	..		...
2008-2009	1 130		65	395		35
2009-2010	..		...	..		...
2010-2011	..		...	..		...
<b>Total</b>						
2006-2007	280 604		29	198 494		71
2007-2008	286 715		28	206 556		72
2008-2009	312 262		28	223 971		72
2009-2010	308 675		29	220 549		71
2010-2011	320 420		31	219 910		69

1. À Terre-Neuve-et-Labrador, en Ontario et dans les Territoires du Nord-Ouest, les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions aux lois provinciales ou territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
2. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses au chapitre des avocats salariés ont été estimées.
3. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement quant à la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.
4. La structure organisationnelle et la prestation de services ont changé en 2010-2011. En effet, les bureaux régionaux de première ligne sont devenus des centres de services juridiques qui fournissent de l'information, de brefs services, des services élargis d'avocats nommés d'office et des décisions concernant les services complets offerts par certificat.
5. Au Nunavut, les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions aux lois provinciales ou territoriales et des affaires criminelles concernant des jeunes sont incluses dans les affaires criminelles — adultes.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 8-2

## Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle, dollars courants — Adultes

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
<b>Terre-Neuve-et-Labrador <sup>1</sup></b>						
2006-2007	4 016		94	236		6
2007-2008	4 106		97	111		3
2008-2009	5 380		96	214		4
2009-2010	5 296		95	262		5
2010-2011	6 136		97	196		3
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2006-2007	579		70	171		30
2007-2008	601		79	128		21
2008-2009	..		..	..		..
2009-2010	..		..	..		..
2010-2011	769		91	73		9
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2006-2007	8 251		82	1 464		18
2007-2008	9 453		80	1 932		20
2008-2009	10 370		76	2 530		24
2009-2010	9 744		80	1 921		20
2010-2011	10 142		81	1 944		19
<b>Nouveau-Brunswick</b>						
2006-2007	4 023		77	934		23
2007-2008	3 025		69	925		31
2008-2009	3 753		75	925		25
2009-2010	..		..	..		..
2010-2011	3 084		68	989		32
<b>Québec <sup>2</sup></b>						
2006-2007	42 071		61	16 285		39
2007-2008	40 667		51	19 777		49
2008-2009	43 003		52	20 484		48
2009-2010	42 737		55	19 197		45
2010-2011	47 247		53	22 341		47
<b>Ontario <sup>1, 3</sup></b>						
2006-2007	102 710		6	96 075		94
2007-2008	103 836		7	96 541		93
2008-2009	112 950		7	104 844		93
2009-2010	114 697		9	104 167		91
2010-2011	116 494		10	105 210		90
<b>Manitoba</b>						
2006-2007	9 395		49	4 808		51
2007-2008	10 460		47	5 518		53
2008-2009	10 979		46	5 914		54
2009-2010	12 837		43	7 291		57
2010-2011	12 521		50	6 301		50
<b>Saskatchewan</b>						
2006-2007	9 237		86	1 326		14
2007-2008	10 592		81	1 972		19
2008-2009	10 956		84	1 744		16
2009-2010	11 291		87	1 518		13
2010-2011	11 642		88	1 346		12
<b>Alberta <sup>4</sup></b>						
2006-2007	19 880		11	17 696		89
2007-2008	21 037		9	19 157		91
2008-2009	25 940		11	23 100		89
2009-2010	28 900		10	26 059		90
2010-2011	29 812		25	22 288		75
<b>Colombie-Britannique</b>						
2006-2007	34 390		10	30 937		90
2007-2008	35 608		10	32 006		90
2008-2009	37 463		9	33 945		91
2009-2010	35 913		11	32 112		89
2010-2011	35 769		7	33 342		93
<b>Yukon</b>						
2006-2007	846		81	164		19
2007-2008	800		81	152		19
2008-2009	923		84	146		16
2009-2010	858		91	78		9
2010-2011	933		88	115		12

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 8-2 – suite

**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle, dollars courants — Adultes**

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage		milliers de dollars	pourcentage
<b>Territoires du Nord-Ouest</b> <sup>1</sup>						
2006-2007	1 874		22		1 454	78
2007-2008	2 400		28		1 734	72
2008-2009	2 284		17		1 885	83
2009-2010	2 314		26		1 703	74
2010-2011	..		...		..	...
<b>Nunavut</b> <sup>5</sup>						
2006-2007	2 500		20		2 000	80
2007-2008	..		...		..	...
2008-2009	1 045		62		395	38
2009-2010	..		...		..	...
2010-2011	..		...		..	...
<b>Total</b>						
2006-2007	239 772		28		173 550	72
2007-2008	242 585		26		179 953	74
2008-2009	265 046		26		196 126	74
2009-2010	264 587		27		194 308	73
2010-2011	274 549		29		194 145	71

1. À Terre-Neuve-et-Labrador, en Ontario et dans les Territoires du Nord-Ouest, les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions aux lois provinciales ou territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
2. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses au chapitre des avocats salariés ont été estimées.
3. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement quant à la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.
4. La structure organisationnelle et la prestation de services ont changé en 2010-2011. En effet, les bureaux régionaux de première ligne sont devenus des centres de services juridiques qui fournissent de l'information, de brefs services, des services élargis d'avocats nommés d'office et des décisions concernant les services complets offerts par certificat.
5. Au Nunavut, les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions aux lois provinciales ou territoriales et des affaires criminelles concernant des jeunes sont incluses dans les affaires criminelles — adultes.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 8-3

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle, dollars courants — Jeunes

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b> <sup>1</sup>						
2006-2007	494	494	100	0	0	
2007-2008	524	524	100	0	0	
2008-2009	680	680	100	0	0	
2009-2010	713	713	100	0	0	
2010-2011	479	479	100	0	0	
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2006-2007	103	93	90	10	10	
2007-2008	100	92	92	8	8	
2008-2009	..	..	..	..	..	
2009-2010	..	..	..	..	..	
2010-2011	106	99	93	7	7	
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2006-2007	1 632	1 401	86	231	14	
2007-2008	2 123	1 759	83	364	17	
2008-2009	2 091	1 848	88	243	12	
2009-2010	1 602	1 597	100	5	0	
2010-2011	1 629	1 505	92	124	8	
<b>Nouveau-Brunswick</b>						
2006-2007	54	0	0	54	100	
2007-2008	27	0	0	27	100	
2008-2009	267	200	75	67	25	
2009-2010	..	..	..	..	..	
2010-2011	386	318	82	68	18	
<b>Québec</b> <sup>2</sup>						
2006-2007	5 910	4 242	72	1 668	28	
2007-2008	6 574	4 474	68	2 100	32	
2008-2009	6 774	4 448	66	2 326	34	
2009-2010	6 596	4 378	66	2 218	34	
2010-2011	6 867	4 433	65	2 434	35	
<b>Ontario</b> <sup>1, 3</sup>						
2006-2007	17 150	2 197	13	14 953	87	
2007-2008	17 408	2 368	14	15 039	86	
2008-2009	18 126	2 818	16	15 308	84	
2009-2010	15 731	1 272	8	14 459	92	
2010-2011	15 995	2 179	14	13 816	86	
<b>Manitoba</b>						
2006-2007	2 086	1 285	62	801	38	
2007-2008	2 385	1 377	58	1 008	42	
2008-2009	2 565	1 512	59	1 053	41	
2009-2010	3 050	1 837	60	1 213	40	
2010-2011	2 987	1 678	56	1 309	44	
<b>Saskatchewan</b>						
2006-2007	2 057	1 850	90	207	10	
2007-2008	2 522	2 181	86	341	14	
2008-2009	3 250	2 328	72	922	28	
2009-2010	3 114	2 416	78	698	22	
2010-2011	3 039	2 493	82	546	18	
<b>Alberta</b> <sup>4</sup>						
2006-2007	4 782	2 513	53	2 269	47	
2007-2008	5 695	3 084	54	2 611	46	
2008-2009	6 814	3 782	56	3 032	44	
2009-2010	7 231	4 113	57	3 118	43	
2010-2011	7 901	5 271	67	2 630	33	
<b>Colombie-Britannique</b>						
2006-2007	3 526	416	12	3 110	88	
2007-2008	3 729	407	11	3 322	89	
2008-2009	3 277	356	11	2 921	89	
2009-2010	3 051	414	14	2 637	86	
2010-2011	2 822	196	7	2 626	93	
<b>Yukon</b>						
2006-2007	79	72	91	7	9	
2007-2008	109	103	94	6	6	
2008-2009	130	123	95	7	5	
2009-2010	132	125	95	7	5	
2010-2011	136	133	98	3	2	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 8-3 – suite

**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle, dollars courants — Jeunes**

	Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
<b>Territoires du Nord-Ouest</b> <sup>1</sup>					
2006-2007	33	.	...	33	100
2007-2008	19	.	...	19	100
2008-2009	30	.	...	30	100
2009-2010	36	.	...	36	100
2010-2011	..	.	...	..	...
<b>Nunavut</b> <sup>5</sup>					
2006-2007	0	0	...	0	...
2007-2008	..	..	...	..	...
2008-2009	..	..	...	..	...
2009-2010	..	..	...	..	...
2010-2011	..	..	...	..	...
<b>Total</b>					
2006-2007	37 906	14 563	38	23 343	62
2007-2008	41 215	16 369	40	24 845	60
2008-2009	44 004	18 095	41	25 909	59
2009-2010	41 256	16 865	41	24 391	59
2010-2011	42 347	18 784	44	23 563	56

1. À Terre-Neuve-et-Labrador, en Ontario et dans les Territoires du Nord-Ouest, les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions aux lois provinciales ou territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
2. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses au chapitre des avocats salariés ont été estimées.
3. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement quant à la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.
4. La structure organisationnelle et la prestation de services ont changé en 2010-2011. En effet, les bureaux régionaux de première ligne sont devenus des centres de services juridiques qui fournissent de l'information, de brefs services, des services élargis d'avocats nommés d'office et des décisions concernant les services complets offerts par certificat.
5. Au Nunavut, les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions aux lois provinciales ou territoriales et des affaires criminelles concernant des jeunes sont incluses dans les affaires criminelles — adultes.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 8-4

## Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle, dollars courants — Infractions aux lois provinciales

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
<b>Terre-Neuve-et-Labrador <sup>1</sup></b>						
2006-2007	.	.	...	.	...	...
2007-2008	.	.	...	.	...	...
2008-2009	.	.	...	.	...	...
2009-2010	.	.	...	.	...	...
2010-2011	.	.	...	.	...	...
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2006-2007	.	.	...	.	...	...
2007-2008	.	.	...	.	...	...
2008-2009	.	.	...	.	...	...
2009-2010	.	.	...	.	...	...
2010-2011	.	.	...	.	...	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2006-2007	..	..	...	0	...	...
2007-2008	..	..	...	0	...	...
2008-2009	..	..	...	0	...	...
2009-2010	..	..	...	0	...	...
2010-2011	6	6	100	0	0	0
<b>Nouveau-Brunswick</b>						
2006-2007	0	0	0	0	0	0
2007-2008	0	0	0	0	0	0
2008-2009	13	9	69	4	31	31
2009-2010	..	..	...	..	...	...
2010-2011	63	31	49	32	51	51
<b>Québec <sup>2</sup></b>						
2006-2007	2 504	1 170	47	1 334	53	53
2007-2008	2 331	908	39	1 423	61	61
2008-2009	2 583	945	37	1 638	63	63
2009-2010	2 521	897	36	1 624	64	64
2010-2011	3 105	1 182	38	1 923	62	62
<b>Ontario <sup>1, 3</sup></b>						
2006-2007	91	91	100	.	...	...
2007-2008	187	187	100	.	...	...
2008-2009	156	156	100	.	...	...
2009-2010	24	24	100	.	...	...
2010-2011	53	53	100	.	...	...
<b>Manitoba</b>						
2006-2007	25	11	44	14	56	56
2007-2008	83	5	6	78	94	94
2008-2009	47	35	74	12	26	26
2009-2010	18	8	44	10	56	56
2010-2011	12	9	75	3	25	25
<b>Saskatchewan</b>						
2006-2007	5	2	40	3	60	60
2007-2008	7	3	43	4	57	57
2008-2009	7	3	43	4	57	57
2009-2010	7	3	43	4	57	57
2010-2011	21	16	76	5	24	24
<b>Alberta <sup>4</sup></b>						
2006-2007	96	0	0	96	100	100
2007-2008	95	0	0	95	100	100
2008-2009	108	0	0	108	100	100
2009-2010	95	0	0	95	100	100
2010-2011	50	0	0	50	100	100
<b>Colombie-Britannique</b>						
2006-2007	205	51	25	154	75	75
2007-2008	212	54	25	158	75	75
2008-2009	214	43	20	171	80	80
2009-2010	167	49	29	118	71	71
2010-2011	214	25	12	189	88	88
<b>Yukon</b>						
2006-2007	.	.	...	.	...	...
2007-2008	.	.	...	.	...	...
2008-2009	.	.	...	.	...	...
2009-2010	.	.	...	.	...	...
2010-2011	.	.	...	.	...	...

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 8-4 – suite

**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle, dollars courants — Infractions aux lois provinciales**

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage		milliers de dollars	pourcentage
<b>Territoires du Nord-Ouest</b> <sup>1</sup>						
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
2009-2010	.	.	...	.	.	...
2010-2011	.	.	...	.	.	...
<b>Nunavut</b> <sup>5</sup>						
2006-2007	..	..	...	.	.	...
2007-2008	..	..	...	.	.	...
2008-2009	85	85	100	.	.	...
2009-2010	..	..	...	.	.	...
2010-2011	..	..	...	.	.	...
<b>Total</b>						
2006-2007	2 926	1 325	45	1 601	55	
2007-2008	2 915	1 157	40	1 758	60	
2008-2009	3 213	1 276	40	1 937	60	
2009-2010	2 832	981	35	1 851	65	
2010-2011	3 524	1 322	38	2 202	62	

1. À Terre-Neuve-et-Labrador, en Ontario et dans les Territoires du Nord-Ouest, les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions aux lois provinciales ou territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
2. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses au chapitre des avocats salariés ont été estimées.
3. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement quant à la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.
4. La structure organisationnelle et la prestation de services ont changé en 2010-2011. En effet, les bureaux régionaux de première ligne sont devenus des centres de services juridiques qui fournissent de l'information, de brefs services, des services élargis d'avocats nommés d'office et des décisions concernant les services complets offerts par certificat.
5. Au Nunavut, les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions aux lois provinciales ou territoriales et des affaires criminelles concernant des jeunes sont incluses dans les affaires criminelles — adultes.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 9-1

## Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile, dollars courants — Total

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2006-2007	2 884		97	77		3
2007-2008	2 902		97	77		3
2008-2009	4 208		98	88		2
2009-2010	4 186		98	87		2
2010-2011	4 812		99	63		1
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2006-2007	654	586	90	68		10
2007-2008	763	652	85	111		15
2008-2009	..	..	...	..		...
2009-2010	..	..	...	..		...
2010-2011	963	814	85	149		15
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2006-2007	7 937	6 253	79	1 684		21
2007-2008	8 312	6 422	77	1 890		23
2008-2009	9 324	6 958	75	2 366		25
2009-2010	8 689	6 878	79	1 811		21
2010-2011	8 439	6 720	80	1 719		20
<b>Nouveau-Brunswick</b>						
2006-2007	2 101	1 575	75	526		25
2007-2008	2 611	790	30	1 821		70
2008-2009	2 720	1 904	70	816		30
2009-2010	..	..	...	..		...
2010-2011	2 871	1 879	65	992		35
<b>Québec<sup>1</sup></b>						
2006-2007	69 880	45 803	66	24 077		34
2007-2008	64 973	42 670	66	22 303		34
2008-2009	68 807	42 075	61	26 732		39
2009-2010	69 077	41 873	61	27 204		39
2010-2011	71 765	44 384	62	27 381		38
<b>Ontario<sup>2</sup></b>						
2006-2007	134 841	53 686	40	81 155		60
2007-2008	130 256	56 060	43	74 197		57
2008-2009	140 955	59 094	42	81 861		58
2009-2010	144 609	59 280	41	85 329		59
2010-2011	148 695	65 838	44	82 857		56
<b>Manitoba</b>						
2006-2007	5 997	3 761	63	2 236		37
2007-2008	6 091	3 979	65	2 112		35
2008-2009	7 054	5 037	71	2 017		29
2009-2010	6 799	4 508	66	2 291		34
2010-2011	6 187	4 254	69	1 933		31
<b>Saskatchewan</b>						
2006-2007	4 457	4 250	95	207		5
2007-2008	4 539	4 334	95	205		5
2008-2009	4 851	4 585	95	266		5
2009-2010	5 044	4 812	95	232		5
2010-2011	5 141	4 909	95	232		5
<b>Alberta<sup>3</sup></b>						
2006-2007	16 498	5 991	36	10 507		64
2007-2008	17 856	7 945	44	9 911		56
2008-2009	21 907	10 484	48	11 423		52
2009-2010	28 408	12 397	44	16 011		56
2010-2011	24 752	10 803	44	13 949		56
<b>Colombie-Britannique</b>						
2006-2007	19 278	3 392	18	15 886		82
2007-2008	20 198	3 585	18	16 613		82
2008-2009	23 260	3 677	16	19 583		84
2009-2010	21 817	3 187	15	18 630		85
2010-2011	24 645	2 485	10	22 160		90
<b>Yukon</b>						
2006-2007	439	432	98	7		2
2007-2008	416	410	99	6		1
2008-2009	432	426	99	6		1
2009-2010	418	418	100	0		0
2010-2011	459	457	100	2		0

Voir les notes à la fin du tableau.



Tableau 9-1 – suite

**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile, dollars courants — Total**

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>						
2006-2007	956		80	190		20
2007-2008	1 029		81	192		19
2008-2009	927		94	58		6
2009-2010	822		90	84		10
2010-2011	..		..	..		..
<b>Nunavut</b>						
2006-2007	499		93	35		7
2007-2008	..		..	..		..
2008-2009	685		47	365		53
2009-2010	..		..	..		..
2010-2011	..		..	..		..
<b>Total</b>						
2006-2007	266 421	129 766	49	136 655		51
2007-2008	259 946	130 509	50	129 438		50
2008-2009	285 130	139 549	49	145 581		51
2009-2010	289 869	138 190	48	151 679		52
2010-2011	298 729	147 292	49	151 437		51

1. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses au chapitre des avocats salariés ont été estimées.
2. L'Ontario compte 77 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2010-2011, ces cliniques ont engagé environ 91 % des dépenses directes au chapitre du personnel affecté aux autres affaires civiles. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement quant à la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.
3. La structure organisationnelle et la prestation de services ont changé en 2010-2011. En effet, les bureaux régionaux de première ligne sont devenus des centres de services juridiques qui fournissent de l'information, de brefs services, des services élargis d'avocats nommés d'office et des décisions concernant les services complets offerts par certificat.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 9-2

## Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile, dollars courants — Droit de la famille

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2006-2007	2 884	2 807	97	77	3	
2007-2008	2 902	2 825	97	77	3	
2008-2009	4 208	4 120	98	88	2	
2009-2010	4 186	4 099	98	87	2	
2010-2011	4 812	4 749	99	63	1	
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2006-2007	654	586	90	68	10	
2007-2008	763	652	85	111	15	
2008-2009	..	..	...	..	...	
2009-2010	..	..	...	..	...	
2010-2011	963	814	85	149	15	
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2006-2007	7 937	6 253	79	1 684	21	
2007-2008	8 312	6 422	77	1 890	23	
2008-2009	9 324	6 958	75	2 366	25	
2009-2010	8 493	6 682	79	1 811	21	
2010-2011	8 176	6 457	79	1 719	21	
<b>Nouveau-Brunswick</b>						
2006-2007	2 101	1 575	75	526	25	
2007-2008	2 611	790	30	1 821	70	
2008-2009	2 720	1 904	70	816	30	
2009-2010	..	..	...	..	...	
2010-2011	2 871	1 879	65	992	35	
<b>Québec<sup>1</sup></b>						
2006-2007	50 906	32 613	64	18 293	36	
2007-2008	46 757	30 064	64	16 693	36	
2008-2009	49 819	29 976	60	19 843	40	
2009-2010	49 399	29 758	60	19 641	40	
2010-2011	50 769	30 627	60	20 142	40	
<b>Ontario<sup>2</sup></b>						
2006-2007	57 436	2 926	5	54 510	95	
2007-2008	53 191	3 028	6	50 163	94	
2008-2009	58 159	3 269	6	54 890	94	
2009-2010	62 772	3 377	5	59 395	95	
2010-2011	62 569	5 061	8	57 508	92	
<b>Manitoba</b>						
2006-2007	5 997	3 761	63	2 236	37	
2007-2008	6 091	3 979	65	2 112	35	
2008-2009	7 054	5 037	71	2 017	29	
2009-2010	6 799	4 508	66	2 291	34	
2010-2011	6 187	4 254	69	1 933	31	
<b>Saskatchewan</b>						
2006-2007	4 453	4 246	95	207	5	
2007-2008	4 535	4 330	95	205	5	
2008-2009	4 846	4 580	95	266	5	
2009-2010	5 037	4 805	95	232	5	
2010-2011	5 122	4 890	95	232	5	
<b>Alberta<sup>3</sup></b>						
2006-2007	14 960	5 924	40	9 036	60	
2007-2008	15 539	7 115	46	8 424	54	
2008-2009	19 281	9 343	48	9 938	52	
2009-2010	23 829	10 540	44	13 289	56	
2010-2011	22 306	10 589	47	11 717	53	
<b>Colombie-Britannique</b>						
2006-2007	16 931	2 289	14	14 642	86	
2007-2008	17 529	2 342	13	15 187	87	
2008-2009	20 062	2 363	12	17 699	88	
2009-2010	18 959	1 804	10	17 155	90	
2010-2011	20 291	812	4	19 479	96	
<b>Yukon</b>						
2006-2007	281	274	98	7	2	
2007-2008	315	309	98	6	2	
2008-2009	374	368	98	6	2	
2009-2010	363	363	100	0	0	
2010-2011	400	398	100	2	1	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 9-2 – suite

**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile, dollars courants — Droit de la famille**

	Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>					
2006-2007	934	766	82	168	18
2007-2008	992	837	84	155	16
2008-2009	920	869	94	51	6
2009-2010	822	738	90	84	10
2010-2011	..	..	...	..	...
<b>Nunavut</b>					
2006-2007	452	422	93	30	7
2007-2008	..	..	...	..	...
2008-2009	560	320	57	240	43
2009-2010	..	..	...	..	...
2010-2011	..	..	...	..	...
<b>Total</b>					
2006-2007	165 926	64 442	39	101 484	61
2007-2008	159 537	62 693	39	96 844	61
2008-2009	177 327	69 107	39	108 220	61
2009-2010	180 659	66 674	37	113 985	63
2010-2011	184 466	70 530	38	113 936	62

1. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses au chapitre des avocats salariés ont été estimées.
2. L'Ontario compte 77 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2010-2011, ces cliniques ont engagé environ 91 % des dépenses directes au chapitre du personnel affecté aux autres affaires civiles. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement quant à la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.
3. La structure organisationnelle et la prestation de services ont changé en 2010-2011. En effet, les bureaux régionaux de première ligne sont devenus des centres de services juridiques qui fournissent de l'information, de brefs services, des services élargis d'avocats nommés d'office et des décisions concernant les services complets offerts par certificat.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 9-3

## Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile, dollars courants — Autres

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2006-2007	0	0	...	0	...	
2007-2008	0	0	...	0	...	
2008-2009	0	0	...	0	...	
2009-2010	0	0	...	0	...	
2010-2011	0	0	...	0	...	
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2006-2007	.	.	...	.	...	
2007-2008	.	.	...	.	...	
2008-2009	.	.	...	.	...	
2009-2010	.	.	...	.	...	
2010-2011	.	.	...	.	...	
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2006-2007	0	0	...	0	...	
2007-2008	0	0	...	0	...	
2008-2009	0	0	...	0	...	
2009-2010	196	196	100	0	...	
2010-2011	263	263	100	0	...	
<b>Nouveau-Brunswick</b>						
2006-2007	0	0	...	0	...	
2007-2008	0	0	...	0	...	
2008-2009	0	0	...	0	...	
2009-2010	..	..	...	..	...	
2010-2011	0	0	...	0	...	
<b>Québec <sup>1</sup></b>						
2006-2007	18 974	13 190	70	5 784	30	
2007-2008	18 216	12 606	69	5 610	31	
2008-2009	18 988	12 099	64	6 889	36	
2009-2010	19 678	12 115	62	7 563	38	
2010-2011	20 996	13 757	66	7 239	34	
<b>Ontario <sup>2</sup></b>						
2006-2007	77 405	50 760	66	26 645	34	
2007-2008	77 065	53 032	69	24 034	31	
2008-2009	82 796	55 825	67	26 971	33	
2009-2010	81 837	55 903	68	25 934	32	
2010-2011	86 126	60 777	71	25 349	29	
<b>Manitoba</b>						
2006-2007	.	.	...	.	...	
2007-2008	.	.	...	.	...	
2008-2009	.	.	...	.	...	
2009-2010	.	.	...	.	...	
2010-2011	.	.	...	.	...	
<b>Saskatchewan</b>						
2006-2007	4	4	100	0	0	
2007-2008	4	4	100	0	0	
2008-2009	5	5	100	0	0	
2009-2010	7	7	100	0	0	
2010-2011	19	19	100	0	0	
<b>Alberta <sup>3</sup></b>						
2006-2007	1 538	67	4	1 471	96	
2007-2008	2 317	830	36	1 487	64	
2008-2009	2 626	1 141	43	1 485	57	
2009-2010	4 579	1 857	41	2 722	59	
2010-2011	2 446	214	9	2 232	91	
<b>Colombie-Britannique</b>						
2006-2007	2 347	1 103	47	1 244	53	
2007-2008	2 669	1 243	47	1 426	53	
2008-2009	3 198	1 314	41	1 884	59	
2009-2010	2 858	1 383	48	1 475	52	
2010-2011	4 354	1 673	38	2 681	62	
<b>Yukon</b>						
2006-2007	158	158	100	0	0	
2007-2008	101	101	100	0	0	
2008-2009	58	58	100	0	0	
2009-2010	55	55	100	0	0	
2010-2011	59	59	100	0	0	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 9-3 – suite

**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile, dollars courants — Autres**

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage		milliers de dollars	pourcentage
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>						
2006-2007	22	.	...		22	100
2007-2008	37	.	...		37	100
2008-2009	7	.	...		7	100
2009-2010	0	.	...		0	...
2010-2011	..	.	...		0	...
<b>Nunavut</b>						
2006-2007	47	42	89		5	11
2007-2008	..	..	...		..	...
2008-2009	125	..	...		125	100
2009-2010	..	..	...		..	...
2010-2011	..	..	...		..	...
<b>Total</b>						
2006-2007	100 495	65 324	65		35 171	35
2007-2008	100 409	67 816	68		32 594	32
2008-2009	107 803	70 442	65		37 361	35
2009-2010	109 210	71 516	65		37 694	35
2010-2011	114 263	76 762	67		37 501	33

1. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses au chapitre des avocats salariés ont été estimées.
2. L'Ontario compte 77 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2010-2011, ces cliniques ont engagé environ 91 % des dépenses directes au chapitre du personnel affecté aux autres affaires civiles. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement quant à la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.
3. La structure organisationnelle et la prestation de services ont changé en 2010-2011. En effet, les bureaux régionaux de première ligne sont devenus des centres de services juridiques qui fournissent de l'information, de brefs services, des services élargis d'avocats nommés d'office et des décisions concernant les services complets offerts par certificat.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 10**  
**Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire**

	Demandes totales <sup>1</sup>		Affaires criminelles			Affaires civiles		
	Total	Variation en pourcentage	Total	Variation en pourcentage	Pourcentage du total	Total	Variation en pourcentage	Pourcentage du total
	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage		nombre	pourcentage	
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>								
2006-2007	7 545	-6	3 919	-1	52	3 626	-10	48
2007-2008	7 585	1	4 147	6	55	3 438	-5	45
2008-2009	8 115	7	4 672	13	58	3 443	0	42
2009-2010	8 924	10	5 149	10	58	3 775	10	42
2010-2011	8 894	0	5 081	-1	57	3 813	1	43
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>								
2006-2007	1 852	...	1 338	...	72	514	...	28
2007-2008	1 855	0	1 391	4	75	464	-10	25
2008-2009	..	...	..	...	...	..	...	...
2009-2010	..	...	..	...	...	..	...	...
2010-2011	1 943	...	1 416	...	73	527	...	27
<b>Nouvelle-Écosse</b>								
2006-2007	20 327	2	12 915	8	64	7 412	-8	36
2007-2008	21 184	4	13 953	8	66	7 231	-2	34
2008-2009	22 311	5	14 474	4	65	7 837	8	35
2009-2010	24 176	8	16 359	13	68	7 817	0	32
2010-2011	23 642	-2	15 814	-3	67	7 828	0	33
<b>Nouveau-Brunswick <sup>2</sup></b>								
2006-2007	2 499	8	2 117	8	85	382	7	15
2007-2008	2 574	3	2 173	3	84	401	5	16
2008-2009	2 511	-2	2 179	0	87	332	-17	13
2009-2010	..	...	..	...	...	..	...	...
2010-2011	4 651	...	2 045	...	44	2 606	...	56
<b>Québec</b>								
2006-2007	259 594	-1	120 924	4	47	138 670	-4	53
2007-2008	256 255	-1	121 381	0	47	134 874	-3	53
2008-2009	264 151	3	126 405	4	48	137 746	2	52
2009-2010	268 390	2	130 893	4	49	137 497	0	51
2010-2011	263 617	-2	128 774	-2	49	134 843	-2	51
<b>Ontario <sup>3</sup></b>								
2006-2007	337 988	-3	86 282	1	26	251 706	-4	74
2007-2008	332 837	-2	84 832	-2	25	248 005	-1	75
2008-2009	347 884	5	88 239	4	25	259 645	5	75
2009-2010	295 716	-15	80 268	-9	27	215 448	-17	73
2010-2011	270 667	-8	68 798	-14	25	201 869	-6	75
<b>Manitoba <sup>4</sup></b>								
2006-2007	23 494	-15	15 548	-17	66	7 946	-10	34
2007-2008	22 110	-6	14 699	-5	66	7 411	-7	34
2008-2009	21 887	-1	14 525	-1	66	7 362	-1	34
2009-2010	30 629	40	22 401	54	73	8 228	12	27
2010-2011	30 294	-1	22 315	0	74	7 979	-3	26
<b>Saskatchewan <sup>5</sup></b>								
2006-2007	22 585	-5	17 584	-1	78	5 001	-17	22
2007-2008	21 765	-4	17 234	-2	79	4 531	-9	21
2008-2009	23 190	7	18 533	8	80	4 657	3	20
2009-2010	23 907	3	19 354	4	81	4 553	-2	19
2010-2011	22 849	-4	18 271	-6	80	4 578	1	20
<b>Alberta <sup>6</sup></b>								
2006-2007	44 835	-6	33 229	-1	74	11 606	-17	26
2007-2008	45 398	1	33 839	2	75	11 559	0	25
2008-2009	49 145	8	35 994	6	73	13 151	14	27
2009-2010	48 732	-1	34 867	-3	72	13 865	5	28
2010-2011	..	...	..	...	...	..	...	...
<b>Colombie-Britannique</b>								
2006-2007	41 722	1	29 024	2	70	12 698	-1	30
2007-2008	42 647	2	29 314	1	69	13 333	5	31
2008-2009	45 238	6	30 039	2	66	15 199	14	34
2009-2010	40 732	-10	26 761	-11	66	13 971	-8	34
2010-2011	42 101	3	27 878	4	66	14 223	2	34
<b>Yukon <sup>7</sup></b>								
2006-2007	1 467	2	1 095	16	75	372	-25	25
2007-2008	1 464	0	1 088	-1	74	376	1	26
2008-2009	1 455	-1	1 089	0	75	366	-3	25
2009-2010	1 533	5	1 235	13	81	298	-19	19
2010-2011	1 501	-2	1 142	-8	76	359	20	24

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 10 – suite

## Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire

	Demandes totales <sup>1</sup>		Affaires criminelles			Affaires civiles		
	Total	Variation en pourcentage	Total	Variation en pourcentage	Pourcentage du total	Total	Variation en pourcentage	Pourcentage du total
	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage		nombre	pourcentage	
<b>Territoires du Nord-Ouest <sup>8</sup></b>								
2006-2007	1 455	-4	788	-7	54	667	-1	46
2007-2008	1 523	5	873	11	57	650	-3	43
2008-2009	1 569	3	958	10	61	611	-6	39
2009-2010	1 785	14	1 156	21	65	629	3	35
2010-2011	..	...	..	...	...	..	...	...
<b>Nunavut <sup>9</sup></b>								
2006-2007	862	3	435	16	50	427	-7	50
2007-2008	..	...	..	...	...	..	...	...
2008-2009	731	...	498	...	68	233	...	32
2009-2010	343	-53	150	-70	44	193	-17	56
2010-2011	..	...	..	...	...	..	...	...
<b>Total</b>								
2006-2007	766 225	...	325 198	...	42	441 027	...	58
2007-2008	757 197	...	324 924	...	43	432 273	...	57
2008-2009	788 187	...	337 605	...	43	450 582	...	57
2009-2010	744 867	...	338 593	...	45	406 274	...	55
2010-2011	670 159	...	291 534	...	44	378 625	...	56

1. La somme des demandes approuvées et rejetées diffère du nombre total de demandes pour deux raisons : (i) la décision d'accepter ou de rejeter une demande n'est pas toujours prise dans la même période que celle où la demande est faite, bien que le nombre de demandes reportées à l'exercice financier suivant soit relativement faible; (ii) les chiffres des demandes approuvées s'appliquent aux demandes de services complets seulement, alors que le nombre total de demandes est la somme des demandes de services complets et de services sommaires.
2. Le 20 avril 2009, les services d'accueil pour l'aide juridique familiale ont été élargis étant donné que la vérification de l'admissibilité à des services, qui relevait auparavant du Programme d'aide juridique familiale, a été transférée à la Commission des services d'aide juridique du Nouveau-Brunswick du ministère de la Justice et de la Consommation.
3. L'Ontario compte 77 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2010-2011, le régime d'aide juridique a reçu 115 101 demandes écrites de services offerts par certificat. Le système des cliniques ne tient pas compte du nombre de demandes écrites de la façon définie dans l'enquête; toutefois, il est possible de déduire ce nombre, puisque ces cliniques ont fourni 155 566 services liés à des causes et services de préparation, de conseil et de renvoi. En 2005-2006, l'Ontario a modifié sa méthode de calcul du nombre total de demandes. Les chiffres ne peuvent donc pas être comparés à ceux des années antérieures.
4. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
5. En 2008, toutes les affaires relevant des tribunaux de la jeunesse sont devenues admissibles aux fins de l'aide juridique selon une entente conclue entre la Commission d'aide juridique de la Saskatchewan et la Direction des services aux tribunaux du ministère de la Justice. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
6. Les demandes ne sont pas disponibles actuellement en raison de changements apportés à la prestation de services en 2010-2011.
7. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office.
8. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
9. En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 11**  
**Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire criminelle ou civile**

	Demandes totales <sup>1</sup>		Affaires criminelles						
			Total		Adultes		Jeunes		Lois provinciales
		nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>									
2006-2007	7 545	3 919	3 215	82	704	18	.	..	..
2007-2008	7 585	4 147	3 443	83	704	17	.	..	..
2008-2009	8 115	4 672	3 990	85	682	15	.	..	..
2009-2010	8 924	5 149	4 546	88	603	12	.	..	..
2010-2011	8 894	5 081	4 516	89	565	11	.	..	..
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>									
2006-2007	1 852	1 338	1 098	82	240	18	.	..	..
2007-2008	1 855	1 391	1 164	84	227	16	.	..	..
2008-2009	..	..	..	..	..	..	.	..	..
2009-2010	..	..	..	..	..	..	.	..	..
2010-2011	1 943	1 416	1 224	86	192	14	.	..	..
<b>Nouvelle-Écosse</b>									
2006-2007	20 327	12 915	10 035	78	2 823	22	57	0	0
2007-2008	21 184	13 953	10 963	79	2 939	21	51	0	0
2008-2009	22 311	14 474	12 034	83	2 406	17	34	0	0
2009-2010	24 176	16 359	13 954	85	2 356	14	49	0	0
2010-2011	23 642	15 814	13 395	85	2 369	15	50	0	0
<b>Nouveau-Brunswick <sup>2</sup></b>									
2006-2007	2 499	2 117	1 926	91	191	9	..	0	0
2007-2008	2 574	2 173	1 997	92	169	8	7	0	0
2008-2009	2 511	2 179	1 966	90	198	9	15	1	1
2009-2010	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2010-2011	4 651	2 045	1 809	88	222	11	14	1	1
<b>Québec</b>									
2006-2007	259 594	120 924	100 089	83	13 341	11	7 494	6	6
2007-2008	256 255	121 381	100 287	83	14 304	12	6 790	6	6
2008-2009	264 151	126 405	104 497	83	14 923	12	6 985	6	6
2009-2010	268 390	130 893	108 502	83	14 349	11	8 042	6	6
2010-2011	263 617	128 774	106 956	83	14 194	11	7 624	6	6
<b>Ontario <sup>3</sup></b>									
2006-2007	337 988	86 282	73 977	86	11 927	14	378	0	0
2007-2008	332 837	84 832	70 964	84	13 436	16	432	1	1
2008-2009	347 884	88 239	76 009	86	11 850	13	380	0	0
2009-2010	295 716	80 268	69 274	86	10 693	13	301	0	0
2010-2011	270 667	68 798	59 596	87	8 866	13	336	0	0
<b>Manitoba <sup>4</sup></b>									
2006-2007	23 494	15 548	12 393	80	3 155	20	.	..	..
2007-2008	22 110	14 699	11 581	79	3 118	21	.	..	..
2008-2009	21 887	14 525	11 505	79	3 020	21	.	..	..
2009-2010	30 629	22 401	18 088	81	4 313	19	.	..	..
2010-2011	30 294	22 315	18 013	81	4 302	19	.	..	..
<b>Saskatchewan <sup>5</sup></b>									
2006-2007	22 585	17 584	13 660	78	3 906	22	18	0	0
2007-2008	21 765	17 234	12 945	75	4 272	25	17	0	0
2008-2009	23 190	18 533	14 393	78	4 123	22	17	0	0
2009-2010	23 907	19 354	14 728	76	4 601	24	25	0	0
2010-2011	22 849	18 271	14 046	77	4 212	23	13	0	0
<b>Alberta <sup>6</sup></b>									
2006-2007	44 835	33 229	26 988	81	5 662	17	579	2	2
2007-2008	45 398	33 839	27 491	81	5 795	17	553	2	2
2008-2009	49 145	35 994	29 453	82	6 033	17	508	1	1
2009-2010	48 732	34 867	28 938	83	5 524	16	405	1	1
2010-2011	..	..	..	..	..	..	..	..	..
<b>Colombie-Britannique</b>									
2006-2007	41 722	29 024	25 375	87	3 212	11	437	2	2
2007-2008	42 647	29 314	25 663	88	3 218	11	433	1	1
2008-2009	45 238	30 039	26 668	89	2 982	10	389	1	1
2009-2010	40 732	26 761	23 590	88	2 829	11	342	1	1
2010-2011	42 101	27 878	24 765	89	2 600	9	513	2	2
<b>Yukon <sup>7</sup></b>									
2006-2007	1 467	1 095	943	86	152	14	0	0	0
2007-2008	1 464	1 088	903	83	184	17	1	0	0
2008-2009	1 455	1 089	944	87	145	13	0	0	0
2009-2010	1 533	1 235	1 082	88	153	12	0	0	0
2010-2011	1 501	1 142	1 009	88	133	12	0	0	0

Voir les notes à la fin du tableau.



Tableau 11 – suite

## Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire criminelle ou civile

	Demandes totales <sup>1</sup>	Affaires criminelles							
		Total		Adultes		Jeunes		Lois provinciales	
		nombre		pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	
<b>Territoires du Nord-Ouest <sup>8</sup></b>									
2006-2007	1 455	788	721	91	67	9	.	...	
2007-2008	1 523	873	804	92	69	8	.	...	
2008-2009	1 569	958	892	93	66	7	.	...	
2009-2010	1 785	1 156	1 108	96	48	4	.	...	
2010-2011	..	..	..	...	..	...	.	...	
<b>Nunavut <sup>9</sup></b>									
2006-2007	862	435	420	97	15	3		0	
2007-2008	..	..	..	...	..	...	..	...	
2008-2009	731	498	494	99	4	1		0	
2009-2010	343	150	141	94	9	6	0	0	
2010-2011	..	..	..	...	..	...	..	...	
<b>Total</b>									
2006-2007	766 225	325 198	270 840	83	45 395	14	8 963	3	
2007-2008	757 197	324 924	268 205	83	48 435	15	8 284	3	
2008-2009	788 187	337 605	282 845	84	46 432	14	8 328	2	
2009-2010	744 867	338 593	283 951	84	45 478	13	9 164	3	
2010-2011	670 159	291 534	245 329	84	37 655	13	8 550	3	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 11 – suite

## Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire criminelle ou civile

	Affaires civiles				
	Total	Droit de la famille		Autres	
	nombre	pourcentage		nombre	
				pourcentage	
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>					
2006-2007	3 626	3 599	99	27	1
2007-2008	3 438	3 420	99	18	1
2008-2009	3 443	3 429	100	14	0
2009-2010	3 775	3 764	100	11	0
2010-2011	3 813	3 799	100	14	0
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>					
2006-2007	514	514	100	.	...
2007-2008	464	464	100	.	...
2008-2009	..	..	...	.	...
2009-2010	..	..	...	.	...
2010-2011	527	527	100	.	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>					
2006-2007	7 412	7 015	95	397	5
2007-2008	7 231	6 655	92	576	8
2008-2009	7 837	7 065	90	772	10
2009-2010	7 817	7 046	90	771	10
2010-2011	7 828	6 969	89	859	11
<b>Nouveau-Brunswick 2</b>					
2006-2007	382	382	100	0	0
2007-2008	401	401	100	0	0
2008-2009	332	332	100	0	0
2009-2010	..	..	...	..	...
2010-2011	2 606	2 606	100	0	0
<b>Québec</b>					
2006-2007	138 670	86 503	62	52 167	38
2007-2008	134 874	82 381	61	52 493	39
2008-2009	137 746	83 560	61	54 186	39
2009-2010	137 497	85 098	62	52 399	38
2010-2011	134 843	84 152	62	50 691	38
<b>Ontario 3</b>					
2006-2007	251 706	41 506	16	210 200	84
2007-2008	248 005	39 667	16	208 338	84
2008-2009	259 645	43 499	17	216 146	83
2009-2010	215 448	40 256	19	175 192	81
2010-2011	201 869	33 294	16	168 575	84
<b>Manitoba 4</b>					
2006-2007	7 946	7 946	100	.	...
2007-2008	7 411	7 411	100	.	...
2008-2009	7 362	7 362	100	.	...
2009-2010	8 228	8 228	100	.	...
2010-2011	7 979	7 979	100	.	...
<b>Saskatchewan 5</b>					
2006-2007	5 001	4 999	100	2	0
2007-2008	4 531	4 527	100	4	0
2008-2009	4 657	4 656	100	1	0
2009-2010	4 553	4 551	100	2	0
2010-2011	4 578	4 576	100	2	0
<b>Alberta 6</b>					
2006-2007	11 606	9 662	83	1 944	17
2007-2008	11 559	9 760	84	1 799	16
2008-2009	13 151	11 030	84	2 121	16
2009-2010	13 865	11 522	83	2 343	17
2010-2011	..	..	...	..	...
<b>Colombie-Britannique</b>					
2006-2007	12 698	11 499	91	1 199	9
2007-2008	13 333	11 853	89	1 480	11
2008-2009	15 199	13 120	86	2 079	14
2009-2010	13 971	11 947	86	2 024	14
2010-2011	14 223	11 806	83	2 417	17
<b>Yukon 7</b>					
2006-2007	372	321	86	51	14
2007-2008	376	313	83	63	17
2008-2009	366	307	84	59	16
2009-2010	298	250	84	48	16
2010-2011	359	266	74	93	26

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 11 – suite

## Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire criminelle ou civile

	Affaires civiles				
	Total	Droit de la famille		Autres	
	nombre	pourcentage		nombre	
				pourcentage	
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>8</sup></b>					
2006-2007	667	621	93	46	7
2007-2008	650	606	93	44	7
2008-2009	611	591	97	20	3
2009-2010	629	595	95	34	5
2010-2011	..	..	...	..	...
<b>Nunavut<sup>9</sup></b>					
2006-2007	427	367	86	60	14
2007-2008	..	..	...	..	...
2008-2009	233	215	92	18	8
2009-2010	193	191	99	2	1
2010-2011	..	..	...	..	...
<b>Total</b>					
2006-2007	441 027	174 934	40	266 093	60
2007-2008	432 273	167 458	39	264 815	61
2008-2009	450 582	175 166	39	275 416	61
2009-2010	406 274	173 448	43	232 826	57
2010-2011	378 625	155 974	41	222 651	59

- La somme des demandes approuvées et rejetées diffère du nombre total de demandes pour deux raisons : (i) la décision d'accepter ou de rejeter une demande n'est pas toujours prise dans la même période que celle où la demande est faite, bien que le nombre de demandes reportées à l'exercice financier suivant soit relativement faible; (ii) les chiffres des demandes approuvées s'appliquent aux demandes de services complets seulement, alors que le nombre total de demandes est la somme des demandes de services complets et de services sommaires.
- Le 20 avril 2009, les services d'accueil pour l'aide juridique familiale ont été élargis étant donné que la vérification de l'admissibilité à des services, qui relevait auparavant du Programme d'aide juridique familiale, a été transférée à la Commission des services d'aide juridique du Nouveau-Brunswick du ministère de la Justice et de la Consommation.
- L'Ontario compte 77 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2010-2011, le régime d'aide juridique a reçu 48 593 demandes écrites de services civils offerts par certificat. Le système des cliniques ne tient pas compte du nombre de demandes écrites de la façon définie dans l'enquête; toutefois, il est possible de déduire ce nombre, puisque ces cliniques ont fourni 155 566 services liés à des causes et services de préparation, de conseil et de renvoi, dont 96 % avaient rapport à d'autres affaires civiles. En 2005-2006, l'Ontario a modifié sa méthode de calcul du nombre total de demandes. Les chiffres ne peuvent donc pas être comparés à ceux des années antérieures.
- En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
- En 2008, toutes les affaires relevant des tribunaux de la jeunesse sont devenues admissibles aux fins de l'aide juridique selon une entente conclue entre la Commission d'aide juridique de la Saskatchewan et la Direction des services aux tribunaux du ministère de la Justice. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
- Les demandes ne sont pas disponibles actuellement en raison de changements apportés à la prestation de services en 2010-2011.
- Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office.
- Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
- En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 12**  
**Demandes d'aide juridique approuvées par type d'affaire**

	Total des demandes approuvées <sup>1</sup>			Affaires criminelles <sup>2</sup>			Affaires civiles <sup>2</sup>				
	Total	Variation en pourcentage	Taux pour 1 000 <sup>3</sup> habitants	Total des affaires criminelles	Variation en pourcentage	Pourcentage du total	Total des affaires civiles	Variation en pourcentage	Pourcentage du total	Taux pour 1 000 <sup>3</sup> habitants	
	nombre	pourcentage	taux	nombre	pourcentage	taux	nombre	pourcentage	taux		
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>											
2006-2007	4 123	-6	8	2 611	-1	63	5	1 512	-12	37	3
2007-2008	4 063	-1	8	2 614	0	64	5	1 449	-4	36	3
2008-2009	4 490	11	9	2 984	14	66	6	1 506	4	34	3
2009-2010	4 889	9	10	3 242	9	66	6	1 647	9	34	3
2010-2011	4 673	-4	9	3 067	-5	66	6	1 606	-2	34	3
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>											
2006-2007	1 444	...	10	1 255	...	87	9	189	...	13	1
2007-2008	1 482	3	11	1 293	3	87	9	189	0	13	1
2008-2009	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2009-2010	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2010-2011	1 579	...	11	1 303	...	83	9	276	...	17	2
<b>Nouvelle-Écosse</b>											
2006-2007	16 580	4	18	11 278	8	68	12	5 302	-4	32	6
2007-2008	17 314	4	19	12 186	8	70	13	5 128	-3	30	5
2008-2009	18 332	6	20	12 622	4	69	13	5 710	11	31	6
2009-2010	19 749	8	21	14 279	13	72	15	5 470	-4	28	6
2010-2011	19 606	-1	21	14 121	-1	72	15	5 485	0	28	6
<b>Nouveau-Brunswick<sup>4</sup></b>											
2006-2007	1 669	9	2	1 402	11	84	2	267	3	16	0
2007-2008	1 664	0	2	1 396	0	84	2	268	0	16	0
2008-2009	1 663	0	2	1 430	2	86	2	233	-13	14	0
2009-2010	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2010-2011	3 297	...	4	1 396	...	42	2	1 901	...	58	3
<b>Québec</b>											
2006-2007	214 836	-1	28	97 722	4	45	13	117 114	-4	55	15
2007-2008	215 324	0	28	100 735	3	47	13	114 589	-2	53	15
2008-2009	222 885	4	29	105 990	5	48	14	116 895	2	52	15
2009-2010	227 216	2	29	110 367	4	49	14	116 849	0	51	15
2010-2011	223 518	-2	28	109 283	-1	49	14	114 235	-2	51	14
<b>Ontario<sup>5</sup></b>											
2006-2007	129 003	0	10	66 733	1	52	5	62 270	0	48	5
2007-2008	126 964	-2	10	65 250	-2	51	5	61 714	-1	49	5
2008-2009	137 397	8	11	69 142	6	50	5	68 255	11	50	5
2009-2010	129 950	-5	10	63 806	-8	49	5	66 144	-3	51	5
2010-2011	120 741	-7	9	58 893	-8	49	4	61 848	-6	51	5
<b>Manitoba<sup>6</sup></b>											
2006-2007	21 126	-10	18	14 844	-12	70	13	6 282	-5	30	5
2007-2008	21 887	4	18	16 197	9	74	14	5 690	-9	26	5
2008-2009	20 747	-5	17	15 120	-7	73	13	5 627	-1	27	5
2009-2010	26 825	29	22	20 715	37	77	17	6 110	9	23	5
2010-2011	24 973	-7	20	19 504	-6	78	16	5 469	-10	22	4
<b>Saskatchewan<sup>7</sup></b>											
2006-2007	19 208	-6	19	15 245	-2	79	15	3 963	-18	21	4
2007-2008	18 308	-5	18	14 680	-4	80	15	3 628	-8	20	4
2008-2009	21 676	18	21	17 727	21	82	17	3 949	9	18	4
2009-2010	21 895	1	21	18 174	3	83	18	3 721	-6	17	4
2010-2011	21 632	-1	21	17 586	-3	81	17	4 046	9	19	4
<b>Alberta</b>											
2006-2007	35 861	-4	10	27 798	0	78	8	8 063	-17	22	2
2007-2008	36 433	2	10	28 405	2	78	8	8 028	0	22	2
2008-2009	41 784	15	12	31 744	12	76	9	10 040	25	24	3
2009-2010	38 681	-7	11	29 302	-8	76	8	9 379	-7	24	3
2010-2011	29 700	-23	8	23 085	-21	78	6	6 615	-29	22	2
<b>Colombie-Britannique</b>											
2006-2007	30 441	2	7	22 602	3	74	5	7 839	0	26	2
2007-2008	31 297	3	7	22 867	1	73	5	8 430	8	27	2
2008-2009	32 528	4	7	23 630	3	73	5	8 898	6	27	2
2009-2010	26 518	-18	6	19 113	-19	72	4	7 405	-17	28	2
2010-2011	27 802	5	6	20 244	6	73	4	7 558	2	27	2
<b>Yukon<sup>8</sup></b>											
2006-2007	1 406	12	44	1 083	20	77	34	323	-9	23	10
2007-2008	1 397	-1	43	1 069	-1	77	33	328	2	23	10
2008-2009	1 396	0	42	1 074	0	77	32	322	-2	23	10
2009-2010	1 446	4	43	1 199	12	83	36	247	-23	17	7
2010-2011	1 413	-2	41	1 113	-7	79	32	300	21	21	9
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>9</sup></b>											
2006-2007	1 364	20	32	959	15	70	22	405	35	30	9
2007-2008	1 633	20	38	1 197	25	73	27	436	8	27	10
2008-2009	1 304	-20	30	1 008	-16	77	23	296	-32	23	7
2009-2010	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2010-2011	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 12 – suite

## Demandes d'aide juridique approuvées par type d'affaire

	Total des demandes approuvées <sup>1</sup>			Affaires criminelles <sup>2</sup>			Affaires civiles <sup>2</sup>			
	Total	Variation en pourcentage	Taux pour 1 000 habitants <sup>3</sup>	Total des affaires criminelles	Variation en pourcentage	Pourcentage du total	Total des affaires civiles	Variation en pourcentage	Pourcentage du total	Taux pour 1 000 habitants <sup>3</sup>
	nombre	pourcentage	taux	nombre	pourcentage	taux	nombre	pourcentage	taux	
<b>Nunavut<sup>10</sup></b>										
2006-2007	530	-37	17	387	3	73	143	-69	27	5
2007-2008	..	...	..	..	...	...	..	...	..	...
2008-2009	722	...	23	489	...	68	233	...	32	7
2009-2010	220	-70	7	118	-76	54	102	-56	46	3
2010-2011	..	...	..	..	...	...	..	...	..	...
<b>Total</b>										
2006-2007	477 591	...	15	263 919	...	55	213 672	...	45	7
2007-2008	477 766	...	15	267 889	...	56	209 877	...	44	6
2008-2009	504 924	...	15	282 960	...	56	221 964	...	44	7
2009-2010	497 389	...	15	280 315	...	56	217 074	...	44	7
2010-2011	478 934	...	14	269 595	...	56	209 339	...	44	6

- Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le demandeur peut recevoir des services d'aide juridique.
- Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir des accusations multiples par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).
- Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1<sup>er</sup> juillet : estimations intercensitaires définitives jusqu'en 2005; estimations postcensitaires définitives pour 2006 et 2007; estimations postcensitaires mises à jour pour 2008 et 2009; et estimations postcensitaires provisoires pour 2010.
- Le 20 avril 2009, les services d'accueil pour l'aide juridique familiale ont été élargis étant donné que la vérification de l'admissibilité à des services, qui relevait auparavant du Programme d'aide juridique familiale, a été transférée à la Commission des services d'aide juridique du Nouveau-Brunswick du ministère de la Justice et de la Consommation.
- L'Ontario compte 77 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2010-2011, ces cliniques ont traité 97 % des demandes d'aide juridique approuvées qui ont été confiées à des avocats salariés.
- En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
- En 2008, toutes les affaires relevant des tribunaux de la jeunesse sont devenues admissibles aux fins de l'aide juridique selon une entente conclue entre la Commission d'aide juridique de la Saskatchewan et la Direction des services aux tribunaux du ministère de la Justice. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
- Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office.
- Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
- En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes approuvées peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 13-1

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire — Total des demandes approuvées<sup>1</sup>

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2006-2007	4 123		4 100	99	23	1
2007-2008	4 063		3 998	98	65	2
2008-2009	4 490		4 430	99	60	1
2009-2010	4 889		4 746	97	143	3
2010-2011	4 673		4 506	96	167	4
<b>Île-du-Prince-Édouard<sup>2</sup></b>						
2006-2007	1 444		1 276	88	168	12
2007-2008	1 482		1 371	93	111	7
2008-2009	..		..	...	..	...
2009-2010	..		..	...	..	...
2010-2011	1 579		1 438	91	141	9
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2006-2007	16 580		12 964	78	3 616	22
2007-2008	17 314		13 412	77	3 902	23
2008-2009	18 332		13 553	74	4 779	26
2009-2010	19 749		16 177	82	3 572	18
2010-2011	19 606		15 861	81	3 745	19
<b>Nouveau-Brunswick<sup>3</sup></b>						
2006-2007	1 669		925	55	744	45
2007-2008	1 664		919	55	745	45
2008-2009	1 663		762	46	901	54
2009-2010	..		..	...	..	...
2010-2011	3 297		1 803	55	1 494	45
<b>Québec</b>						
2006-2007	214 836		98 889	46	115 947	54
2007-2008	215 324		99 912	46	115 412	54
2008-2009	222 885		104 650	47	118 235	53
2009-2010	227 216		105 299	46	121 917	54
2010-2011	223 518		103 692	46	119 826	54
<b>Ontario<sup>4</sup></b>						
2006-2007	129 003		19 902	15	109 101	85
2007-2008	126 964		19 665	15	107 299	85
2008-2009	137 397		20 228	15	117 169	85
2009-2010	129 950		20 640	16	109 310	84
2010-2011	120 741		20 354	17	100 387	83
<b>Manitoba<sup>5</sup></b>						
2006-2007	21 126		9 328	44	11 798	56
2007-2008	21 887		8 908	41	12 979	59
2008-2009	20 747		7 613	37	13 134	63
2009-2010	26 825		11 414	43	15 411	57
2010-2011	24 973		10 540	42	14 433	58
<b>Saskatchewan<sup>6</sup></b>						
2006-2007	19 208		17 861	93	1 347	7
2007-2008	18 308		16 720	91	1 588	9
2008-2009	21 676		19 695	91	1 981	9
2009-2010	21 895		20 627	94	1 268	6
2010-2011	21 632		20 349	94	1 283	6
<b>Alberta</b>						
2006-2007	35 861		3 771	11	32 090	89
2007-2008	36 433		3 645	10	32 788	90
2008-2009	41 784		4 430	11	37 354	89
2009-2010	38 681		4 026	10	34 655	90
2010-2011	29 700		4 076	14	25 624	86
<b>Colombie-Britannique</b>						
2006-2007	30 441		919	3	29 522	97
2007-2008	31 297		697	2	30 600	98
2008-2009	32 528		757	2	31 771	98
2009-2010	26 518		280	1	26 238	99
2010-2011	27 802		57	0	27 745	100
<b>Yukon<sup>7</sup></b>						
2006-2007	1 406		1 310	93	96	7
2007-2008	1 397		1 291	92	106	8
2008-2009	1 396		1 334	96	62	4
2009-2010	1 446		1 382	96	64	4
2010-2011	1 413		1 383	98	30	2

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 13-1 – suite

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire — Total des demandes approuvées<sup>1</sup>

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>8</sup></b>						
2006-2007	1 364		31		945	69
2007-2008	1 633		30		1 137	70
2008-2009	1 304		33		868	67
2009-2010	..		...		..	...
2010-2011	..		...		..	...
<b>Nunavut<sup>9</sup></b>						
2006-2007	530		65		187	35
2007-2008	..		...		..	...
2008-2009	722		70		213	30
2009-2010	220		46		118	54
2010-2011	..		...		..	...
<b>Total</b>						
2006-2007	477 591		36		305 584	64
2007-2008	477 766		36		306 732	64
2008-2009	504 924		35		326 527	65
2009-2010	497 389		37		312 696	63
2010-2011	478 934		38		294 875	62

1. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le demandeur peut recevoir des services d'aide juridique.
2. Le nombre de demandes pour des affaires criminelles confiées à des avocats salariés en 2010-2011 n'est pas disponible. Le régime d'aide juridique de l'Île-du-Prince-Édouard tient compte du nombre de cas réglés par les avocats salariés et les avocats de pratique privée. Les avocats salariés ont traité 1 055 demandes pour des affaires criminelles en vertu de lois fédérales visant des adultes et 185 telles demandes visant des jeunes en 2010-2011. Les demandes pour des affaires criminelles en vertu de lois fédérales et les demandes visant des jeunes qui sont confiées à des avocats de pratique privée ne comprennent pas les demandes traitées par des avocats de pratique privée qui reçoivent une indemnité quotidienne alors qu'ils remplacent des avocats salariés.
3. Le 20 avril 2009, les services d'accueil pour l'aide juridique familiale ont été élargis étant donné que la vérification de l'admissibilité à des services, qui relevait auparavant du Programme d'aide juridique familiale, a été transférée à la Commission des services d'aide juridique du Nouveau-Brunswick du ministère de la Justice et de la Consommation.
4. L'Ontario compte 77 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2010-2011, ces cliniques ont traité 97 % des demandes d'aide juridique en matière civile qui ont été approuvées et confiées à des avocats salariés et 100 % des demandes d'aide juridique pour d'autres affaires civiles qui ont été approuvées et confiées à des avocats salariés.
5. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées, ce qui explique la hausse du nombre de demandes approuvées et confiées à des avocats salariés et des avocats de pratique privée.
6. En 2008, toutes les affaires relevant des tribunaux de la jeunesse sont devenues admissibles aux fins de l'aide juridique selon une entente conclue entre la Commission d'aide juridique de la Saskatchewan et la Direction des services aux tribunaux du ministère de la Justice. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
7. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office.
8. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
9. En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes approuvées peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 13-2

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire — Affaires criminelles<sup>1</sup>

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2006-2007	2 611		2 596	99	15	1
2007-2008	2 614		2 580	99	34	1
2008-2009	2 984		2 939	98	45	2
2009-2010	3 242		3 125	96	117	4
2010-2011	3 067		2 946	96	121	4
<b>Île-du-Prince-Édouard<sup>2</sup></b>						
2006-2007	1 255		1 143	91	112	9
2007-2008	1 293		1 235	96	58	4
2008-2009	..		..	...	..	...
2009-2010	..		..	...	..	...
2010-2011	1 303		1 240	95	63	5
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2006-2007	11 278		9 384	83	1 894	17
2007-2008	12 186		9 930	81	2 256	19
2008-2009	12 622		10 053	80	2 569	20
2009-2010	14 279		12 229	86	2 050	14
2010-2011	14 121		12 037	85	2 084	15
<b>Nouveau-Brunswick<sup>3</sup></b>						
2006-2007	1 402		825	59	577	41
2007-2008	1 396		848	61	548	39
2008-2009	1 430		705	49	725	51
2009-2010	..		..	...	..	...
2010-2011	1 396		805	58	591	42
<b>Québec</b>						
2006-2007	97 722		34 190	35	63 532	65
2007-2008	100 735		37 134	37	63 601	63
2008-2009	105 990		41 047	39	64 943	61
2009-2010	110 367		41 815	38	68 552	62
2010-2011	109 283		40 365	37	68 918	63
<b>Ontario<sup>4</sup></b>						
2006-2007	66 733		947	1	65 786	99
2007-2008	65 250		915	1	64 335	99
2008-2009	69 142		688	1	68 454	99
2009-2010	63 806		305	0	63 501	100
2010-2011	58 893		218	0	58 675	100
<b>Manitoba<sup>5</sup></b>						
2006-2007	14 844		5 490	37	9 354	63
2007-2008	16 197		5 488	34	10 709	66
2008-2009	15 120		4 327	29	10 793	71
2009-2010	20 715		7 391	36	13 324	64
2010-2011	19 504		6 764	35	12 740	65
<b>Saskatchewan<sup>6</sup></b>						
2006-2007	15 245		14 160	93	1 085	7
2007-2008	14 680		13 360	91	1 320	9
2008-2009	17 727		15 963	90	1 764	10
2009-2010	18 174		17 050	94	1 124	6
2010-2011	17 586		16 473	94	1 113	6
<b>Alberta</b>						
2006-2007	27 798		2 144	8	25 654	92
2007-2008	28 405		2 009	7	26 396	93
2008-2009	31 744		2 348	7	29 396	93
2009-2010	29 302		2 198	8	27 104	92
2010-2011	23 085		2 136	9	20 949	91
<b>Colombie-Britannique</b>						
2006-2007	22 602		361	2	22 241	98
2007-2008	22 867		310	1	22 557	99
2008-2009	23 630		386	2	23 244	98
2009-2010	19 113		166	1	18 947	99
2010-2011	20 244		25	0	20 219	100
<b>Yukon<sup>7</sup></b>						
2006-2007	1 083		1 000	92	83	8
2007-2008	1 069		977	91	92	9
2008-2009	1 074		1 018	95	56	5
2009-2010	1 199		1 142	95	57	5
2010-2011	1 113		1 087	98	26	2

Voir les notes à la fin du tableau.



Tableau 13-2 – suite

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire — Affaires criminelles<sup>1</sup>

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>8</sup></b>						
2006-2007	959		20		768	80
2007-2008	1 197		16		1 003	84
2008-2009	1 008		18		827	82
2009-2010	..	..	..	..	..	..
2010-2011	..	..	..	..	..	..
<b>Nunavut<sup>9</sup></b>						
2006-2007	387		63		142	37
2007-2008	..	..	..	..	..	..
2008-2009	489		77		112	23
2009-2010	118		0		118	100
2010-2011	..	..	..	..	..	..
<b>Total</b>						
2006-2007	263 919		28		191 243	72
2007-2008	267 889		28		192 909	72
2008-2009	282 960		28		202 928	72
2009-2010	280 315		30		194 894	70
2010-2011	269 595		31		185 499	69

1. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir des accusations multiples par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).
2. Le nombre de demandes pour des affaires criminelles confiées à des avocats salariés en 2010-2011 n'est pas disponible. Le régime d'aide juridique de l'Île-du-Prince-Édouard tient compte du nombre de cas réglés par les avocats salariés et les avocats de pratique privée. Les avocats salariés ont traité 1 055 demandes pour des affaires criminelles en vertu de lois fédérales visant des adultes et 185 telles demandes visant des jeunes en 2010-2011. Les demandes pour des affaires criminelles en vertu de lois fédérales et les demandes visant des jeunes qui sont confiées à des avocats de pratique privée ne comprennent pas les demandes traitées par des avocats de pratique privée qui reçoivent une indemnité quotidienne alors qu'ils remplacent des avocats salariés.
3. Le 20 avril 2009, les services d'accueil pour l'aide juridique familiale ont été élargis étant donné que la vérification de l'admissibilité à des services, qui relevait auparavant du Programme d'aide juridique familiale, a été transférée à la Commission des services d'aide juridique du Nouveau-Brunswick du ministère de la Justice et de la Consommation.
4. L'Ontario compte 77 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2010-2011, ces cliniques ont traité 97 % des demandes d'aide juridique en matière civile qui ont été approuvées et confiées à des avocats salariés et 100 % des demandes d'aide juridique pour d'autres affaires civiles qui ont été approuvées et confiées à des avocats salariés.
5. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées, ce qui explique la hausse du nombre de demandes approuvées et confiées à des avocats salariés et des avocats de pratique privée.
6. En 2008, toutes les affaires relevant des tribunaux de la jeunesse sont devenues admissibles aux fins de l'aide juridique selon une entente conclue entre la Commission d'aide juridique de la Saskatchewan et la Direction des services aux tribunaux du ministère de la Justice. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
7. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office.
8. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
9. En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes approuvées peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 13-3

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire — Affaires civiles<sup>1</sup>

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2006-2007	1 512		1 504	99	8	1
2007-2008	1 449		1 418	98	31	2
2008-2009	1 506		1 491	99	15	1
2009-2010	1 647		1 621	98	26	2
2010-2011	1 606		1 560	97	46	3
<b>Île-du-Prince-Édouard<sup>2</sup></b>						
2006-2007	189		133	70	56	30
2007-2008	189		136	72	53	28
2008-2009	..		..	...	..	...
2009-2010	..		..	...	..	...
2010-2011	276		198	72	78	28
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2006-2007	5 302		3 580	68	1 722	32
2007-2008	5 128		3 482	68	1 646	32
2008-2009	5 710		3 500	61	2 210	39
2009-2010	5 470		3 948	72	1 522	28
2010-2011	5 485		3 824	70	1 661	30
<b>Nouveau-Brunswick<sup>3</sup></b>						
2006-2007	267		100	37	167	63
2007-2008	268		71	26	197	74
2008-2009	233		57	24	176	76
2009-2010	..		..	...	..	...
2010-2011	1 901		998	52	903	48
<b>Québec</b>						
2006-2007	117 114		64 699	55	52 415	45
2007-2008	114 589		62 778	55	51 811	45
2008-2009	116 895		63 603	54	53 292	46
2009-2010	116 849		63 484	54	53 365	46
2010-2011	114 235		63 327	55	50 908	45
<b>Ontario<sup>4</sup></b>						
2006-2007	62 270		18 955	30	43 315	70
2007-2008	61 714		18 750	30	42 964	70
2008-2009	68 255		19 540	29	48 715	71
2009-2010	66 144		20 335	31	45 809	69
2010-2011	61 848		20 136	33	41 712	67
<b>Manitoba<sup>5</sup></b>						
2006-2007	6 282		3 838	61	2 444	39
2007-2008	5 690		3 420	60	2 270	40
2008-2009	5 627		3 286	58	2 341	42
2009-2010	6 110		4 023	66	2 087	34
2010-2011	5 469		3 776	69	1 693	31
<b>Saskatchewan<sup>6</sup></b>						
2006-2007	3 963		3 701	93	262	7
2007-2008	3 628		3 360	93	268	7
2008-2009	3 949		3 732	95	217	5
2009-2010	3 721		3 577	96	144	4
2010-2011	4 046		3 876	96	170	4
<b>Alberta</b>						
2006-2007	8 063		1 627	20	6 436	80
2007-2008	8 028		1 636	20	6 392	80
2008-2009	10 040		2 082	21	7 958	79
2009-2010	9 379		1 828	19	7 551	81
2010-2011	6 615		1 940	29	4 675	71
<b>Colombie-Britannique</b>						
2006-2007	7 839		558	7	7 281	93
2007-2008	8 430		387	5	8 043	95
2008-2009	8 898		371	4	8 527	96
2009-2010	7 405		114	2	7 291	98
2010-2011	7 558		32	0	7 526	100
<b>Yukon<sup>7</sup></b>						
2006-2007	323		310	96	13	4
2007-2008	328		314	96	14	4
2008-2009	322		316	98	6	2
2009-2010	247		240	97	7	3
2010-2011	300		296	99	4	1

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 13-3 – suite

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire — Affaires civiles<sup>1</sup>

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>8</sup></b>						
2006-2007	405		228	56	177	44
2007-2008	436		302	69	134	31
2008-2009	296		255	86	41	14
2009-2010	..		..	...	..	...
2010-2011	..		..	...	..	...
<b>Nunavut<sup>9</sup></b>						
2006-2007	143		98	69	45	31
2007-2008	..		..	...	..	...
2008-2009	233		132	57	101	43
2009-2010	102		102	100	0	0
2010-2011	..		..	...	..	...
<b>Total</b>						
2006-2007	213 672		99 331	46	114 341	54
2007-2008	209 877		96 054	46	113 823	54
2008-2009	221 964		98 365	44	123 599	56
2009-2010	217 074		99 272	46	117 802	54
2010-2011	209 339		99 963	48	109 376	52

1. Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande.
2. Le nombre de demandes pour des affaires criminelles confiées à des avocats salariés en 2010-2011 n'est pas disponible. Le régime d'aide juridique de l'Île-du-Prince-Édouard tient compte du nombre de cas réglés par les avocats salariés et les avocats de pratique privée. Les avocats salariés ont traité 1 055 demandes pour des affaires criminelles en vertu de lois fédérales visant des adultes et 185 telles demandes visant des jeunes en 2010-2011. Les demandes pour des affaires criminelles en vertu de lois fédérales et les demandes visant des jeunes qui sont confiées à des avocats de pratique privée ne comprennent pas les demandes traitées par des avocats de pratique privée qui reçoivent une indemnité quotidienne alors qu'ils remplacent des avocats salariés.
3. Le 20 avril 2009, les services d'accueil pour l'aide juridique familiale ont été élargis étant donné que la vérification de l'admissibilité à des services, qui relevait auparavant du Programme d'aide juridique familiale, a été transférée à la Commission des services d'aide juridique du Nouveau-Brunswick du ministère de la Justice et de la Consommation.
4. L'Ontario compte 77 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2010-2011, ces cliniques ont traité 97 % des demandes d'aide juridique en matière civile qui ont été approuvées et confiées à des avocats salariés et 100 % des demandes d'aide juridique pour d'autres affaires civiles qui ont été approuvées et confiées à des avocats salariés.
5. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées, ce qui explique la hausse du nombre de demandes approuvées et confiées à des avocats salariés et des avocats de pratique privée.
6. En 2008, toutes les affaires relevant des tribunaux de la jeunesse sont devenues admissibles aux fins de l'aide juridique selon une entente conclue entre la Commission d'aide juridique de la Saskatchewan et la Direction des services aux tribunaux du ministère de la Justice. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
7. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office.
8. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
9. En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes approuvées peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 14-1

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Total<sup>1</sup>

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2006-2007	2 611		2 596	99	15	1
2007-2008	2 614		2 580	99	34	1
2008-2009	2 984		2 939	98	45	2
2009-2010	3 242		3 125	96	117	4
2010-2011	3 067		2 946	96	121	4
<b>Île-du-Prince-Édouard<sup>2</sup></b>						
2006-2007	1 255		1 143	91	112	9
2007-2008	1 293		1 235	96	58	4
2008-2009	..		..	...	..	...
2009-2010	..		..	...	..	...
2010-2011	1 303		1 240	95	63	5
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2006-2007	11 278		9 384	83	1 894	17
2007-2008	12 186		9 930	81	2 256	19
2008-2009	12 622		10 053	80	2 569	20
2009-2010	14 279		12 229	86	2 050	14
2010-2011	14 121		12 037	85	2 084	15
<b>Nouveau-Brunswick</b>						
2006-2007	1 402		825	59	577	41
2007-2008	1 396		848	61	548	39
2008-2009	1 430		705	49	725	51
2009-2010	..		..	...	..	...
2010-2011	1 396		805	58	591	42
<b>Québec</b>						
2006-2007	97 722		34 190	35	63 532	65
2007-2008	100 735		37 134	37	63 601	63
2008-2009	105 990		41 047	39	64 943	61
2009-2010	110 367		41 815	38	68 552	62
2010-2011	109 283		40 365	37	68 918	63
<b>Ontario</b>						
2006-2007	66 733		947	1	65 786	99
2007-2008	65 250		915	1	64 335	99
2008-2009	69 142		688	1	68 454	99
2009-2010	63 806		305	0	63 501	100
2010-2011	58 893		218	0	58 675	100
<b>Manitoba<sup>3</sup></b>						
2006-2007	14 844		5 490	37	9 354	63
2007-2008	16 197		5 488	34	10 709	66
2008-2009	15 120		4 327	29	10 793	71
2009-2010	20 715		7 391	36	13 324	64
2010-2011	19 504		6 764	35	12 740	65
<b>Saskatchewan<sup>4</sup></b>						
2006-2007	15 245		14 160	93	1 085	7
2007-2008	14 680		13 360	91	1 320	9
2008-2009	17 727		15 963	90	1 764	10
2009-2010	18 174		17 050	94	1 124	6
2010-2011	17 586		16 473	94	1 113	6
<b>Alberta</b>						
2006-2007	27 798		2 144	8	25 654	92
2007-2008	28 405		2 009	7	26 396	93
2008-2009	31 744		2 348	7	29 396	93
2009-2010	29 302		2 198	8	27 104	92
2010-2011	23 085		2 136	9	20 949	91
<b>Colombie-Britannique</b>						
2006-2007	22 602		361	2	22 241	98
2007-2008	22 867		310	1	22 557	99
2008-2009	23 630		386	2	23 244	98
2009-2010	19 113		166	1	18 947	99
2010-2011	20 244		25	0	20 219	100

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 14-1 – suite

**Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Total<sup>1</sup>**

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Yukon<sup>5</sup></b>						
2006-2007	1 083	1 000	92		83	8
2007-2008	1 069	977	91		92	9
2008-2009	1 074	1 018	95		56	5
2009-2010	1 199	1 142	95		57	5
2010-2011	1 113	1 087	98		26	2
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>6</sup></b>						
2006-2007	959	191	20		768	80
2007-2008	1 197	194	16		1 003	84
2008-2009	1 008	181	18		827	82
2009-2010	..	..	...		..	...
2010-2011	..	..	...		..	...
<b>Nunavut<sup>7</sup></b>						
2006-2007	387	245	63		142	37
2007-2008	..	..	...		..	...
2008-2009	489	377	77		112	23
2009-2010	118	0	0		118	100
2010-2011	..	..	...		..	...
<b>Total</b>						
2006-2007	263 919	72 676	28		191 243	72
2007-2008	267 889	74 980	28		192 909	72
2008-2009	282 960	80 032	28		202 928	72
2009-2010	280 315	85 421	30		194 894	70
2010-2011	269 595	84 096	31		185 499	69

1. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le demandeur peut recevoir des services d'aide juridique. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir des accusations multiples par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).
2. Le nombre de demandes pour des affaires criminelles confiées à des avocats salariés en 2010-2011 n'est pas disponible. Le régime d'aide juridique de l'Île-du-Prince-Édouard tient compte du nombre de cas réglés par les avocats salariés et les avocats de pratique privée. Les avocats salariés ont traité 1 055 demandes pour des affaires criminelles en vertu de lois fédérales visant des adultes et 185 telles demandes visant des jeunes en 2010-2011. Les demandes pour des affaires criminelles en vertu de lois fédérales et les demandes visant des jeunes qui sont confiées à des avocats de pratique privée ne comprennent pas les demandes traitées par des avocats de pratique privée qui reçoivent une indemnité quotidienne alors qu'ils remplacent des avocats salariés.
3. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées, ce qui explique la hausse du nombre de demandes approuvées et confiées à des avocats salariés et des avocats de pratique privée.
4. En 2008, toutes les affaires relevant des tribunaux de la jeunesse sont devenues admissibles aux fins de l'aide juridique selon une entente conclue entre la Commission d'aide juridique de la Saskatchewan et la Direction des services aux tribunaux du ministère de la Justice. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
5. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office.
6. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
7. En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes approuvées peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures. Il existe seulement des données sur les affaires criminelles approuvées qui ont été confiées à des avocats de pratique privée.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 14-2

## Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Adultes

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2006-2007	2 045		2 031	99	14	1
2007-2008	2 095		2 069	99	26	1
2008-2009	2 503		2 459	98	44	2
2009-2010	2 817		2 709	96	108	4
2010-2011	2 678		2 560	96	118	4
<b>Île-du-Prince-Édouard<sup>1</sup></b>						
2006-2007	1 015		914	90	101	10
2007-2008	1 066		1 012	95	54	5
2008-2009	..		..	...	..	...
2009-2010	..		..	...	..	...
2010-2011	1 111		1 055	95	56	5
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2006-2007	8 500		7 015	83	1 485	17
2007-2008	9 290		7 511	81	1 779	19
2008-2009	10 248		8 022	78	2 226	22
2009-2010	11 954		10 117	85	1 837	15
2010-2011	11 775		10 059	85	1 716	15
<b>Nouveau-Brunswick</b>						
2006-2007	1 211		758	63	453	37
2007-2008	1 289		776	60	513	40
2008-2009	1 297		623	48	674	52
2009-2010	..		..	...	..	...
2010-2011	1 271		720	57	551	43
<b>Québec</b>						
2006-2007	78 582		25 899	33	52 683	67
2007-2008	81 249		28 738	35	52 511	65
2008-2009	85 892		32 080	37	53 812	63
2009-2010	89 849		33 133	37	56 716	63
2010-2011	89 257		31 883	36	57 374	64
<b>Ontario</b>						
2006-2007	..		..	...	56 098	...
2007-2008	..		..	...	54 554	...
2008-2009	..		..	...	58 874	...
2009-2010	..		..	...	54 708	...
2010-2011	..		..	...	51 040	...
<b>Manitoba<sup>2</sup></b>						
2006-2007	11 668		4 135	35	7 533	65
2007-2008	12 593		4 324	34	8 269	66
2008-2009	11 678		3 237	28	8 441	72
2009-2010	16 501		5 724	35	10 777	65
2010-2011	15 511		5 267	34	10 244	66
<b>Saskatchewan<sup>3</sup></b>						
2006-2007	12 045		11 156	93	889	7
2007-2008	11 210		10 123	90	1 087	10
2008-2009	13 515		12 541	93	974	7
2009-2010	13 710		12 961	95	749	5
2010-2011	13 169		12 427	94	742	6
<b>Alberta</b>						
2006-2007	21 973		26	0	21 947	100
2007-2008	22 430		23	0	22 407	100
2008-2009	25 538		44	0	25 494	100
2009-2010	23 654		35	0	23 619	100
2010-2011	18 082		50	0	18 032	100
<b>Colombie-Britannique</b>						
2006-2007	19 293		307	2	18 986	98
2007-2008	19 551		236	1	19 315	99
2008-2009	20 520		308	2	20 212	98
2009-2010	16 320		129	1	16 191	99
2010-2011	17 578		18	0	17 560	100

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 14-2 – suite

## Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Adultes

	Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	
<b>Yukon</b> <sup>4</sup>					
2006-2007	931	856	92	75	8
2007-2008	885	796	90	89	10
2008-2009	929	876	94	53	6
2009-2010	1 046	991	95	55	5
2010-2011	980	954	97	26	3
<b>Territoires du Nord-Ouest</b> <sup>5</sup>					
2006-2007	875	178	20	697	80
2007-2008	1 109	181	16	928	84
2008-2009	934	163	17	771	83
2009-2010	..	..	...	..	...
2010-2011	..	..	...	..	...
<b>Nunavut</b> <sup>6</sup>					
2006-2007	376	239	64	137	36
2007-2008	..	..	...	..	...
2008-2009	485	373	77	112	23
2009-2010	110	..	...	110	100
2010-2011	..	..	...	..	...
<b>Total</b>					
2006-2007	..	..	...	161 098	...
2007-2008	..	..	...	161 532	...
2008-2009	..	..	...	171 687	...
2009-2010	..	..	...	164 870	...
2010-2011	..	..	...	157 459	...

1. Le nombre de demandes pour des affaires criminelles confiées à des avocats salariés en 2010-2011 n'est pas disponible. Le régime d'aide juridique de l'Île-du-Prince-Édouard tient compte du nombre de cas réglés par les avocats salariés et les avocats de pratique privée. Les avocats salariés ont traité 1 055 demandes pour des affaires criminelles en vertu de lois fédérales visant des adultes et 185 telles demandes visant des jeunes en 2010-2011. Les demandes pour des affaires criminelles en vertu de lois fédérales et les demandes visant des jeunes qui sont confiées à des avocats de pratique privée ne comprennent pas les demandes traitées par des avocats de pratique privée qui reçoivent une indemnité quotidienne alors qu'ils remplacent des avocats salariés.
2. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées, ce qui explique la hausse du nombre de demandes approuvées et confiées à des avocats salariés et des avocats de pratique privée.
3. En 2008, toutes les affaires relevant des tribunaux de la jeunesse sont devenues admissibles aux fins de l'aide juridique selon une entente conclue entre la Commission d'aide juridique de la Saskatchewan et la Direction des services aux tribunaux du ministère de la Justice. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
4. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office.
5. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
6. En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes approuvées peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures. Il existe seulement des données sur les affaires criminelles approuvées qui ont été confiées à des avocats de pratique privée.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 14-3

## Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Jeunes

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2006-2007	566		565	100	1	0
2007-2008	519		511	98	8	2
2008-2009	481		480	100	1	0
2009-2010	425		416	98	9	2
2010-2011	389		386	99	3	1
<b>Île-du-Prince-Édouard <sup>1</sup></b>						
2006-2007	240		229	95	11	5
2007-2008	227		223	98	4	2
2008-2009	..		..	...	..	...
2009-2010	..		..	...	..	...
2010-2011	192		185	96	7	4
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2006-2007	2 773		2 364	85	409	15
2007-2008	2 888		2 411	83	477	17
2008-2009	2 368		2 025	86	343	14
2009-2010	2 323		2 110	91	213	9
2010-2011	2 343		1 975	84	368	16
<b>Nouveau-Brunswick</b>						
2006-2007	191		67	35	124	65
2007-2008	105		72	69	33	31
2008-2009	128		80	63	48	38
2009-2010	..		..	...	..	...
2010-2011	119		82	69	37	31
<b>Québec</b>						
2006-2007	12 986		6 627	51	6 359	49
2007-2008	14 030		7 174	51	6 856	49
2008-2009	14 508		7 476	52	7 032	48
2009-2010	14 002		7 105	51	6 897	49
2010-2011	13 808		6 941	50	6 867	50
<b>Ontario</b>						
2006-2007	..		..	...	9 688	...
2007-2008	..		..	...	9 781	...
2008-2009	..		..	...	9 580	...
2009-2010	..		..	...	8 793	...
2010-2011	..		..	...	7 635	...
<b>Manitoba <sup>2</sup></b>						
2006-2007	3 117		1 333	43	1 784	57
2007-2008	3 541		1 139	32	2 402	68
2008-2009	3 404		1 076	32	2 328	68
2009-2010	4 168		1 650	40	2 518	60
2010-2011	3 975		1 488	37	2 487	63
<b>Saskatchewan <sup>3</sup></b>						
2006-2007	3 192		2 996	94	196	6
2007-2008	3 464		3 231	93	233	7
2008-2009	4 203		3 413	81	790	19
2009-2010	4 455		4 080	92	375	8
2010-2011	4 412		4 041	92	371	8
<b>Alberta</b>						
2006-2007	5 662		2 110	37	3 552	63
2007-2008	5 795		1 981	34	3 814	66
2008-2009	6 033		2 301	38	3 732	62
2009-2010	5 524		2 151	39	3 373	61
2010-2011	4 914		2 075	42	2 839	58
<b>Colombie-Britannique</b>						
2006-2007	3 131		49	2	3 082	98
2007-2008	3 139		70	2	3 069	98
2008-2009	2 925		75	3	2 850	97
2009-2010	2 766		37	1	2 729	99
2010-2011	2 537		7	0	2 530	100

Voir les notes à la fin du tableau.



Tableau 14-3 – suite

## Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Jeunes

	Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	
<b>Yukon<sup>4</sup></b>					
2006-2007	152	144	95	8	5
2007-2008	184	181	98	3	2
2008-2009	145	142	98	3	2
2009-2010	153	151	99	2	1
2010-2011	133	133	100	0	0
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>5</sup></b>					
2006-2007	84	13	15	71	85
2007-2008	88	13	15	75	85
2008-2009	74	18	24	56	76
2009-2010	..	..	...	..	...
2010-2011	..	..	...	..	...
<b>Nunavut<sup>6</sup></b>					
2006-2007	11	6	55	5	45
2007-2008	..	..	...	..	...
2008-2009	4	4	100	0	0
2009-2010	8	..	...	8	100
2010-2011	..	..	...	..	...
<b>Total</b>					
2006-2007	..	..	...	25 290	...
2007-2008	..	..	...	26 755	...
2008-2009	..	..	...	26 763	...
2009-2010	..	..	...	24 917	...
2010-2011	..	..	...	23 144	...

1. Le nombre de demandes pour des affaires criminelles confiées à des avocats salariés en 2010-2011 n'est pas disponible. Le régime d'aide juridique de l'Île-du-Prince-Édouard tient compte du nombre de cas réglés par les avocats salariés et les avocats de pratique privée. Les avocats salariés ont traité 1 055 demandes pour des affaires criminelles en vertu de lois fédérales visant des adultes et 185 telles demandes visant des jeunes en 2010-2011. Les demandes pour des affaires criminelles en vertu de lois fédérales et les demandes visant des jeunes qui sont confiées à des avocats de pratique privée ne comprennent pas les demandes traitées par des avocats de pratique privée qui reçoivent une indemnité quotidienne alors qu'ils remplacent des avocats salariés.
2. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées, ce qui explique la hausse du nombre de demandes approuvées et confiées à des avocats salariés et des avocats de pratique privée.
3. En 2008, toutes les affaires relevant des tribunaux de la jeunesse sont devenues admissibles aux fins de l'aide juridique selon une entente conclue entre la Commission d'aide juridique de la Saskatchewan et la Direction des services aux tribunaux du ministère de la Justice. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
4. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office.
5. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
6. En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes approuvées peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures. Il existe seulement des données sur les affaires criminelles approuvées qui ont été confiées à des avocats de pratique privée.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 14-4

## Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Infractions aux lois provinciales

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
2009-2010	.	.	...	.	.	...
2010-2011	.	.	...	.	.	...
<b>Île-du-Prince-Édouard <sup>1</sup></b>						
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
2009-2010	.	.	...	.	.	...
2010-2011	.	.	...	.	.	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2006-2007	5	5	100	0	0	
2007-2008	8	8	100	0	0	
2008-2009	6	6	100	0	0	
2009-2010	2	2	100	0	0	
2010-2011	3	3	100	0	0	
<b>Nouveau-Brunswick</b>						
2006-2007	0	0	0	0	0	
2007-2008	2	0	0	2	100	
2008-2009	5	2	40	3	60	
2009-2010	..	..	...	..	..	
2010-2011	6	3	50	3	50	
<b>Québec</b>						
2006-2007	6 154	1 664	27	4 490	73	
2007-2008	5 456	1 222	22	4 234	78	
2008-2009	5 590	1 491	27	4 099	73	
2009-2010	6 516	1 577	24	4 939	76	
2010-2011	6 218	1 541	25	4 677	75	
<b>Ontario</b>						
2006-2007	34	34	100	0	0	
2007-2008	67	67	100	0	0	
2008-2009	54	54	100	0	0	
2009-2010	9	9	100	0	0	
2010-2011	19	19	100	0	0	
<b>Manitoba <sup>2</sup></b>						
2006-2007	59	22	37	37	63	
2007-2008	63	25	40	38	60	
2008-2009	38	14	37	24	63	
2009-2010	46	17	37	29	63	
2010-2011	18	9	50	9	50	
<b>Saskatchewan <sup>3</sup></b>						
2006-2007	8	8	100	0	0	
2007-2008	6	6	100	0	0	
2008-2009	9	9	100	0	0	
2009-2010	9	9	100	0	0	
2010-2011	5	5	100	0	0	
<b>Alberta</b>						
2006-2007	163	8	5	155	95	
2007-2008	180	5	3	175	97	
2008-2009	173	3	2	170	98	
2009-2010	124	12	10	112	90	
2010-2011	89	11	12	78	88	
<b>Colombie-Britannique</b>						
2006-2007	178	5	3	173	97	
2007-2008	177	4	2	173	98	
2008-2009	185	3	2	182	98	
2009-2010	27	0	0	27	100	
2010-2011	129	0	0	129	100	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 14-4 – suite

**Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Infractions aux lois provinciales**

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Yukon <sup>4</sup></b>						
2006-2007	0		0		0	0
2007-2008	0		0		0	0
2008-2009	0		0		0	0
2009-2010	0		0		0	0
2010-2011	0		0		0	0
<b>Territoires du Nord-Ouest <sup>5</sup></b>						
2006-2007	.		...		.	...
2007-2008	.		...		.	...
2008-2009	.		...		.	...
2009-2010	.		...		.	...
2010-2011	.		...		.	...
<b>Nunavut <sup>6</sup></b>						
2006-2007	0		0		0	0
2007-2008	..		...		..	...
2008-2009	0		0		0	0
2009-2010	0		0		0	0
2010-2011	..		...		..	...
<b>Total</b>						
2006-2007	6 601		1 746	26	4 855	74
2007-2008	5 959		1 337	22	4 622	78
2008-2009	6 060		1 582	26	4 478	74
2009-2010	6 733		1 626	24	5 107	76
2010-2011	6 487		1 591	25	4 896	75

1. Le nombre de demandes pour des affaires criminelles confiées à des avocats salariés en 2010-2011 n'est pas disponible. Le régime d'aide juridique de l'Île-du-Prince-Édouard tient compte du nombre de cas réglés par les avocats salariés et les avocats de pratique privée. Les avocats salariés ont traité 1 055 demandes pour des affaires criminelles en vertu de lois fédérales visant des adultes et 185 telles demandes visant des jeunes en 2010-2011. Les demandes pour des affaires criminelles en vertu de lois fédérales et les demandes visant des jeunes qui sont confiées à des avocats de pratique privée ne comprennent pas les demandes traitées par des avocats de pratique privée qui reçoivent une indemnité quotidienne alors qu'ils remplacent des avocats salariés.
2. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées, ce qui explique la hausse du nombre de demandes approuvées et confiées à des avocats salariés et des avocats de pratique privée.
3. En 2008, toutes les affaires relevant des tribunaux de la jeunesse sont devenues admissibles aux fins de l'aide juridique selon une entente conclue entre la Commission d'aide juridique de la Saskatchewan et la Direction des services aux tribunaux du ministère de la Justice. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
4. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office.
5. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
6. En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes approuvées peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures. Il existe seulement des données sur les affaires criminelles approuvées qui ont été confiées à des avocats de pratique privée.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 15-1

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile — Total<sup>1</sup>

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2006-2007	1 512		1 504	99	8	1
2007-2008	1 449		1 418	98	31	2
2008-2009	1 506		1 491	99	15	1
2009-2010	1 647		1 621	98	26	2
2010-2011	1 606		1 560	97	46	3
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2006-2007	189		133	70	56	30
2007-2008	189		136	72	53	28
2008-2009	..		..	...	..	...
2009-2010	..		..	...	..	...
2010-2011	276		198	72	78	28
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2006-2007	5 302		3 580	68	1 722	32
2007-2008	5 128		3 482	68	1 646	32
2008-2009	5 710		3 500	61	2 210	39
2009-2010	5 470		3 948	72	1 522	28
2010-2011	5 485		3 824	70	1 661	30
<b>Nouveau-Brunswick<sup>2</sup></b>						
2006-2007	267		100	37	167	63
2007-2008	268		71	26	197	74
2008-2009	233		57	24	176	76
2009-2010	..		..	...	..	...
2010-2011	1 901		998	52	903	48
<b>Québec</b>						
2006-2007	117 114		64 699	55	52 415	45
2007-2008	114 589		62 778	55	51 811	45
2008-2009	116 895		63 603	54	53 292	46
2009-2010	116 849		63 484	54	53 365	46
2010-2011	114 235		63 327	55	50 908	45
<b>Ontario<sup>3</sup></b>						
2006-2007	62 270		18 955	30	43 315	70
2007-2008	61 714		18 750	30	42 964	70
2008-2009	68 255		19 540	29	48 715	71
2009-2010	66 144		20 335	31	45 809	69
2010-2011	61 848		20 136	33	41 712	67
<b>Manitoba<sup>4</sup></b>						
2006-2007	6 282		3 838	61	2 444	39
2007-2008	5 690		3 420	60	2 270	40
2008-2009	5 627		3 286	58	2 341	42
2009-2010	6 110		4 023	66	2 087	34
2010-2011	5 469		3 776	69	1 693	31
<b>Saskatchewan<sup>5</sup></b>						
2006-2007	3 963		3 701	93	262	7
2007-2008	3 628		3 360	93	268	7
2008-2009	3 949		3 732	95	217	5
2009-2010	3 721		3 577	96	144	4
2010-2011	4 046		3 876	96	170	4
<b>Alberta</b>						
2006-2007	8 063		1 627	20	6 436	80
2007-2008	8 028		1 636	20	6 392	80
2008-2009	10 040		2 082	21	7 958	79
2009-2010	9 379		1 828	19	7 551	81
2010-2011	6 615		1 940	29	4 675	71
<b>Colombie-Britannique</b>						
2006-2007	7 839		558	7	7 281	93
2007-2008	8 430		387	5	8 043	95
2008-2009	8 898		371	4	8 527	96
2009-2010	7 405		114	2	7 291	98
2010-2011	7 558		32	0	7 526	100

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 15-1 – suite

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile — Total<sup>1</sup>

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Yukon</b> <sup>6</sup>						
2006-2007	323		96		13	4
2007-2008	328		96		14	4
2008-2009	322		98		6	2
2009-2010	247		97		7	3
2010-2011	300		99		4	1
<b>Territoires du Nord-Ouest</b> <sup>7</sup>						
2006-2007	405		56		177	44
2007-2008	436		69		134	31
2008-2009	296		86		41	14
2009-2010	..	..	...		..	...
2010-2011	..	..	...		..	...
<b>Nunavut</b> <sup>8</sup>						
2006-2007	143		69		45	31
2007-2008	..	..	...		..	...
2008-2009	233		57		101	43
2009-2010	102		100		..	...
2010-2011	..	..	...		..	...
<b>Total</b>						
2006-2007	213 672		46		114 341	54
2007-2008	209 877		46		113 823	54
2008-2009	221 964		44		123 599	56
2009-2010	217 074		46		117 802	54
2010-2011	209 339		48		109 376	52

1. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le demandeur peut recevoir des services d'aide juridique. Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande.
2. Le 20 avril 2009, les services d'accueil pour l'aide juridique familiale ont été élargis étant donné que la vérification de l'admissibilité à des services, qui relevait auparavant du Programme d'aide juridique familiale, a été transférée à la Commission des services d'aide juridique du Nouveau-Brunswick du ministère de la Justice et de la Consommation.
3. L'Ontario compte 77 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. Les chiffres figurant au tableau 16 représentent les services sommaires de consultation juridique fournis par ces cliniques. Les services sommaires de consultation juridique assurés par le régime d'aide juridique sont inclus dans les services d'avocats nommés d'office (tableau 21).
4. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées, ce qui explique la hausse du nombre de demandes approuvées et confiées à des avocats salariés et des avocats de pratique privée.
5. En 2008, toutes les affaires relevant des tribunaux de la jeunesse sont devenues admissibles aux fins de l'aide juridique selon une entente conclue entre la Commission d'aide juridique de la Saskatchewan et la Direction des services aux tribunaux du ministère de la Justice. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
6. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office.
7. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
8. En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes approuvées peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures. Il existe seulement des données sur les affaires civiles approuvées qui ont été confiées à des avocats salariés.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 15-2

## Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile — Droit de la famille

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2006-2007	1 499		1 491	99	8	1
2007-2008	1 443		1 412	98	31	2
2008-2009	1 502		1 487	99	15	1
2009-2010	1 644		1 618	98	26	2
2010-2011	1 601		1 555	97	46	3
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2006-2007	189		133	70	56	30
2007-2008	189		136	72	53	28
2008-2009	..		..	...	..	...
2009-2010	..		..	...	..	...
2010-2011	276		198	72	78	28
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2006-2007	5 118		3 416	67	1 702	33
2007-2008	4 771		3 161	66	1 610	34
2008-2009	5 183		3 135	60	2 048	40
2009-2010	4 992		3 491	70	1 501	30
2010-2011	4 946		3 311	67	1 635	33
<b>Nouveau-Brunswick 1</b>						
2006-2007	267		100	37	167	63
2007-2008	268		71	26	197	74
2008-2009	233		57	24	176	76
2009-2010	..		..	...	..	...
2010-2011	1 901		998	52	903	48
<b>Québec</b>						
2006-2007	76 294		40 782	53	35 512	47
2007-2008	72 823		39 037	54	33 786	46
2008-2009	73 749		39 248	53	34 501	47
2009-2010	75 358		39 523	52	35 835	48
2010-2011	74 448		38 944	52	35 504	48
<b>Ontario 2</b>						
2006-2007	27 702		1 252	5	26 450	95
2007-2008	26 749		1 150	4	25 599	96
2008-2009	31 751		1 644	5	30 107	95
2009-2010	28 261		773	3	27 488	97
2010-2011	25 062		449	2	24 613	98
<b>Manitoba 3</b>						
2006-2007	6 282		3 838	61	2 444	39
2007-2008	5 690		3 420	60	2 270	40
2008-2009	5 627		3 286	58	2 341	42
2009-2010	6 110		4 023	66	2 087	34
2010-2011	5 469		3 776	69	1 693	31
<b>Saskatchewan 4</b>						
2006-2007	3 963		3 701	93	262	7
2007-2008	3 627		3 359	93	268	7
2008-2009	3 949		3 732	95	217	5
2009-2010	3 720		3 576	96	144	4
2010-2011	4 046		3 876	96	170	4
<b>Alberta</b>						
2006-2007	6 781		1 577	23	5 204	77
2007-2008	6 956		1 585	23	5 371	77
2008-2009	8 508		1 996	23	6 512	77
2009-2010	7 975		1 766	22	6 209	78
2010-2011	6 154		1 814	29	4 340	71
<b>Colombie-Britannique</b>						
2006-2007	6 827		554	8	6 273	92
2007-2008	7 238		386	5	6 852	95
2008-2009	7 434		360	5	7 074	95
2009-2010	6 168		105	2	6 063	98
2010-2011	6 082		29	0	6 053	100

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 15-2 – suite

## Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile — Droit de la famille

	Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	
<b>Yukon <sup>5</sup></b>					
2006-2007	274	262	96	12	4
2007-2008	274	260	95	14	5
2008-2009	267	261	98	6	2
2009-2010	201	194	97	7	3
2010-2011	211	207	98	4	2
<b>Territoires du Nord-Ouest <sup>6</sup></b>					
2006-2007	384	218	57	166	43
2007-2008	418	287	69	131	31
2008-2009	291	252	87	39	13
2009-2010	..	..	...	..	...
2010-2011	..	..	...	..	...
<b>Nunavut <sup>7</sup></b>					
2006-2007	139	95	68	44	32
2007-2008	..	..	...	..	...
2008-2009	215	114	53	101	47
2009-2010	102	102	100	..	...
2010-2011	..	..	...	..	...
<b>Total</b>					
2006-2007	135 719	57 419	42	78 300	58
2007-2008	130 446	54 264	42	76 182	58
2008-2009	138 709	55 572	40	83 137	60
2009-2010	134 531	55 171	41	79 360	59
2010-2011	130 196	55 157	42	75 039	58

- Le 20 avril 2009, les services d'accueil pour l'aide juridique familiale ont été élargis étant donné que la vérification de l'admissibilité à des services, qui relevait auparavant du Programme d'aide juridique familiale, a été transférée à la Commission des services d'aide juridique du Nouveau-Brunswick du ministère de la Justice et de la Consommation.
- L'Ontario compte 77 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. Les chiffres figurant au tableau 16 représentent les services sommaires de consultation juridique fournis par ces cliniques. Les services sommaires de consultation juridique assurés par le régime d'aide juridique sont inclus dans les services d'avocats nommés d'office (tableau 21).
- En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées, ce qui explique la hausse du nombre de demandes approuvées et confiées à des avocats salariés et des avocats de pratique privée.
- En 2008, toutes les affaires relevant des tribunaux de la jeunesse sont devenues admissibles aux fins de l'aide juridique selon une entente conclue entre la Commission d'aide juridique de la Saskatchewan et la Direction des services aux tribunaux du ministère de la Justice. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
- Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office.
- Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
- En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes approuvées peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures. Il existe seulement des données sur les affaires civiles approuvées qui ont été confiées à des avocats salariés.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 15-3

## Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile — Autres

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2006-2007	13		13	100	0	0
2007-2008	6		6	100	0	0
2008-2009	4		4	100	0	0
2009-2010	3		3	100	0	0
2010-2011	5		5	100	0	0
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2006-2007	.		.	...	.	...
2007-2008	.		.	...	.	...
2008-2009	.		.	...	.	...
2009-2010	.		.	...	.	...
2010-2011	.		.	...	.	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2006-2007	184		164	89	20	11
2007-2008	357		321	90	36	10
2008-2009	527		365	69	162	31
2009-2010	478		457	96	21	4
2010-2011	539		513	95	26	5
<b>Nouveau-Brunswick 1</b>						
2006-2007	0		0	0	0	0
2007-2008	0		0	0	0	0
2008-2009	0		0	0	0	0
2009-2010	..		..	...	..	...
2010-2011	0		0	0	0	0
<b>Québec</b>						
2006-2007	40 820		23 917	59	16 903	41
2007-2008	41 766		23 741	57	18 025	43
2008-2009	43 146		24 355	56	18 791	44
2009-2010	41 491		23 961	58	17 530	42
2010-2011	39 787		24 383	61	15 404	39
<b>Ontario 2</b>						
2006-2007	34 568		17 703	51	16 865	49
2007-2008	34 965		17 600	50	17 365	50
2008-2009	36 504		17 896	49	18 608	51
2009-2010	37 883		19 562	52	18 321	48
2010-2011	36 786		19 687	54	17 099	46
<b>Manitoba 3</b>						
2006-2007	.		.	...	.	...
2007-2008	.		.	...	.	...
2008-2009	.		.	...	.	...
2009-2010	.		.	...	.	...
2010-2011	.		.	...	.	...
<b>Saskatchewan 4</b>						
2006-2007	0		0	0	0	0
2007-2008	1		1	100	0	0
2008-2009	0		0	0	0	0
2009-2010	1		1	100	0	0
2010-2011	0		0	0	0	0
<b>Alberta</b>						
2006-2007	1 282		50	4	1 232	96
2007-2008	1 072		51	5	1 021	95
2008-2009	1 532		86	6	1 446	94
2009-2010	1 404		62	4	1 342	96
2010-2011	461		126	27	335	73
<b>Colombie-Britannique</b>						
2006-2007	1 012		4	0	1 008	100
2007-2008	1 192		1	0	1 191	100
2008-2009	1 464		11	1	1 453	99
2009-2010	1 237		9	1	1 228	99
2010-2011	1 476		3	0	1 473	100

Voir les notes à la fin du tableau.



Tableau 15-3 – suite

## Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée — Autres

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Yukon</b> <sup>5</sup>						
2006-2007	49		48	98	1	2
2007-2008	54		54	100	0	0
2008-2009	55		55	100	0	0
2009-2010	46		46	100	0	0
2010-2011	89		89	100	0	0
<b>Territoires du Nord-Ouest</b> <sup>6</sup>						
2006-2007	21		10	48	11	52
2007-2008	18		15	83	3	17
2008-2009	5		3	60	2	40
2009-2010	..		..	...	..	...
2010-2011	..		..	...	..	...
<b>Nunavut</b> <sup>7</sup>						
2006-2007	4		3	75	1	25
2007-2008	..		..	...	..	...
2008-2009	18		18	100	0	0
2009-2010	..		..	...	..	...
2010-2011	..		..	...	..	...
<b>Total</b>						
2006-2007	77 953		41 912	54	36 041	46
2007-2008	79 431		41 790	53	37 641	47
2008-2009	83 255		42 793	51	40 462	49
2009-2010	82 543		44 101	53	38 442	47
2010-2011	79 143		44 806	57	34 337	43

- Le 20 avril 2009, les services d'accueil pour l'aide juridique familiale ont été élargis étant donné que la vérification de l'admissibilité à des services, qui relevait auparavant du Programme d'aide juridique familiale, a été transférée à la Commission des services d'aide juridique du Nouveau-Brunswick du ministère de la Justice et de la Consommation.
- L'Ontario compte 77 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. Les chiffres figurant au tableau 16 représentent les services sommaires de consultation juridique fournis par ces cliniques. Les services sommaires de consultation juridique assurés par le régime d'aide juridique sont inclus dans les services d'avocats nommés d'office (tableau 21).
- En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées, ce qui explique la hausse du nombre de demandes approuvées et confiées à des avocats salariés et des avocats de pratique privée.
- En 2008, toutes les affaires relevant des tribunaux de la jeunesse sont devenues admissibles aux fins de l'aide juridique selon une entente conclue entre la Commission d'aide juridique de la Saskatchewan et la Direction des services aux tribunaux du ministère de la Justice. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
- Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office.
- Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
- En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes approuvées peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures. Il existe seulement des données sur les affaires civiles approuvées qui ont été confiées à des avocats salariés.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 16**  
**Demandes d'aide juridique approuvées, services sommaires**

	Total des demandes de services sommaires approuvées <sup>1</sup>		
	Total	Variation en pourcentage	Taux pour 1 000 habitants <sup>2</sup>
	nombre	pourcentage	taux
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>			
2006-2007	2 140	-11	4
2007-2008	2 250	5	4
2008-2009	2 150	-4	4
2009-2010	2 430	13	5
2010-2011	2 562	5	5
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>			
2006-2007	.	...	...
2007-2008	.	...	...
2008-2009	.	...	...
2009-2010	.	...	...
2010-2011	.	...	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>			
2006-2007	1 030	-11	1
2007-2008	935	-9	1
2008-2009	975	4	1
2009-2010	1 067	9	1
2010-2011	1 157	8	1
<b>Nouveau-Brunswick</b>			
2006-2007	.	...	...
2007-2008	.	...	...
2008-2009	.	...	...
2009-2010	.	...	...
2010-2011	.	...	...
<b>Québec</b>			
2006-2007	..	...	...
2007-2008	..	...	...
2008-2009	..	...	...
2009-2010	443	...	0
2010-2011	426	-4	0
<b>Ontario</b>			
2006-2007	130 310	0	10
2007-2008	129 724	0	10
2008-2009	134 814	4	10
2009-2010	140 179	4	11
2010-2011	135 785	-3	10
<b>Manitoba <sup>3</sup></b>			
2006-2007	18 028	-1	15
2007-2008	16 541	-8	14
2008-2009	13 958	-16	12
2009-2010	9 885	-29	8
2010-2011	9 021	-9	7
<b>Saskatchewan</b>			
2006-2007	5 236	0	5
2007-2008	4 795	-8	5
2008-2009	5 078	6	5
2009-2010	3 904	-23	4
2010-2011	2 146	-45	2
<b>Alberta</b>			
2006-2007	..	...	...
2007-2008	..	...	...
2008-2009	..	...	...
2009-2010	..	...	...
2010-2011	10 166	...	3

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 16 – suite

## Demandes d'aide juridique approuvées, services sommaires

	Total des demandes de services sommaires approuvées <sup>1</sup>		
	Total	Variation en pourcentage	Taux pour 1 000 habitants <sup>2</sup>
	nombre	pourcentage	taux
<b>Colombie-Britannique</b>			
2006-2007	.	...	...
2007-2008	.	...	...
2008-2009	.	...	...
2009-2010	.	...	...
2010-2011	.	...	...
<b>Yukon</b>			
2006-2007	86	-22	3
2007-2008	50	-42	2
2008-2009	67	34	2
2009-2010	53	-21	2
2010-2011	41	-23	1
<b>Territoires du Nord-Ouest <sup>4</sup></b>			
2006-2007	.	...	...
2007-2008	.	...	...
2008-2009	.	...	...
2009-2010	.	...	...
2010-2011	.	...	...
<b>Nunavut</b>			
2006-2007	327	276	11
2007-2008	..	...	...
2008-2009	213	...	7
2009-2010	..	...	...
2010-2011	..	...	...
<b>Total</b>			
2006-2007	157 157	0	10
2007-2008	154 295	...	9
2008-2009	157 255	...	9
2009-2010	157 961	...	6
2010-2011	161 304	...	6

1. Une demande de services sommaires approuvée a trait à la prestation de conseils ou d'information juridiques, ou à d'autres types de services juridiques sommaires assurés à un particulier sur demande écrite pendant une entrevue officielle. Seules les demandes écrites sont comptées.
2. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1<sup>er</sup> juillet : estimations intercensitaires définitives jusqu'en 2005; estimations postcensitaires définitives pour 2006 et 2007; estimations postcensitaires mises à jour pour 2008 et 2009; et estimations postcensitaires provisoires pour 2010.
3. En 2009-2010, le recul du nombre de demandes d'aide juridique approuvées pour des services sommaires au Manitoba était attribuable au retrait de la prestation de conseils à titre de service dans les bureaux de Winnipeg.
4. Les Territoires du Nord-Ouest ne font pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 17**  
**Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet**

	Total <sup>1</sup>		Inadmissibilité financière		Raisons liées à l'applicabilité		Mérite insuffisant		Non-conformité ou abus		Autres raisons <sup>2</sup>	
	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>												
2006-2007	..r	..r	..r	..r	..r	..r	..r	..r	..r	..r	..r	..r
2007-2008	..r	..r	..r	..r	..r	..r	..r	..r	..r	..r	..r	..r
2008-2009	..r	..r	..r	..r	..r	..r	..r	..r	..r	..r	..r	..r
2009-2010	..r	..r	..r	..r	..r	..r	..r	..r	..r	..r	..r	..r
2010-2011	3 203	628	20	422	13	464	14	0	0	1 689	53	
<b>Île-du-Prince-Édouard <sup>3</sup></b>												
2006-2007	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2007-2008	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2008-2009	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2009-2010	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2010-2011	285	142	50	6	2	6	2	8	3	123	43	
<b>Nouvelle-Écosse</b>												
2006-2007	2 419	1 089	45	94	4	222	9	95	4	919	38	
2007-2008	2 608	1 241	48	133	5	299	11	109	4	826	32	
2008-2009	2 674	1 400	52	158	6	199	7	75	3	842	31	
2009-2010	3 360	1 617	48	199	6	326	10	76	2	1 142	34	
2010-2011	2 641	1 318	50	179	7	318	12	127	5	699	26	
<b>Nouveau-Brunswick <sup>4</sup></b>												
2006-2007	830	..	..	..	..	..	..	..	..	830	100	
2007-2008	550	73	13	292	53	..	..	69	13	116	21	
2008-2009	556	61	11	312	56	..	..	48	9	135	24	
2009-2010	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
2010-2011	709	195	28	332	47	..	..	108	15	74	10	
<b>Québec</b>												
2006-2007	36 962	24 444	66	6 552	18	1 514	4	56	0	4 396	12	
2007-2008	37 420	25 563	68	6 362	17	1 280	3	58	0	4 157	11	
2008-2009	38 575	26 754	69	6 204	16	1 282	3	48	0	4 287	11	
2009-2010	39 778	27 625	69	6 352	16	1 280	3	46	0	4 475	11	
2010-2011	38 280	26 318	69	6 164	16	1 385	4	67	0	4 346	11	
<b>Ontario <sup>5</sup></b>												
2006-2007	44 256	22 412	51	11 194	25	..	..	..	..	10 650	24	
2007-2008	42 193	21 649	51	10 128	24	..	..	..	..	10 416	25	
2008-2009	40 980	21 836	53	9 868	24	..	..	..	..	9 276	23	
2009-2010	38 176	22 538	59	8 469	22	..	..	..	..	7 169	19	
2010-2011	25 154	14 662	58	2 111	8	..	..	..	..	8 381	33	
<b>Manitoba <sup>6</sup></b>												
2006-2007	5 025	675	13	431	9	802	16	21	0	3 096	62	
2007-2008	6 142	728	12	356	6	740	12	54	1	4 264	69	
2008-2009	6 378	724	11	321	5	874	14	60	1	4 399	69	
2009-2010	7 353	888	12	446	6	1 084	15	114	2	4 821	66	
2010-2011	8 055	1 007	13	665	8	1 213	15	159	2	5 011	62	
<b>Saskatchewan</b>												
2006-2007	1 930	1 571	81	176	9	90	5	20	1	73	4	
2007-2008	1 923	1 691	88	117	6	79	4	10	1	26	1	
2008-2009	1 254	1 080	86	88	7	51	4	13	1	22	2	
2009-2010	1 587	1 283	81	176	11	56	4	16	1	56	4	
2010-2011	1 763	940	53	287	16	164	9	92	5	280	16	
<b>Alberta <sup>7</sup></b>												
2006-2007	8 974	4 013	45	2 262	25	748	8	712	8	1 239	14	
2007-2008	8 965	3 630	40	2 402	27	713	8	867	10	1 353	15	
2008-2009	7 361	2 311	31	2 389	32	739	10	718	10	1 204	16	
2009-2010	10 051	3 171	32	3 636	36	1 094	11	599	6	1 551	15	
2010-2011	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
<b>Colombie-Britannique</b>												
2006-2007	11 175	2 866	26	4 425	40	..	..	..	..	3 884	35	
2007-2008	11 233	3 221	29	3 824	34	..	..	..	..	4 188	37	
2008-2009	12 558	3 274	26	4 568	36	..	..	..	..	4 716	38	
2009-2010	14 112	2 965	21	6 537	46	..	..	..	..	4 610	33	
2010-2011	14 201	3 168	22	6 192	44	..	..	..	..	4 841	34	
<b>Yukon</b>												
2006-2007	61	51	84	7	11	3	5	0	0	0	0	
2007-2008	67	53	79	10	15	3	4	1	1	0	0	
2008-2009	59	44	75	6	10	9	15	0	0	0	0	
2009-2010	87	79	91	5	6	3	3	0	0	0	0	
2010-2011	88	67	76	14	16	7	8	0	0	0	0	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 17 – suite

## Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet

	Total <sup>1</sup>		Inadmissibilité financière		Raisons liées à l'applicabilité		Mérite insuffisant		Non-conformité ou abus		Autres raisons <sup>2</sup>	
	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>												
2006-2007	484	130	27	33	7	46	10	230	48	45	9	
2007-2008	406	66	16	27	7	68	17	215	53	30	7	
2008-2009	264	82	31	28	11	78	30	55	21	21	8	
2009-2010	..	..	...	..	...	..	...	..	...	..	...	
2010-2011	..	..	...	..	...	..	...	..	...	..	...	
<b>Nunavut <sup>8</sup></b>												
2006-2007	46	15	33	27	59	4	9	0	0	0	0	
2007-2008	..	..	...	..	...	..	...	..	...	..	...	
2008-2009	38	4	11	0	0	34	89	0	0	0	0	
2009-2010	20	4	20	4	20	0	0	11	55	1	5	
2010-2011	..	..	...	..	...	..	...	..	...	..	...	
<b>Total</b>												
2006-2007	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	
2007-2008	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	
2008-2009	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	
2009-2010	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	
2010-2011	94 379	48 445	51	16 372	17	3 557	4	561	1	25 444	27	

- Le nombre de demandes rejetées ne comprend pas les cas où les services ont été refusés au moment de l'application de mesures de présélection. Les régimes d'aide juridique font une certaine présélection des demandeurs avant la présentation d'une demande.
- Parmi les autres raisons de refus, il peut y avoir l'annulation ou l'abandon par le client, l'annulation de la couverture ou la présentation d'une demande en double.
- La catégorie « Autres raisons » comprend les demandes considérées comme retirées après la première étape du processus écrit. Les demandes sont considérées comme retirées lorsque les demandeurs ne se présentent pas à des rendez-vous ultérieurs ou ne fournissent pas la documentation nécessaire aux fins de l'admissibilité dans les 30 jours ou dans un délai supplémentaire pouvant être accordé.
- Le 20 avril 2009, les services d'accueil pour l'aide juridique familiale ont été élargis étant donné que la vérification de l'admissibilité à des services, qui relevait auparavant du Programme d'aide juridique familiale, a été transférée à la Commission des services d'aide juridique du Nouveau-Brunswick du ministère de la Justice et de la Consommation.
- L'Ontario compte 77 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2010-2011, ces cliniques étaient responsables de 83 % des demandes rejetées en raison de l'inadmissibilité financière. À partir de 2005-2006, les chiffres ayant trait au mérite insuffisant sont inclus dans les raisons liées à l'applicabilité.
- En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
- L'Alberta ne refuse plus les demandeurs en raison de changements apportés à la prestation de services en 2010-2011. Toutefois, les services offerts dépendent de critères financiers et d'autre nature.
- En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes rejetées peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 18-1

Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Total<sup>1</sup>

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2006-2007	.. <sup>r</sup>	1 392	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>
2007-2008	.. <sup>r</sup>	1 186	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>
2008-2009	.. <sup>r</sup>	1 167	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>
2009-2010	.. <sup>r</sup>	1 368	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>
2010-2011	3 203	1 418	44		1 785	56
<b>Île-du-Prince-Édouard<sup>2</sup></b>						
2006-2007	..	..	...	..	..	...
2007-2008	..	..	...	..	..	...
2008-2009	..	..	...	..	..	...
2009-2010	..	..	...	..	..	...
2010-2011	285	117	41		168	59
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2006-2007	2 419	1 183	49		1 236	51
2007-2008	2 608	1 309	50		1 299	50
2008-2009	2 674	1 304	49		1 370	51
2009-2010	3 360	1 664	50		1 696	50
2010-2011	2 641	1 201	45		1 440	55
<b>Nouveau-Brunswick<sup>3</sup></b>						
2006-2007	830	715	86		115	14
2007-2008	550	478	87		72	13
2008-2009	556	491	88		65	12
2009-2010	..	..	...		..	...
2010-2011	709	457	64		252	36
<b>Québec</b>						
2006-2007	36 962	16 254	44		20 708	56
2007-2008	37 420	17 687	47		19 733	53
2008-2009	38 575	18 149	47		20 426	53
2009-2010	39 778	19 257	48		20 521	52
2010-2011	38 280	17 899	47		20 381	53
<b>Ontario<sup>4</sup></b>						
2006-2007	44 256	.	...		.	...
2007-2008	42 193	.	...		.	...
2008-2009	40 980	.	...		.	...
2009-2010	38 176	.	...		.	...
2010-2011	25 154	.	...		.	...
<b>Manitoba<sup>5</sup></b>						
2006-2007	5 025	2 687	53		2 338	47
2007-2008	6 142	3 753	61		2 389	39
2008-2009	6 378	3 972	62		2 406	38
2009-2010	7 353	4 643	63		2 710	37
2010-2011	8 055	4 976	62		3 079	38
<b>Saskatchewan</b>						
2006-2007	1 930	1 453	75		477	25
2007-2008	1 923	1 531	80		392	20
2008-2009	1 254	834	67		420	33
2009-2010	1 587	1 125	71		462	29
2010-2011	1 763	1 244	71		519	29
<b>Alberta<sup>6</sup></b>						
2006-2007	8 974	5 431	61		3 543	39
2007-2008	8 965	5 434	61		3 531	39
2008-2009	7 361	4 250	58		3 111	42
2009-2010	10 051	5 565	55		4 486	45
2010-2011	..	..	...		..	...
<b>Colombie-Britannique</b>						
2006-2007	11 175	6 422	57		4 753	43
2007-2008	11 233	6 447	57		4 786	43
2008-2009	12 558	6 409	51		6 149	49
2009-2010	14 112	7 648	54		6 464	46
2010-2011	14 201	7 634	54		6 567	46

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 18-1 – suite

Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Total<sup>1</sup>

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage
<b>Yukon</b>						
2006-2007	61	20	12	20	49	80
2007-2008	67	28	19	28	48	72
2008-2009	59	25	15	25	44	75
2009-2010	87	41	36	41	51	59
2010-2011	88	33	29	33	59	67
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>						
2006-2007	484	25	119	25	365	75
2007-2008	406	32	128	32	278	68
2008-2009	264	35	93	35	171	65
2009-2010	..	...	..	...	..	...
2010-2011	..	...	..	...	..	...
<b>Nunavut 7</b>						
2006-2007	46	2	1	2	45	98
2007-2008	..	...	..	...	..	...
2008-2009	38	0	0	0	38	100
2009-2010	20	0	0	0	20	100
2010-2011	..	...	..	...	..	...
<b>Total</b>						
2006-2007	.. <sup>r</sup>	...	..	...	..	...
2007-2008	.. <sup>r</sup>	...	..	...	..	...
2008-2009	.. <sup>r</sup>	...	..	...	..	...
2009-2010	.. <sup>r</sup>	...	..	...	..	...
2010-2011	94 379	...	..	...	..	...

1. Le nombre de demandes rejetées ne comprend pas les cas où les services ont été refusés au moment de l'application de mesures de présélection. Les régimes d'aide juridique font une certaine présélection des demandeurs avant la présentation d'une demande.
2. La catégorie « Autres raisons » comprend les demandes considérées comme retirées après la première étape du processus écrit. Les demandes sont considérées comme retirées lorsque les demandeurs ne se présentent pas à des rendez-vous ultérieurs ou ne fournissent pas la documentation nécessaire aux fins de l'admissibilité dans les 30 jours ou dans un délai supplémentaire pouvant être accordé.
3. Le 20 avril 2009, les services d'accueil pour l'aide juridique familiale ont été élargis étant donné que la vérification de l'admissibilité à des services, qui relevait auparavant du Programme d'aide juridique familiale, a été transférée à la Commission des services d'aide juridique du Nouveau-Brunswick du ministère de la Justice et de la Consommation.
4. L'Ontario compte 77 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2010-2011, ces cliniques étaient responsables de 83 % des demandes rejetées en raison de l'inadmissibilité financière. À partir de 2005-2006, les chiffres ayant trait au mérite insuffisant sont inclus dans les raisons liées à l'applicabilité.
5. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
6. L'Alberta ne refuse plus les demandeurs en raison de changements apportés à la prestation de services en 2010-2011. Toutefois, les services offerts dépendent de critères financiers et d'autre nature.
7. En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes rejetées peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 18-2

## Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Inadmissibilité financière

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2006-2007	.. <sup>r</sup>	221	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>
2007-2008	.. <sup>r</sup>	249	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>
2008-2009	.. <sup>r</sup>	233	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>
2009-2010	.. <sup>r</sup>	324	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>
2010-2011	628	321	51	.. <sup>r</sup>	307	49
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2006-2007	..	..	...	..	..	...
2007-2008	..	..	...	..	..	...
2008-2009	..	..	...	..	..	...
2009-2010	..	..	...	..	..	...
2010-2011	142	109	77	..	33	23
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2006-2007	1 089	383	35	..	706	65
2007-2008	1 241	463	37	..	778	63
2008-2009	1 400	517	37	..	883	63
2009-2010	1 617	592	37	1 025	63	63
2010-2011	1 318	496	38	..	822	62
<b>Nouveau-Brunswick <sup>1</sup></b>						
2006-2007	..	..	...	..	..	...
2007-2008	73	57	78	..	16	22
2008-2009	61	55	90	..	6	10
2009-2010	..	..	...	..	..	...
2010-2011	195	69	35	..	126	65
<b>Québec</b>						
2006-2007	24 444	12 235	50	12 209	50	50
2007-2008	25 563	13 782	54	11 781	46	46
2008-2009	26 754	14 221	53	12 533	47	47
2009-2010	27 625	14 948	54	12 677	46	46
2010-2011	26 318	13 832	53	12 486	47	47
<b>Ontario <sup>2</sup></b>						
2006-2007	22 412	.	...	.	.	...
2007-2008	21 649	.	...	.	.	...
2008-2009	21 836	.	...	.	.	...
2009-2010	22 538	.	...	.	.	...
2010-2011	14 662	.	...	.	.	...
<b>Manitoba <sup>3</sup></b>						
2006-2007	675	341	51	334	49	49
2007-2008	728	378	52	350	48	48
2008-2009	724	360	50	364	50	50
2009-2010	888	434	49	454	51	51
2010-2011	1 007	493	49	514	51	51
<b>Saskatchewan</b>						
2006-2007	1 571	1 191	76	380	24	24
2007-2008	1 691	1 371	81	320	19	19
2008-2009	1 080	713	66	367	34	34
2009-2010	1 283	887	69	396	31	31
2010-2011	940	622	66	318	34	34
<b>Alberta <sup>4</sup></b>						
2006-2007	4 013	2 426	60	1 587	40	40
2007-2008	3 630	2 278	63	1 352	37	37
2008-2009	2 311	1 362	59	949	41	41
2009-2010	3 171	1 726	54	1 445	46	46
2010-2011	..	..	...	..	..	...
<b>Colombie-Britannique</b>						
2006-2007	2 866	1 570	55	1 296	45	45
2007-2008	3 221	1 722	53	1 499	47	47
2008-2009	3 274	1 559	48	1 715	52	52
2009-2010	2 965	1 473	50	1 492	50	50
2010-2011	3 168	1 635	52	1 533	48	48

Voir les notes à la fin du tableau.



Tableau 18-2 – suite

## Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Inadmissibilité financière

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Yukon</b>						
2006-2007	51		18		42	82
2007-2008	53		30		37	70
2008-2009	44		30		31	70
2009-2010	79		38		49	62
2010-2011	67		39		41	61
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>						
2006-2007	130		34		86	66
2007-2008	66		32		45	68
2008-2009	82		39		50	61
2009-2010	..	..	...	..	..	...
2010-2011	..	..	...	..	..	...
<b>Nunavut<sup>5</sup></b>						
2006-2007	15		0		15	100
2007-2008	..	..	...	..	..	...
2008-2009	4		0		4	100
2009-2010	4		0		4	100
2010-2011	..	..	...	..	..	...
<b>Total</b>						
2006-2007	.. <sup>r</sup>	...	...	...	...	...
2007-2008	.. <sup>r</sup>	...	...	...	...	...
2008-2009	.. <sup>r</sup>	...	...	...	...	...
2009-2010	.. <sup>r</sup>	...	...	...	...	...
2010-2011	48 445	...	...	...	...	...

1. Le 20 avril 2009, les services d'accueil pour l'aide juridique familiale ont été élargis étant donné que la vérification de l'admissibilité à des services, qui relevait auparavant du Programme d'aide juridique familiale, a été transférée à la Commission des services d'aide juridique du Nouveau-Brunswick du ministère de la Justice et de la Consommation.
2. L'Ontario compte 77 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2010-2011, ces cliniques étaient responsables de 83 % des demandes rejetées en raison de l'inadmissibilité financière. À partir de 2005-2006, les chiffres ayant trait au mérite insuffisant sont inclus dans les raisons liées à l'applicabilité.
3. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
4. L'Alberta ne refuse plus les demandeurs en raison de changements apportés à la prestation de services en 2010-2011. Toutefois, les services offerts dépendent de critères financiers et d'autre nature.
5. En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes rejetées peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 18-3

## Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Raisons liées à l'applicabilité

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2006-2007	.. <sup>r</sup>	0	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>
2007-2008	.. <sup>r</sup>	0	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>
2008-2009	.. <sup>r</sup>	0	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>
2009-2010	.. <sup>r</sup>	129	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>
2010-2011	422	105	25	.. <sup>r</sup>	317	75
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2006-2007	..	.	...	..	..	...
2007-2008	..	.	...	..	..	...
2008-2009	..	.	...	..	..	...
2009-2010	..	.	...	..	..	...
2010-2011	6	.	...	..	6	100
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2006-2007	94	57	61	..	37	39
2007-2008	133	63	47	..	70	53
2008-2009	158	66	42	..	92	58
2009-2010	199	55	28	..	144	72
2010-2011	179	56	31	..	123	69
<b>Nouveau-Brunswick<sup>1</sup></b>						
2006-2007	..	..	...	..	..	...
2007-2008	292	268	92	..	24	8
2008-2009	312	297	95	..	15	5
2009-2010	..	..	...	..	..	...
2010-2011	332	254	77	..	78	23
<b>Québec</b>						
2006-2007	6 552	2 965	45	..	3 587	55
2007-2008	6 362	2 974	47	..	3 388	53
2008-2009	6 204	2 826	46	..	3 378	54
2009-2010	6 352	3 078	48	..	3 274	52
2010-2011	6 164	2 828	46	..	3 336	54
<b>Ontario<sup>2</sup></b>						
2006-2007	11 194	..	...	..	..	...
2007-2008	10 128	..	...	..	..	...
2008-2009	9 868	..	...	..	..	...
2009-2010	8 469	..	...	..	..	...
2010-2011	2 111	..	...	..	..	...
<b>Manitoba<sup>3</sup></b>						
2006-2007	431	175	41	..	256	59
2007-2008	356	139	39	..	217	61
2008-2009	321	200	62	..	121	38
2009-2010	446	350	78	..	96	22
2010-2011	665	437	66	..	228	34
<b>Saskatchewan</b>						
2006-2007	176	166	94	..	10	6
2007-2008	117	109	93	..	8	7
2008-2009	88	77	88	..	11	13
2009-2010	176	167	95	..	9	5
2010-2011	287	277	97	..	10	3
<b>Alberta<sup>4</sup></b>						
2006-2007	2 262	1 749	77	..	513	23
2007-2008	2 402	1 853	77	..	549	23
2008-2009	2 389	1 821	76	..	568	24
2009-2010	3 636	2 795	77	..	841	23
2010-2011	..	..	...	..	..	...
<b>Colombie-Britannique</b>						
2006-2007	4 425	2 360	53	..	2 065	47
2007-2008	3 824	2 207	58	..	1 617	42
2008-2009	4 568	2 242	49	..	2 326	51
2009-2010	6 537	3 440	53	..	3 097	47
2010-2011	6 192	3 037	49	..	3 155	51

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 18-3 – suite

## Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Raisons liées à l'applicabilité

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Yukon</b>						
2006-2007	7		3	43	4	57
2007-2008	10		3	30	7	70
2008-2009	6		1	17	5	83
2009-2010	5		4	80	1	20
2010-2011	14		3	21	11	79
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>						
2006-2007	33		3	9	30	91
2007-2008	27		9	33	18	67
2008-2009	28		7	25	21	75
2009-2010	..		..	...	..	...
2010-2011	..		..	...	..	...
<b>Nunavut 5</b>						
2006-2007	27		0	0	27	100
2007-2008	..		..	...	..	...
2008-2009	0		0	0	0	0
2009-2010	4		0	0	4	100
2010-2011	..		..	...	..	...
<b>Total</b>						
2006-2007	.. r		...	...	...	...
2007-2008	.. r		...	...	...	...
2008-2009	.. r		...	...	...	...
2009-2010	.. r		...	...	...	...
2010-2011	16 372		...	...	...	...

1. Le 20 avril 2009, les services d'accueil pour l'aide juridique familiale ont été élargis étant donné que la vérification de l'admissibilité à des services, qui relevait auparavant du Programme d'aide juridique familiale, a été transférée à la Commission des services d'aide juridique du Nouveau-Brunswick du ministère de la Justice et de la Consommation.
2. L'Ontario compte 77 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2010-2011, ces cliniques étaient responsables de 83 % des demandes rejetées en raison de l'inadmissibilité financière. À partir de 2005-2006, les chiffres ayant trait au mérite insuffisant sont inclus dans les raisons liées à l'applicabilité.
3. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
4. L'Alberta ne refuse plus les demandeurs en raison de changements apportés à la prestation de services en 2010-2011. Toutefois, les services offerts dépendent de critères financiers et d'autre nature.
5. En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes rejetées peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 18-4

## Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Mérite insuffisant

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2006-2007	.. <sup>r</sup>	41	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>
2007-2008	.. <sup>r</sup>	46	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>
2008-2009	.. <sup>r</sup>	20	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>
2009-2010	.. <sup>r</sup>	41	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>
2010-2011	464	71	15	.. <sup>r</sup>	393	85
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2006-2007	..	.	...	..	..	...
2007-2008	..	.	...	..	..	...
2008-2009	..	.	...	..	..	...
2009-2010	..	.	...	..	..	...
2010-2011	6	.	...	..	6	100
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2006-2007	222	115	52	107	48	
2007-2008	299	168	56	131	44	
2008-2009	199	117	59	82	41	
2009-2010	326	200	61	126	39	
2010-2011	318	182	57	136	43	
<b>Nouveau-Brunswick<sup>1</sup></b>						
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
2009-2010	.	.	...	.	.	...
2010-2011	.	.	...	.	.	...
<b>Québec</b>						
2006-2007	1 514	62	4	1 452	96	
2007-2008	1 280	49	4	1 231	96	
2008-2009	1 282	56	4	1 226	96	
2009-2010	1 280	55	4	1 225	96	
2010-2011	1 385	48	3	1 337	97	
<b>Ontario<sup>2</sup></b>						
2006-2007	..	.	...	.	.	...
2007-2008	..	.	...	.	.	...
2008-2009	..	.	...	.	.	...
2009-2010	..	.	...	.	.	...
2010-2011	..	.	...	.	.	...
<b>Manitoba<sup>3</sup></b>						
2006-2007	802	54	7	748	93	
2007-2008	740	43	6	697	94	
2008-2009	874	28	3	846	97	
2009-2010	1 084	48	4	1 036	96	
2010-2011	1 213	95	8	1 118	92	
<b>Saskatchewan</b>						
2006-2007	90	35	39	55	61	
2007-2008	79	19	24	60	76	
2008-2009	51	17	33	34	67	
2009-2010	56	16	29	40	71	
2010-2011	164	75	46	89	54	
<b>Alberta<sup>4</sup></b>						
2006-2007	748	185	25	563	75	
2007-2008	713	157	22	556	78	
2008-2009	739	121	16	618	84	
2009-2010	1 094	137	13	957	87	
2010-2011	..	..	...	..	..	...
<b>Colombie-Britannique</b>						
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
2009-2010	.	.	...	.	.	...
2010-2011	.	.	...	.	.	...

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 18-4 – suite

## Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Mérite insuffisant

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Yukon</b>						
2006-2007	3		0	0	3	100
2007-2008	3		0	0	3	100
2008-2009	9		1	11	8	89
2009-2010	3		2	67	1	33
2010-2011	7		0	0	7	100
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>						
2006-2007	46		13	28	33	72
2007-2008	68		15	22	53	78
2008-2009	78		16	21	62	79
2009-2010	..		..	..	..	..
2010-2011	..		..	..	..	..
<b>Nunavut<sup>5</sup></b>						
2006-2007	4		1	25	3	75
2007-2008	..		..	..	..	..
2008-2009	34		0	0	34	100
2009-2010	0		0	0	0	0
2010-2011	..		..	..	..	..
<b>Total</b>						
2006-2007	.. <sup>r</sup>		..	..	..	..
2007-2008	.. <sup>r</sup>		..	..	..	..
2008-2009	.. <sup>r</sup>		..	..	..	..
2009-2010	.. <sup>r</sup>		..	..	..	..
2010-2011	3 557		..	..	..	..

1. Le 20 avril 2009, les services d'accueil pour l'aide juridique familiale ont été élargis étant donné que la vérification de l'admissibilité à des services, qui relevait auparavant du Programme d'aide juridique familiale, a été transférée à la Commission des services d'aide juridique du Nouveau-Brunswick du ministère de la Justice et de la Consommation.
2. L'Ontario compte 77 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2010-2011, ces cliniques étaient responsables de 83 % des demandes rejetées en raison de l'inadmissibilité financière. À partir de 2005-2006, les chiffres ayant trait au mérite insuffisant sont inclus dans les raisons liées à l'applicabilité.
3. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
4. L'Alberta ne refuse plus les demandeurs en raison de changements apportés à la prestation de services en 2010-2011. Toutefois, les services offerts dépendent de critères financiers et d'autre nature.
5. En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes rejetées peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 18-5

## Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Non-conformité ou abus

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2006-2007	.. <sup>r</sup>	0	.. <sup>r</sup>	0	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>
2007-2008	.. <sup>r</sup>	0	.. <sup>r</sup>	0	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>
2008-2009	.. <sup>r</sup>	0	.. <sup>r</sup>	0	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>
2009-2010	.. <sup>r</sup>	0	.. <sup>r</sup>	0	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>
2010-2011	0	0	0	0	0	0
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2006-2007	..	..	...	..	..	...
2007-2008	..	..	...	..	..	...
2008-2009	..	..	...	..	..	...
2009-2010	..	..	...	..	..	...
2010-2011	8	8	100	8	..	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2006-2007	95	53	56	42	44	
2007-2008	109	104	95	5	5	
2008-2009	75	62	83	13	17	
2009-2010	76	58	76	18	24	
2010-2011	127	75	59	52	41	
<b>Nouveau-Brunswick<sup>1</sup></b>						
2006-2007	..	..	...	..	..	...
2007-2008	69	69	100	..	..	
2008-2009	48	47	98	1	2	
2009-2010	..	..	...	..	..	
2010-2011	108	85	79	23	21	
<b>Québec</b>						
2006-2007	56	1	2	55	98	
2007-2008	58	4	7	54	93	
2008-2009	48	1	2	47	98	
2009-2010	46	6	13	40	87	
2010-2011	67	7	10	60	90	
<b>Ontario<sup>2</sup></b>						
2006-2007	..	..	...	..	..	
2007-2008	..	..	...	..	..	
2008-2009	..	..	...	..	..	
2009-2010	..	..	...	..	..	
2010-2011	..	..	...	..	..	
<b>Manitoba<sup>3</sup></b>						
2006-2007	21	7	33	14	67	
2007-2008	54	29	54	25	46	
2008-2009	60	29	48	31	52	
2009-2010	114	63	55	51	45	
2010-2011	159	75	47	84	53	
<b>Saskatchewan</b>						
2006-2007	20	15	75	5	25	
2007-2008	10	9	90	1	10	
2008-2009	13	10	77	3	23	
2009-2010	16	10	63	6	38	
2010-2011	92	74	80	18	20	
<b>Alberta<sup>4</sup></b>						
2006-2007	712	417	59	295	41	
2007-2008	867	514	59	353	41	
2008-2009	718	407	57	311	43	
2009-2010	599	311	52	288	48	
2010-2011	..	..	...	..	..	
<b>Colombie-Britannique</b>						
2006-2007	..	..	...	..	..	
2007-2008	..	..	...	..	..	
2008-2009	..	..	...	..	..	
2009-2010	..	..	...	..	..	
2010-2011	..	..	...	..	..	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 18-5 – suite

## Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Non-conformité ou abus

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage
<b>Yukon</b>						
2006-2007	0	0	0	0	0	0
2007-2008	1	0	0	0	1	100
2008-2009	0	0	0	0	0	0
2009-2010	0	0	0	0	0	0
2010-2011	0	0	0	0	0	0
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>						
2006-2007	230	50	22	22	180	78
2007-2008	215	55	26	26	160	74
2008-2009	55	17	31	31	38	69
2009-2010	..	..	..	..	..	..
2010-2011	..	..	..	..	..	..
<b>Nunavut<sup>5</sup></b>						
2006-2007	0	0	0	0	0	0
2007-2008	..	..	..	..	..	..
2008-2009	0	0	0	0	0	0
2009-2010	11	0	0	0	11	100
2010-2011	..	..	..	..	..	..
<b>Total</b>						
2006-2007	.. <sup>r</sup>	..	..	..	..	..
2007-2008	.. <sup>r</sup>	..	..	..	..	..
2008-2009	.. <sup>r</sup>	..	..	..	..	..
2009-2010	.. <sup>r</sup>	..	..	..	..	..
2010-2011	561	..	..	..	..	..

1. Le 20 avril 2009, les services d'accueil pour l'aide juridique familiale ont été élargis étant donné que la vérification de l'admissibilité à des services, qui relevait auparavant du Programme d'aide juridique familiale, a été transférée à la Commission des services d'aide juridique du Nouveau-Brunswick du ministère de la Justice et de la Consommation.
2. L'Ontario compte 77 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2010-2011, ces cliniques étaient responsables de 83 % des demandes rejetées en raison de l'inadmissibilité financière. À partir de 2005-2006, les chiffres ayant trait au mérite insuffisant sont inclus dans les raisons liées à l'applicabilité.
3. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
4. L'Alberta ne refuse plus les demandeurs en raison de changements apportés à la prestation de services en 2010-2011. Toutefois, les services offerts dépendent de critères financiers et d'autre nature.
5. En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes rejetées peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 18-6

Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Autres raisons<sup>1</sup>

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2006-2007	.. <sup>r</sup>	1 130	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>
2007-2008	.. <sup>r</sup>	891	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>
2008-2009	.. <sup>r</sup>	914	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>
2009-2010	.. <sup>r</sup>	874	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>	.. <sup>r</sup>
2010-2011	1 689	921	55	768	45	
<b>Île-du-Prince-Édouard<sup>2</sup></b>						
2006-2007	..	.	...	..	..	...
2007-2008	..	.	...	..	..	...
2008-2009	..	.	...	..	..	...
2009-2010	..	.	...	..	..	...
2010-2011	123	.	...	123	100	
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2006-2007	919	575	63	344	37	
2007-2008	826	511	62	315	38	
2008-2009	842	542	64	300	36	
2009-2010	1 142	759	66	383	34	
2010-2011	699	392	56	307	44	
<b>Nouveau-Brunswick<sup>3</sup></b>						
2006-2007	830	715	86	115	14	
2007-2008	116	84	72	32	28	
2008-2009	135	92	68	43	32	
2009-2010	..	..	...	..	..	...
2010-2011	74	49	66	25	34	
<b>Québec</b>						
2006-2007	4 396	991	23	3 405	77	
2007-2008	4 157	878	21	3 279	79	
2008-2009	4 287	1 045	24	3 242	76	
2009-2010	4 475	1 170	26	3 305	74	
2010-2011	4 346	1 184	27	3 162	73	
<b>Ontario<sup>4</sup></b>						
2006-2007	10 650	..	...	..	..	...
2007-2008	10 416	..	...	..	..	...
2008-2009	9 276	..	...	..	..	...
2009-2010	7 169	..	...	..	..	...
2010-2011	8 381	..	...	..	..	...
<b>Manitoba<sup>5</sup></b>						
2006-2007	3 096	2 110	68	986	32	
2007-2008	4 264	3 164	74	1 100	26	
2008-2009	4 399	3 355	76	1 044	24	
2009-2010	4 821	3 748	78	1 073	22	
2010-2011	5 011	3 876	77	1 135	23	
<b>Saskatchewan</b>						
2006-2007	73	46	63	27	37	
2007-2008	26	23	88	3	12	
2008-2009	22	17	77	5	23	
2009-2010	56	45	80	11	20	
2010-2011	280	196	70	84	30	
<b>Alberta<sup>6</sup></b>						
2006-2007	1 239	654	53	585	47	
2007-2008	1 353	632	47	721	53	
2008-2009	1 204	539	45	665	55	
2009-2010	1 551	596	38	955	62	
2010-2011	..	..	...	..	..	...
<b>Colombie-Britannique</b>						
2006-2007	3 884	2 492	64	1 392	36	
2007-2008	4 188	2 518	60	1 670	40	
2008-2009	4 716	2 608	55	2 108	45	
2009-2010	4 610	2 735	59	1 875	41	
2010-2011	4 841	2 962	61	1 879	39	

Voir les notes à la fin du tableau.



Tableau 18-6 – suite

Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Autres raisons<sup>1</sup>

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage
<b>Yukon</b>						
2006-2007	0	0	0	0	0	0
2007-2008	0	0	0	0	0	0
2008-2009	0	0	0	0	0	0
2009-2010	0	0	0	0	0	0
2010-2011	0	0	0	0	0	0
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>						
2006-2007	45	9	20	36	80	
2007-2008	30	28	93	2	7	
2008-2009	21	21	100	0	0	
2009-2010	..	..	..	..	..	
2010-2011	..	..	..	..	..	
<b>Nunavut 7</b>						
2006-2007	0	0	0	0	0	
2007-2008	..	..	..	..	..	
2008-2009	0	0	0	0	0	
2009-2010	1	0	0	1	100	
2010-2011	..	..	..	..	..	
<b>Total</b>						
2006-2007	.. r	..	..	..	..	
2007-2008	.. r	..	..	..	..	
2008-2009	.. r	..	..	..	..	
2009-2010	.. r	..	..	..	..	
2010-2011	25 444	..	..	..	..	

1. Parmi les autres raisons de refus, il peut y avoir l'annulation ou l'abandon par le client, l'annulation de la couverture ou la présentation d'une demande en double.
2. La catégorie « Autres raisons » comprend les demandes considérées comme retirées après la première étape du processus écrit. Les demandes sont considérées comme retirées lorsque les demandeurs ne se présentent pas à des rendez-vous ultérieurs ou ne fournissent pas la documentation nécessaire aux fins de l'admissibilité dans les 30 jours ou dans un délai supplémentaire pouvant être accordé.
3. Le 20 avril 2009, les services d'accueil pour l'aide juridique familiale ont été élargis étant donné que la vérification de l'admissibilité à des services, qui relevait auparavant du Programme d'aide juridique familiale, a été transférée à la Commission des services d'aide juridique du Nouveau-Brunswick du ministère de la Justice et de la Consommation.
4. L'Ontario compte 77 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2010-2011, ces cliniques étaient responsables de 83 % des demandes rejetées en raison de l'inadmissibilité financière. À partir de 2005-2006, les chiffres ayant trait au mérite insuffisant sont inclus dans les raisons liées à l'applicabilité.
5. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
6. L'Alberta ne refuse plus les demandeurs en raison de changements apportés à la prestation de services en 2010-2011. Toutefois, les services offerts dépendent de critères financiers et d'autre nature.
7. En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes rejetées peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 19-1**  
**Effectifs des régimes d'aide juridique au 31 mars — Total**

	Total		Avocats		Non-avocats	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2006-2007	88		46	52	42	48
2007-2008	106		52	49	54	51
2008-2009	118		53	45	65	55
2009-2010	157		59	38	98	62
2010-2011	143		56	39	87	61
<b>Île-du-Prince-Édouard <sup>1</sup></b>						
2006-2007	14		8	57	6	43
2007-2008	14		8	57	6	43
2008-2009	..		..	...	..	...
2009-2010	..		..	...	..	...
2010-2011	15		9	60	6	40
<b>Nouvelle-Écosse <sup>2</sup></b>						
2006-2007	149		82	55	67	45
2007-2008	156		81	52	75	48
2008-2009	154		82	53	72	47
2009-2010	158		87	55	71	45
2010-2011	160		90	56	70	44
<b>Nouveau-Brunswick</b>						
2006-2007	55		31	56	24	44
2007-2008	60		33	55	27	45
2008-2009	52		23	44	29	56
2009-2010	..		..	...	..	...
2010-2011	53		27	51	26	49
<b>Québec</b>						
2006-2007	835		347	42	488	58
2007-2008	835		348	42	487	58
2008-2009	826		348	42	478	58
2009-2010	854		362	42	492	58
2010-2011	866		368	42	498	58
<b>Ontario <sup>3</sup></b>						
2006-2007	1 333		494	37	839	63
2007-2008	1 402		524	37	878	63
2008-2009	1 427		519	36	908	64
2009-2010	1 351		535	40	816	60
2010-2011	1 383		543	39	840	61
<b>Manitoba</b>						
2006-2007	171		66	39	105	61
2007-2008	165		63	38	102	62
2008-2009	179		70	39	109	61
2009-2010	175		68	39	107	61
2010-2011	167		65	39	102	61
<b>Saskatchewan</b>						
2006-2007	149		77	52	72	48
2007-2008	155		77	50	78	50
2008-2009	161		84	52	77	48
2009-2010	167		92	55	75	45
2010-2011	164		88	54	76	46
<b>Alberta</b>						
2006-2007	253		69	27	184	73
2007-2008	277		78	28	199	72
2008-2009	328		115	35	213	65
2009-2010	308		90	29	218	71
2010-2011	291		96	33	195	67
<b>Colombie-Britannique</b>						
2006-2007	180		39	22	141	78
2007-2008	213		27	13	186	87
2008-2009	226		29	13	197	87
2009-2010	199 <sup>r</sup>		27 <sup>r</sup>	14 <sup>r</sup>	172 <sup>r</sup>	86 <sup>r</sup>
2010-2011	142		16	11	126	89

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 19-1 – suite

## Effectifs des régimes d'aide juridique au 31 mars — Total

	Total		Avocats		Non-avocats	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Yukon</b>						
2006-2007	15		8	53	7	47
2007-2008	14		8	57	6	43
2008-2009	14		8	57	6	43
2009-2010	14		8	57	6	43
2010-2011	15		9	60	6	40
<b>Territoires du Nord-Ouest 4</b>						
2006-2007	28		9	32	19	68
2007-2008	27		11	41	16	59
2008-2009	27		10	37	17	63
2009-2010	29		10	34	19	66
2010-2011	27		12	44	15	56
<b>Nunavut 5</b>						
2006-2007	..		..	...	..	...
2007-2008	..		..	...	..	...
2008-2009	18		10	56	8	44
2009-2010	48		16	33	32	67
2010-2011	..		..	...	..	...
<b>Total</b>						
2006-2007	3 270		1 276	39	1 994	61
2007-2008	3 424		1 310	38	2 114	62
2008-2009	3 530		1 351	38	2 179	62
2009-2010	3 460 <sup>r</sup>		1 354 <sup>r</sup>	39	2 106 <sup>r</sup>	61
2010-2011	3 426		1 379	40	2 047	60

1. Il s'agit du nombre de postes à temps plein. Le personnel à temps partiel n'est employé que pour remplacer temporairement les employés occupant des postes permanents. Parmi les neuf professionnels salariés qui assurent des services directs figure le directeur du régime d'aide juridique, qui fournit certains services directs aux clients.
2. Par le passé, les coordonnateurs de la recherche et les stagiaires en droit étaient consignés dans la catégorie « Professionnels salariés qui assurent des services directs : non-avocats ». Pour l'exercice 2010-2011, ils ont été classés sous « Autres employés : non-avocats ».
3. L'Ontario compte 77 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2010-2011, ces cliniques comptaient 42 % de l'effectif des régimes d'aide juridique, incluant 49 % des avocats et 38 % des non-avocats.
4. Comprend les travailleurs auprès des tribunaux qui sont des employés de la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest.
5. En 2008-2009, le nombre de non-avocats peut avoir été sous-déclaré. En 2009-2010, le nombre d'avocats et le nombre de non-avocats ont augmenté afin d'aider à régler le volume d'affaires traitées par la Cour de justice du Nunavut.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 19-2**  
**Effectifs des régimes d'aide juridique au 31 mars — Professionnels salariés qui assurent des services directs**

	Total		Avocats		Non-avocats	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2006-2007	73	46	63		27	37
2007-2008	86	52	60		34	40
2008-2009	98	53	54		45	46
2009-2010	138	59	43		79	57
2010-2011	137	54	39		83	61
<b>Île-du-Prince-Édouard <sup>1</sup></b>						
2006-2007	12	7	58		5	42
2007-2008	12	7	58		5	42
2008-2009	..	..	...		..	...
2009-2010	..	..	...		..	...
2010-2011	15	9	60		6	40
<b>Nouvelle-Écosse <sup>2</sup></b>						
2006-2007	138	80	58		58	42
2007-2008	145	78	54		67	46
2008-2009	142	78	55		64	45
2009-2010	148	84	57		64	43
2010-2011	145	86	59		59	41
<b>Nouveau-Brunswick</b>						
2006-2007	54	30	56		24	44
2007-2008	52	31	60		21	40
2008-2009	42	22	52		20	48
2009-2010	..	..	...		..	...
2010-2011	44	25	57		19	43
<b>Québec</b>						
2006-2007	350	317	91		33	9
2007-2008	354	318	90		36	10
2008-2009	354	318	90		36	10
2009-2010	369	332	90		37	10
2010-2011	372	338	91		34	9
<b>Ontario <sup>3</sup></b>						
2006-2007	555	393	71		162	29
2007-2008	589	420	71		169	29
2008-2009	595	412	69		183	31
2009-2010	622	435	70		187	30
2010-2011	630	457	73		173	27
<b>Manitoba</b>						
2006-2007	134	60	45		74	55
2007-2008	124	57	46		67	54
2008-2009	137	64	47		73	53
2009-2010	131	64	49		67	51
2010-2011	126	61	48		65	52
<b>Saskatchewan</b>						
2006-2007	94	76	81		18	19
2007-2008	94	76	81		18	19
2008-2009	101	83	82		18	18
2009-2010	109	91	83		18	17
2010-2011	105	87	83		18	17
<b>Alberta</b>						
2006-2007	78	66	85		12	15
2007-2008	88	74	84		14	16
2008-2009	125	110	88		15	12
2009-2010	100	85	85		15	15
2010-2011	106	90	85		16	15
<b>Colombie-Britannique</b>						
2006-2007	104	27	26		77	74
2007-2008	87	27	31		60	69
2008-2009	103	29	28		74	72
2009-2010	90 <sup>r</sup>	15 <sup>r</sup>	17 <sup>r</sup>		75 <sup>r</sup>	83 <sup>r</sup>
2010-2011	39	3	8		36	92

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 19-2 – suite

## Effectifs des régimes d'aide juridique au 31 mars — Professionnels salariés qui assurent des services directs

	Total		Avocats		Non-avocats	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Yukon</b>						
2006-2007	15		8	53	7	47
2007-2008	14		8	57	6	43
2008-2009	14		8	57	6	43
2009-2010	14		8	57	6	43
2010-2011	15		9	60	6	40
<b>Territoires du Nord-Ouest 4</b>						
2006-2007	19		8	42	11	58
2007-2008	19		10	53	9	47
2008-2009	19		9	47	10	53
2009-2010	19		9	47	10	53
2010-2011	18		11	61	7	39
<b>Nunavut 5</b>						
2006-2007	..		..	...	..	...
2007-2008	..		..	...	..	...
2008-2009	18		10	56	8	44
2009-2010	48		16	33	32	67
2010-2011	..		..	...	..	...
<b>Total</b>						
2006-2007	1 626		1 118	69	508	31
2007-2008	1 664		1 158	70	506	30
2008-2009	1 748		1 196	68	552	32
2009-2010	1 788 r		1 198 r	67	590 r	33
2010-2011	1 752		1 230	70	522	30

- Il s'agit du nombre de postes à temps plein. Le personnel à temps partiel n'est employé que pour remplacer temporairement les employés occupant des postes permanents. Parmi les neuf professionnels salariés qui assurent des services directs figure le directeur du régime d'aide juridique, qui fournit certains services directs aux clients.
- Par le passé, les coordonnateurs de la recherche et les stagiaires en droit étaient consignés dans la catégorie « Professionnels salariés qui assurent des services directs : non-avocats ». Pour l'exercice 2010-2011, ils ont été classés sous « Autres employés : non-avocats ».
- L'Ontario compte 77 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2010-2011, ces cliniques comptaient 42 % de l'effectif des régimes d'aide juridique, incluant 49 % des avocats et 38 % des non-avocats.
- Comprend les travailleurs auprès des tribunaux qui sont des employés de la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest.
- En 2008-2009, le nombre de non-avocats peut avoir été sous-déclaré. En 2009-2010, le nombre d'avocats et le nombre de non-avocats ont augmenté afin d'aider à régler le volume d'affaires traitées par la Cour de justice du Nunavut.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 19-3**  
**Effectifs des régimes d'aide juridique au 31 mars — Autres employés<sup>1</sup>**

	Total		Avocats		Non-avocats	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2006-2007	15	0	0		15	100
2007-2008	20	0	0		20	100
2008-2009	20	0	0		20	100
2009-2010	19	0	0		19	100
2010-2011	6	2	33		4	67
<b>Île-du-Prince-Édouard<sup>2</sup></b>						
2006-2007	2	1	50		1	50
2007-2008	2	1	50		1	50
2008-2009	..	..	..		..	..
2009-2010	..	..	..		..	..
2010-2011	..	..	..		..	..
<b>Nouvelle-Écosse<sup>3</sup></b>						
2006-2007	11	2	18		9	82
2007-2008	11	3	27		8	73
2008-2009	12	4	33		8	67
2009-2010	10	3	30		7	70
2010-2011	15	4	27		11	73
<b>Nouveau-Brunswick</b>						
2006-2007	1	1	100		0	0
2007-2008	8	2	25		6	75
2008-2009	10	1	10		9	90
2009-2010	..	..	..		..	..
2010-2011	9	2	22		7	78
<b>Québec</b>						
2006-2007	485	30	6		455	94
2007-2008	481	30	6		451	94
2008-2009	472	30	6		442	94
2009-2010	485	30	6		455	94
2010-2011	494	30	6		464	94
<b>Ontario<sup>4</sup></b>						
2006-2007	778	101	13		677	87
2007-2008	813	104	13		709	87
2008-2009	832	107	13		725	87
2009-2010	729	100	14		629	86
2010-2011	753	86	11		667	89
<b>Manitoba</b>						
2006-2007	37	6	16		31	84
2007-2008	41	6	15		35	85
2008-2009	42	6	14		36	86
2009-2010	44	4	9		40	91
2010-2011	41	4	10		37	90
<b>Saskatchewan</b>						
2006-2007	55	1	2		54	98
2007-2008	61	1	2		60	98
2008-2009	60	1	2		59	98
2009-2010	58	1	2		57	98
2010-2011	59	1	2		58	98
<b>Alberta</b>						
2006-2007	175	3	2		172	98
2007-2008	189	4	2		185	98
2008-2009	203	5	2		198	98
2009-2010	208	5	2		203	98
2010-2011	185	6	3		179	97
<b>Colombie-Britannique</b>						
2006-2007	76	12	16		64	84
2007-2008	126	0	0		126	100
2008-2009	123	0	0		123	100
2009-2010	109 <sup>r</sup>	12 <sup>r</sup>	11 <sup>r</sup>		97 <sup>r</sup>	89 <sup>r</sup>
2010-2011	103	13	13		90	87

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 19-3 – suite

Effectifs des régimes d'aide juridique au 31 mars — Autres employés<sup>1</sup>

	Total		Avocats		Non-avocats	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Yukon</b>						
2006-2007	0		0		0	0
2007-2008	0		0		0	0
2008-2009	0		0		0	0
2009-2010	0		0		0	0
2010-2011	0		0		0	0
<b>Territoires du Nord-Ouest</b> <sup>5</sup>						
2006-2007	9	1	11		8	89
2007-2008	8	1	13		7	88
2008-2009	8	1	13		7	88
2009-2010	10	1	10		9	90
2010-2011	9	1	11		8	89
<b>Nunavut</b> <sup>6</sup>						
2006-2007	.	.	...		.	...
2007-2008	.	.	...		.	...
2008-2009	.	.	...		.	...
2009-2010	.	.	...		.	...
2010-2011	.	.	...		.	...
<b>Total</b>						
2006-2007	1 644	158	10		1 486	90
2007-2008	1 760	152	9		1 608	91
2008-2009	1 782	155	9		1 627	91
2009-2010	1 672 <sup>r</sup>	156 <sup>r</sup>	9		1 516 <sup>r</sup>	91
2010-2011	1 674	149	9		1 525	91

1. La catégorie « Autres employés » comprend notamment les comptables, les bibliothécaires et les commis.

2. Il s'agit du nombre de postes à temps plein. Le personnel à temps partiel n'est employé que pour remplacer temporairement les employés occupant des postes permanents. Parmi les neuf professionnels salariés qui assurent des services directs figure le directeur du régime d'aide juridique, qui fournit certains services directs aux clients.

3. Par le passé, les coordonnateurs de la recherche et les stagiaires en droit étaient consignés dans la catégorie « Professionnels salariés qui assurent des services directs : non-avocats ». Pour l'exercice 2010-2011, ils ont été classés sous « Autres employés : non-avocats ».

4. L'Ontario compte 77 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2010-2011, ces cliniques comptaient 42 % de l'effectif des régimes d'aide juridique, incluant 49 % des avocats et 38 % des non-avocats.

5. Comprend les travailleurs auprès des tribunaux qui sont des employés de la Commission des services juridiques des Territoires du Nord-Ouest.

6. En 2008-2009, le nombre de non-avocats peut avoir été sous-déclaré. En 2009-2010, le nombre d'avocats et le nombre de non-avocats ont augmenté afin d'aider à régler le volume d'affaires traitées par la Cour de justice du Nunavut.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 20**  
**Prestation de services d'aide juridique par des avocats de pratique privée et des avocats salariés**

	Total <sup>1</sup>		Avocats de pratique privée		Avocats salariés de régimes d'aide juridique <sup>2</sup>	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2006-2007	170		124	73	46	27
2007-2008	176		124	70	52	30
2008-2009	160		107	67	53	33
2009-2010	89		30	34	59	66
2010-2011	89		33	37	56	63
<b>Île-du-Prince-Édouard<sup>3</sup></b>						
2006-2007	38		30	79	8	21
2007-2008	40		32	80	8	20
2008-2009	..		..	...	..	...
2009-2010	..		..	...	..	...
2010-2011	33		24	73	9	27
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2006-2007	287		205	71	82	29
2007-2008	290		209	72	81	28
2008-2009	318		236	74	82	26
2009-2010	312		225	72	87	28
2010-2011	303		213	70	90	30
<b>Nouveau-Brunswick</b>						
2006-2007	129		98	76	31	24
2007-2008	133		100	75	33	25
2008-2009	143		120	84	23	16
2009-2010	..		..	...	..	...
2010-2011	135		108	80	27	20
<b>Québec</b>						
2006-2007	2 741		2 394	87	347	13
2007-2008	2 685		2 337	87	348	13
2008-2009	2 608		2 260	87	348	13
2009-2010	2 448		2 086	85	362	15
2010-2011	2 473		2 105	85	368	15
<b>Ontario<sup>4</sup></b>						
2006-2007	4 878		4 384	90	494	10
2007-2008	5 505		4 981	90	524	10
2008-2009	4 641		4 122	89	519	11
2009-2010	4 667		4 132	89	535	11
2010-2011	4 693		4 150	88	543	12
<b>Manitoba</b>						
2006-2007	336		270	80	66	20
2007-2008	316		253	80	63	20
2008-2009	305		235	77	70	23
2009-2010	304		236	78	68	22
2010-2011	295		230	78	65	22
<b>Saskatchewan</b>						
2006-2007	209		132	63	77	37
2007-2008	241		164	68	77	32
2008-2009	223		139	62	84	38
2009-2010	218		126	58	92	42
2010-2011	200		112	56	88	44
<b>Alberta</b>						
2006-2007	862		793	92	69	8
2007-2008	869		791	91	78	9
2008-2009	859		744	87	115	13
2009-2010	911		821	90	90	10
2010-2011	1 030		934	91	96	9
<b>Colombie-Britannique</b>						
2006-2007	970		931	96	39	4
2007-2008	938		911	97	27	3
2008-2009	971		942	97	29	3
2009-2010	929 <sup>r</sup>		902	97 <sup>r</sup>	27 <sup>r</sup>	3 <sup>r</sup>
2010-2011	974		958	98	16	2

Voir les notes à la fin du tableau.



Tableau 20 – suite

## Prestation de services d'aide juridique par des avocats de pratique privée et des avocats salariés

	Total <sup>1</sup>		Avocats de pratique privée		Avocats salariés de régimes d'aide juridique <sup>2</sup>	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Yukon</b>						
2006-2007	16		8	50	8	50
2007-2008	16		8	50	8	50
2008-2009	14		6	43	8	57
2009-2010	14		6	43	8	57
2010-2011	15		6	40	9	60
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>5</sup></b>						
2006-2007	29		20	69	9	31
2007-2008	30		19	63	11	37
2008-2009	23		13	57	10	43
2009-2010	26		16	62	10	38
2010-2011	26		14	54	12	46
<b>Nunavut<sup>6</sup></b>						
2006-2007	8		8	100	..	...
2007-2008	..		..	...	..	...
2008-2009	18		8	44	10	56
2009-2010	26		10	38	16	62
2010-2011	..		..	...	..	...
<b>Total</b>						
2006-2007	10 673		9 397	88	1 276	12
2007-2008	11 239		9 929	88	1 310	12
2008-2009	10 283		8 932	87	1 351	13
2009-2010	9 944 <sup>r</sup>		8 590	86 <sup>r</sup>	1 354 <sup>r</sup>	14 <sup>r</sup>
2010-2011	10 266		8 887	87	1 379	13

1. Le « total » représente le nombre d'avocats assurant des services d'aide juridique à l'échelle du Canada, selon les déclarations des régimes d'aide juridique. Le ratio des avocats de pratique privée aux avocats salariés ne correspond pas nécessairement à la proportion du travail qui est accompli par chaque groupe.

2. Chiffres au 31 mars.

3. Il s'agit du nombre de postes à temps plein. Le personnel à temps partiel n'est employé que pour remplacer temporairement les employés occupant des postes permanents. Parmi les neuf professionnels salariés qui assurent des services directs figure le directeur du régime d'aide juridique, qui fournit certains services directs aux clients.

4. En Ontario, le nombre d'avocats de pratique privée comprend les avocats nommés d'office.

5. Comprend trois avocats vivant en Alberta qui offrent des services dans les Territoires du Nord-Ouest.

6. En 2009-2010, le nombre d'avocats et le nombre de non-avocats ont augmenté afin d'aider à régler le volume d'affaires traitées par la Cour de justice du Nunavut.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 21**  
**Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire**

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2006-2007	7 357		100		0	0
2007-2008	8 586	7 357	100		0	0
2008-2009	10 403	8 586	100		0	0
2009-2010	11 446	10 403	100		0	0
2010-2011	11 493	11 446	100		0	0
<b>Île-du-Prince-Édouard<sup>1</sup></b>						
2006-2007	.	.	...		.	...
2007-2008	.	.	...		.	...
2008-2009	.	.	...		.	...
2009-2010	.	.	...		.	...
2010-2011	.	.	...		.	...
<b>Nouvelle-Écosse<sup>2</sup></b>						
2006-2007	13 569	12 164	90		1 405	10
2007-2008	15 868	14 299	90		1 569	10
2008-2009	16 002	14 628	91		1 374	9
2009-2010	18 774	17 318	92		1 456	8
2010-2011	22 728	21 286	94		1 442	6
<b>Nouveau-Brunswick</b>						
2006-2007	19 370	19 222	99		148	1
2007-2008	22 321	20 421	91		1 900	9
2008-2009	20 693	18 805	91		1 888	9
2009-2010	..	..	..		..	..
2010-2011	19 223	18 371	96		852	4
<b>Québec</b>						
2006-2007	.	.	...		.	...
2007-2008	.	.	...		.	...
2008-2009	.	.	...		.	...
2009-2010	.	.	...		.	...
2010-2011	.	.	...		.	...
<b>Ontario</b>						
2006-2007	1 038 758	844 420	81		194 338	19
2007-2008	1 078 703	882 539	82		196 164	18
2008-2009	1 120 769	915 385	82		205 384	18
2009-2010	1 138 362	918 460	81		219 902	19
2010-2011	1 111 313	887 710	80		223 603	20
<b>Manitoba</b>						
2006-2007	40 850	30 243	74		10 607	26
2007-2008	42 487	39 407	93		3 080	7
2008-2009	39 979	37 762	94		2 217	6
2009-2010	38 664	36 423	94		2 241	6
2010-2011	42 625	40 151	94		2 474	6
<b>Saskatchewan</b>						
2006-2007	14 643	14 300	98		343	2
2007-2008	15 319	14 870	97		449	3
2008-2009	15 865	15 462	97		403	3
2009-2010	16 422	15 994	97		428	3
2010-2011	17 448	16 928	97		520	3
<b>Alberta</b>						
2006-2007	107 476	97 500	91		9 976	9
2007-2008	119 955	107 885	90		12 070	10
2008-2009	148 226	132 673	90		15 553	10
2009-2010	161 349	137 205	85		24 144	15
2010-2011	131 998	121 171	92		10 827	8
<b>Colombie-Britannique</b>						
2006-2007	104 152	82 024	79		22 128	21
2007-2008	104 419	81 146	78		23 273	22
2008-2009	108 593	81 497	75		27 096	25
2009-2010	118 310	86 573	73		31 737	27
2010-2011	122 225	84 501	69		37 724	31

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 21 – suite

## Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Yukon</b>						
2006-2007	1 797	1 740	97		57	3
2007-2008	2 030	1 954	96		76	4
2008-2009	1 691	1 625	96		66	4
2009-2010	2 062	2 007	97		55	3
2010-2011	1 866	1 836	98		30	2
<b>Territoires du Nord-Ouest <sup>3</sup></b>						
2006-2007	3 543	3 543	100		.	...
2007-2008	4 308	4 308	100		.	...
2008-2009	4 823	4 823	100		.	...
2009-2010	4 356	4 356	100		.	...
2010-2011	..	..	...		.	...
<b>Nunavut <sup>3</sup></b>						
2006-2007	4 623	4 623	100		0	0
2007-2008	..	..	...		..	...
2008-2009	14 902	14 902	100		0	0
2009-2010	..	..	...		..	...
2010-2011	..	..	...		..	...
<b>Total</b>						
2006-2007	1 356 138	1 117 136	82		239 002	18
2007-2008	1 413 996	1 175 415	83		238 581	17
2008-2009	1 501 946	1 247 965	83		253 981	17
2009-2010	1 509 745	1 229 782	81		279 963	19
2010-2011	1 480 919	1 203 447	81		277 472	19

1. Le régime d'aide juridique de l'Île-du-Prince-Édouard n'emploie pas le terme « avocats nommés d'office » pour décrire les méthodes de prestation de services à l'exception des avocats nommés d'office de Brydges, qui offrent des services par téléphone après les heures normales de bureau depuis le 1<sup>er</sup> avril 2010. Durant la première année d'activité, les avocats nommés d'office de Brydges ont traité par téléphone 541 appels pendant les heures de bureau et après les heures normales de bureau : 164 appels ont été faits pendant les heures de bureau et 377, après les heures normales de bureau.
2. Le nombre total de services d'avocats nommés d'office pour les affaires criminelles ne comprend pas 231 services qui ont été offerts par téléphone par des avocats de service après les heures normales de bureau, car on n'a pas pu obtenir l'âge (pour déterminer s'il s'agissait d'adultes ou de jeunes) des personnes ayant reçu de l'aide dans le cas de ces services, et 57 services qui concernaient des affaires en vertu de lois provinciales.
3. Les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut ont une pratique appelée « admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaissent devant le tribunal pour la première fois ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont présumées admissibles, et reçoivent ces services.

**Note(s) :** Les avocats nommés d'office assurent une aide juridique sans frais à des particuliers non représentés qui, dans bien des cas, sont sur le point de comparaître devant le tribunal. Les données représentent le nombre de fois où des avocats nommés d'office ont assuré des services. Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 22**  
**Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire criminelle et civile**

	Total		Affaires criminelles				Affaires civiles				
	Total		Adultes		Jeunes		Total	Droit de la famille		Autres	
	nombre		nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>											
2006-2007	7 357	7 357	6 110	83	1 247	17	0	0	...	0	...
2007-2008	8 586	8 586	7 204	84	1 382	16	0	0	...	0	...
2008-2009	10 403	10 403	9 022	87	1 381	13	0	0	...	0	...
2009-2010	11 446	11 446	10 339	90	1 107	10	0	0	...	0	...
2010-2011	11 493	11 493	10 412	91	1 081	9	0	0	...	0	...
<b>Île-du-Prince-Édouard<sup>1</sup></b>											
2006-2007	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2007-2008	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2008-2009	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2009-2010	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2010-2011	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
<b>Nouvelle-Écosse<sup>2</sup></b>											
2006-2007	13 569	12 164	10 662	88	1 502	12	1 405	1 404	100	1	0
2007-2008	15 868	14 299	12 124	85	2 175	15	1 569	1 569	100	0	0
2008-2009	16 002	14 628	12 973	89	1 655	11	1 374	1 374	100	0	0
2009-2010	18 774	17 318	15 495	89	1 823	11	1 456	1 456	100	0	0
2010-2011	22 728	21 286	17 331	81	3 955	19	1 442	1 438	100	4	0
<b>Nouveau-Brunswick</b>											
2006-2007	19 370	19 222	17 208	90	2 014	10	148	148	100	0	0
2007-2008	22 321	20 421	18 275	89	2 146	11	1 900	1 900	100	0	0
2008-2009	20 693	18 805	16 884	90	1 921	10	1 888	1 888	100	0	0
2009-2010	..	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2010-2011	19 223	18 371	15 932	87	2 439	13	852	852	100	0	0
<b>Québec</b>											
2006-2007	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2007-2008	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2008-2009	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2009-2010	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2010-2011	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
<b>Ontario</b>											
2006-2007	1 038 758	844 420	742 631	88	101 789	12	194 338	163 719	84	30 619	16
2007-2008	1 078 703	882 539	778 882	88	103 657	12	196 164	168 966	86	27 198	14
2008-2009	1 120 769	915 385	809 713	88	105 672	12	205 384	177 906	87	27 478	13
2009-2010	1 138 362	918 460	812 157	88	106 303	12	219 902	192 311	87	27 591	13
2010-2011	1 111 313	887 710	788 442	89	99 268	11	223 603	201 590	90	22 013	10
<b>Manitoba</b>											
2006-2007	40 850	30 243	28 279	94	1 964	6	10 607	10 607	100	.	...
2007-2008	42 487	39 407	34 079	86	5 328	14	3 080	3 080	100	.	...
2008-2009	39 979	37 762	33 512	89	4 250	11	2 217	2 217	100	.	...
2009-2010	38 664	36 423	31 959	88	4 464	12	2 241	2 241	100	.	...
2010-2011	42 625	40 151	34 743	87	5 408	13	2 474	2 474	100	.	...
<b>Saskatchewan</b>											
2006-2007	14 643	14 300	12 395	87	1 905	13	343	6	2	337	98
2007-2008	15 319	14 870	12 922	87	1 948	13	449	3	1	446	99
2008-2009	15 865	15 462	13 517	87	1 945	13	403	5	1	398	99
2009-2010	16 422	15 994	14 132	88	1 862	12	428	8	2	420	98
2010-2011	17 448	16 928	15 103	89	1 825	11	520	0	0	520	100
<b>Alberta</b>											
2006-2007	107 476	97 500	85 138	87	12 362	13	9 976	4 895	49	5 081	51
2007-2008	119 955	107 885	94 097	87	13 788	13	12 070	6 390	53	5 680	47
2008-2009	148 226	132 673	113 290	85	19 383	15	15 553	9 434	61	6 119	39
2009-2010	161 349	137 205	116 208	85	20 997	15	24 144	13 248	55	10 896	45
2010-2011	131 998	121 171	102 628	85	18 543	15	10 827	8 790	81	2 037	19
<b>Colombie-Britannique</b>											
2006-2007	104 152	82 024	77 099	94	4 925	6	22 128	21 122	95	1 006	5
2007-2008	104 419	81 146	76 578	94	4 568	6	23 273	22 441	96	832	4
2008-2009	108 593	81 497	76 816	94	4 681	6	27 096	25 983	96	1 113	4
2009-2010	118 310	86 573	82 118	95	4 455	5	31 737	30 277	95	1 460	5
2010-2011	122 225	84 501	80 418	95	4 083	5	37 724	33 006	87	4 718	13
<b>Yukon</b>											
2006-2007	1 797	1 740	1 529	88	211	12	57	57	100	0	0
2007-2008	2 030	1 954	1 650	84	304	16	76	75	99	1	1
2008-2009	1 691	1 625	1 453	89	172	11	66	66	100	0	0
2009-2010	2 062	2 007	1 777	89	230	11	55	55	100	0	0
2010-2011	1 866	1 836	1 605	87	231	13	30	28	93	2	7

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 22 – suite

## Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire criminelle et civile

	Total	Affaires criminelles				Affaires civiles					
		Total		Adultes		Jeunes		Total		Autres	
		nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>3</sup></b>											
2006-2007	3 543	3 543	2 755	78	788	22	.	.	...	.	...
2007-2008	4 308	4 308	3 346	78	962	22	.	.	...	.	...
2008-2009	4 823	4 823	4 026	83	797	17	.	.	...	.	...
2009-2010	4 356	4 356	..	...	..	...	.	.	...	.	...
2010-2011	..	..	..	...	..	...	.	.	...	.	...
<b>Nunavut<sup>3</sup></b>											
2006-2007	4 623	4 623	4 556	99	67	1	0	0	...	0	...
2007-2008	..	..	..	...	..	...	.	.	...	.	...
2008-2009	14 902	14 902	11 212	75	3 690	25	0	0	...	0	...
2009-2010	..	..	..	...	..	...	.	.	...	.	...
2010-2011	..	..	..	...	..	...	.	.	...	.	...
<b>Total</b>											
2006-2007	1 356 138	1 117 136	988 362	88	128 774	12	239 002	201 958	85	37 044	15
2007-2008	1 413 996	1 175 415	1 039 157	88	136 258	12	238 581	204 424	86	34 157	14
2008-2009	1 501 946	1 247 965	1 102 418	88	145 547	12	253 981	218 873	86	35 108	14
2009-2010	1 509 745	1 229 782	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2010-2011	1 480 919	1 203 447	1 066 614	89	136 833	11	277 472	248 178	89	29 294	11

1. Le régime d'aide juridique de l'Île-du-Prince-Édouard n'emploie pas le terme « avocats nommés d'office » pour décrire les méthodes de prestation de services à l'exception des avocats nommés d'office de Brydges, qui offrent des services par téléphone après les heures normales de bureau depuis le 1<sup>er</sup> avril 2010. Durant la première année d'activité, les avocats nommés d'office de Brydges ont traité par téléphone 541 appels pendant les heures de bureau et après les heures normales de bureau : 164 appels ont été faits pendant les heures de bureau et 377, après les heures normales de bureau.
2. Le nombre total de services d'avocats nommés d'office pour les affaires criminelles ne comprend pas 231 services qui ont été offerts par téléphone par des avocats de service après les heures normales de bureau, car on n'a pas pu obtenir l'âge (pour déterminer s'il s'agissait d'adultes ou de jeunes) des personnes ayant reçu de l'aide dans le cas de ces services, et 57 services qui concernaient des affaires en vertu de infractions aux lois provinciales.
3. Les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut ont une pratique appelée « admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaissent devant le tribunal pour la première fois ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont présumées admissibles, et reçoivent ces services.

**Note(s) :** Les avocats nommés d'office assurent une aide juridique sans frais à des particuliers non représentés qui, dans bien des cas, sont sur le point de comparaître devant le tribunal. Les données représentent le nombre de fois où des avocats nommés d'office ont assuré des services. Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 23-1

## Demandes d'aide juridique approuvées et rejetées relativement à des appels, affaires criminelles et civiles — Total

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
2009-2010	.	.	...	.	.	...
2010-2011	.	.	...	.	.	...
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2006-2007	3	2	67	1	33	
2007-2008	6	6	100	..	...	
2008-2009	..	..	...	..	...	
2009-2010	..	..	...	..	...	
2010-2011	3	2	67	1	33	
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2006-2007	101	63	62	38	38	
2007-2008	82	68	83	14	17	
2008-2009	94	53	56	41	44	
2009-2010	79	55	70	24	30	
2010-2011	66	56	85	10	15	
<b>Nouveau-Brunswick</b>						
2006-2007	48	37	77	11	23	
2007-2008	61	55	90	6	10	
2008-2009	34	30	88	4	12	
2009-2010	..	..	...	..	...	
2010-2011	38	31	82	7	18	
<b>Québec</b>						
2006-2007	1 175	574	49	601	51	
2007-2008	1 078	514	48	564	52	
2008-2009	1 143	501	44	642	56	
2009-2010	1 088	507	47	581	53	
2010-2011	1 058	479	45	579	55	
<b>Ontario</b>						
2006-2007	1 318	629	48	689	52	
2007-2008	1 036	575	56	461	44	
2008-2009	2 436	1 356	56	1 080	44	
2009-2010	1 672	1 205	72	467	28	
2010-2011	1 429	1 098	77	331	23	
<b>Manitoba <sup>1</sup></b>						
2006-2007	96	71	74	25	26	
2007-2008	101	68	67	33	33	
2008-2009	88	71	81	17	19	
2009-2010	83	69	83	14	17	
2010-2011	22	16	73	6	27	
<b>Saskatchewan</b>						
2006-2007	41	41	100	0	0	
2007-2008	51	51	100	0	0	
2008-2009	50	50	100	0	0	
2009-2010	55	55	100	0	0	
2010-2011	45	43	96	2	4	
<b>Alberta <sup>2</sup></b>						
2006-2007	622	528	85	94	15	
2007-2008	597	370	62	227	38	
2008-2009	544	352	65	192	35	
2009-2010	536	337	63	199	37	
2010-2011	260	186	72	74	28	
<b>Colombie-Britannique</b>						
2006-2007	947	558	59	389	41	
2007-2008	1 012	543	54	469	46	
2008-2009	1 069	580	54	489	46	
2009-2010	966	522	54	444	46	
2010-2011	1 199	511	43	688	57	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 23-1 – suite

## Demandes d'aide juridique approuvées et rejetées relativement à des appels, affaires criminelles et civiles — Total

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Yukon</b>						
2006-2007	9		8	89	1	11
2007-2008	15		7	47	8	53
2008-2009	19		15	79	4	21
2009-2010	14		14	100	0	0
2010-2011	8		8	100	0	0
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>						
2006-2007	.		.	...	.	...
2007-2008	.		.	...	.	...
2008-2009	.		.	...	.	...
2009-2010	.		.	...	.	...
2010-2011	.		.	...	.	...
<b>Nunavut</b>						
2006-2007	12		12	100	0	0
2007-2008	..		..	...	..	...
2008-2009	86		86	100	0	0
2009-2010	..		..	...	..	...
2010-2011	..		..	...	..	...
<b>Total</b>						
2006-2007	4 372		2 523	58	1 849	42
2007-2008	4 039		2 257	56	1 782	44
2008-2009	5 563		3 094	56	2 469	44
2009-2010	4 493		2 764	62	1 729	38
2010-2011	4 128		2 430	59	1 698	41

1. Une directive du conseil de gestion d'Aide juridique Manitoba adoptée en 2010-2011 a limité le nombre d'appels aux demandeurs démontrant du mérite et des chances de réussite. Durant les années précédentes, certaines affaires étaient automatiquement approuvées aux fins d'appel.

2. L'Alberta ne refuse plus les demandeurs en raison de changements apportés à la prestation de services en 2010-2011. Toutefois, les services offerts dépendent de critères financiers et d'autre nature.

**Note(s)** : Il s'agit d'appels de décisions d'un tribunal d'instance inférieure ou d'un tribunal administratif, et non pas d'appels de demandes rejetées. Chaque dossier est compté, même si l'affaire peut avoir été traitée par le régime d'aide juridique dans le passé. Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s)** : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 23-2

## Demandes d'aide juridique approuvées et rejetées relativement à des appels, affaires criminelles et civiles — Approuvés

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
2009-2010	.	.	...	.	.	...
2010-2011	.	.	...	.	.	...
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2006-2007	3	2	67	1	33	
2007-2008	6	6	100	..	..	..
2008-2009	..	..	..	..	..	..
2009-2010	..	..	..	..	..	..
2010-2011	3	2	67	1	33	
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2006-2007	87	54	62	33	38	
2007-2008	67	58	87	9	13	
2008-2009	83	48	58	35	42	
2009-2010	66	48	73	18	27	
2010-2011	46	37	80	9	20	
<b>Nouveau-Brunswick</b>						
2006-2007	26	20	77	6	23	
2007-2008	32	28	88	4	13	
2008-2009	18	18	100	0	0	
2009-2010	..	..	..	..	..	..
2010-2011	18	14	78	4	22	
<b>Québec</b>						
2006-2007	763	392	51	371	49	
2007-2008	653	337	52	316	48	
2008-2009	705	337	48	368	52	
2009-2010	621	310	50	311	50	
2010-2011	594	284	48	310	52	
<b>Ontario</b>						
2006-2007	1 109	473	43	636	57	
2007-2008	861	432	50	429	50	
2008-2009	2 018	1 123	56	895	44	
2009-2010	1 446	1 033	71	413	29	
2010-2011	1 252	959	77	293	23	
<b>Manitoba <sup>1</sup></b>						
2006-2007	96	71	74	25	26	
2007-2008	101	68	67	33	33	
2008-2009	88	71	81	17	19	
2009-2010	83	69	83	14	17	
2010-2011	22	16	73	6	27	
<b>Saskatchewan</b>						
2006-2007	32	32	100	0	0	
2007-2008	45	45	100	0	0	
2008-2009	44	44	100	0	0	
2009-2010	51	51	100	0	0	
2010-2011	34	33	97	1	3	
<b>Alberta <sup>2</sup></b>						
2006-2007	343	249	73	94	27	
2007-2008	306	212	69	94	31	
2008-2009	306	223	73	83	27	
2009-2010	279	196	70	83	30	
2010-2011	260	186	72	74	28	
<b>Colombie-Britannique</b>						
2006-2007	475	227	48	248	52	
2007-2008	452	200	44	252	56	
2008-2009	418	205	49	213	51	
2009-2010	358	157	44	201	56	
2010-2011	537	175	33	362	67	

Voir les notes à la fin du tableau.



Tableau 23-2 – suite

**Demandes d'aide juridique approuvées et rejetées relativement à des appels, affaires criminelles et civiles — Approuvés**

	Total	Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	
<b>Yukon</b>					
2006-2007	6	6	100	0	0
2007-2008	7	6	86	1	14
2008-2009	9	7	78	2	22
2009-2010	5	5	100	0	0
2010-2011	6	6	100	0	0
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>					
2006-2007	.	.	...	.	...
2007-2008	.	.	...	.	...
2008-2009	.	.	...	.	...
2009-2010	.	.	...	.	...
2010-2011	.	.	...	.	...
<b>Nunavut</b>					
2006-2007	12	12	100	0	0
2007-2008	..	..	...	..	...
2008-2009	86	86	100	0	0
2009-2010	..	..	...	..	...
2010-2011	..	..	...	..	...
<b>Total</b>					
2006-2007	2 952	1 538	52	1 414	48
2007-2008	2 530	1 392	55	1 138	45
2008-2009	3 775	2 162	57	1 613	43
2009-2010	2 909	1 869	64	1 040	36
2010-2011	2 772	1 712	62	1 060	38

1. Une directive du conseil de gestion d'Aide juridique Manitoba adoptée en 2010-2011 a limité le nombre d'appels aux demandeurs démontrant du mérite et des chances de réussite. Durant les années précédentes, certaines affaires étaient automatiquement approuvées aux fins d'appel.

2. L'Alberta ne refuse plus les demandeurs en raison de changements apportés à la prestation de services en 2010-2011. Toutefois, les services offerts dépendent de critères financiers et d'autre nature.

**Note(s) :** Il s'agit d'appels de décisions d'un tribunal d'instance inférieure ou d'un tribunal administratif, et non pas d'appels de demandes rejetées. Chaque dossier est compté, même si l'affaire peut avoir été traitée par le régime d'aide juridique dans le passé. Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 23-3

## Demandes d'aide juridique approuvées et rejetées relativement à des appels, affaires criminelles et civiles — Rejetés

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
2009-2010	.	.	...	.	.	...
2010-2011	.	.	...	.	.	...
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
2009-2010	.	.	...	.	.	...
2010-2011	.	.	...	.	.	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2006-2007	14	9	64	5	36	
2007-2008	15	10	67	5	33	
2008-2009	11	5	45	6	55	
2009-2010	13	7	54	6	46	
2010-2011	20	19	95	1	5	
<b>Nouveau-Brunswick</b>						
2006-2007	22	17	77	5	23	
2007-2008	29	27	93	2	7	
2008-2009	16	12	75	4	25	
2009-2010	..	..	...	.	..	
2010-2011	20	17	85	3	15	
<b>Québec</b>						
2006-2007	412	182	44	230	56	
2007-2008	425	177	42	248	58	
2008-2009	438	164	37	274	63	
2009-2010	467	197	42	270	58	
2010-2011	464	195	42	269	58	
<b>Ontario</b>						
2006-2007	209	156	75	53	25	
2007-2008	175	143	82	32	18	
2008-2009	418	233	56	185	44	
2009-2010	226	172	76	54	24	
2010-2011	177	139	79	38	21	
<b>Manitoba <sup>1</sup></b>						
2006-2007	.	.	...	.	...	
2007-2008	.	.	...	.	...	
2008-2009	.	.	...	.	...	
2009-2010	.	.	...	.	...	
2010-2011	.	.	...	.	...	
<b>Saskatchewan</b>						
2006-2007	9	9	100	0	0	
2007-2008	6	6	100	0	0	
2008-2009	6	6	100	0	0	
2009-2010	4	4	100	0	0	
2010-2011	11	10	91	1	9	
<b>Alberta <sup>2</sup></b>						
2006-2007	279	279	100	0	0	
2007-2008	291	158	54	133	46	
2008-2009	238	129	54	109	46	
2009-2010	257	141	55	116	45	
2010-2011	..	..	...	..	...	
<b>Colombie-Britannique</b>						
2006-2007	472	331	70	141	30	
2007-2008	560	343	61	217	39	
2008-2009	651	375	58	276	42	
2009-2010	608	365	60	243	40	
2010-2011	662	336	51	326	49	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 23-3 – suite

## Demandes d'aide juridique approuvées et rejetées relativement à des appels, affaires criminelles et civiles — Rejetés

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Yukon</b>						
2006-2007	3		67		1	33
2007-2008	8		13		7	88
2008-2009	10		80		2	20
2009-2010	9		100		0	0
2010-2011	2		100		0	0
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>						
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
2009-2010	.	.	...	.	.	...
2010-2011	.	.	...	.	.	...
<b>Nunavut</b>						
2006-2007	0	0	0	0	0	0
2007-2008	..	..	..	..	..	..
2008-2009	0	0	0	0	0	0
2009-2010	..	..	..	..	..	..
2010-2011	..	..	..	..	..	..
<b>Total</b>						
2006-2007	1 420	985	69	435	31	
2007-2008	1 509	865	57	644	43	
2008-2009	1 788	932	52	856	48	
2009-2010	1 584	895	57	689	43	
2010-2011	1 356	718	53	638	47	

1. Une directive du conseil de gestion d'Aide juridique Manitoba adoptée en 2010-2011 a limité le nombre d'appels aux demandeurs démontrant du mérite et des chances de réussite. Durant les années précédentes, certaines affaires étaient automatiquement approuvées aux fins d'appel.

2. L'Alberta ne refuse plus les demandeurs en raison de changements apportés à la prestation de services en 2010-2011. Toutefois, les services offerts dépendent de critères financiers et d'autre nature.

**Note(s)** : Il s'agit d'appels de décisions d'un tribunal d'instance inférieure ou d'un tribunal administratif, et non pas d'appels de demandes rejetées. Chaque dossier est compté, même si l'affaire peut avoir été traitée par le régime d'aide juridique dans le passé. Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s)** : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 24**  
**Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité**

(Destinataire) Province ou territoire et année	(Expéditeur) Province ou territoire				
	Total	Terre-Neuve-et- Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
	nombre				
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>					
2006-2007	24	...	..	7	2
2007-2008	13	...	..	6	..
2008-2009	13	...	..	..	3
2009-2010	24	...	0	5	1
2010-2011	11	...	0	4	1
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>					
2006-2007	8	0	...	2	1
2007-2008	6	1	...	2	0
2008-2009	..	..	...	..	..
2009-2010	..	..	...	..	..
2010-2011	7	0	...	5	1
<b>Nouvelle-Écosse</b>					
2006-2007	38	5	0	...	4
2007-2008	32	2	0	...	8
2008-2009	43	4	1	...	4
2009-2010	51	6	0	...	7
2010-2011	43	5	0	...	9
<b>Nouveau-Brunswick</b>					
2006-2007	43	0	1	6	...
2007-2008	35	0	0	4	...
2008-2009	37	1	0	8	...
2009-2010	..	..	..	..	...
2010-2011	54	1	1	11	...
<b>Québec</b>					
2006-2007	148	4	0	3	13
2007-2008	117	3	0	1	15
2008-2009	142	0	1	6	9
2009-2010	122	3	0	4	7
2010-2011	127	4	0	5	17
<b>Ontario</b>					
2006-2007	269	17	3	26	4
2007-2008	466	28	0	33	9
2008-2009	307	2	0	21	2
2009-2010	397	22	4	46	11
2010-2011	264	13	0	23	14
<b>Manitoba</b>					
2006-2007	61	0	0	1	0
2007-2008	70	3	0	0	0
2008-2009	86	1	0	0	2
2009-2010	82	1	0	1	2
2010-2011	69	0	0	0	2
<b>Saskatchewan</b>					
2006-2007	63	1	0	0	0
2007-2008	68	1	0	0	0
2008-2009	70	0	0	2	0
2009-2010	70	1	0	1	0
2010-2011	70	1	0	1	0
<b>Alberta</b>					
2006-2007	209	9	1	7	1
2007-2008	214	13	2	13	4
2008-2009	264	12	0	18	4
2009-2010	211	11	2	17	4
2010-2011	183	3	1	10	5
<b>Colombie-Britannique</b>					
2006-2007	138	2	1	6	1
2007-2008	133	2	0	2	1
2008-2009	163	3	1	3	3
2009-2010	141	5	0	8	2
2010-2011	140	1	1	10	2

Tableau 24 – suite

## Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Destinataire) Province ou territoire et année	(Expéditeur) Province ou territoire				
	Total	Terre-Neuve-et- Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
	nombre				
<b>Yukon</b>					
2006-2007	6	0	0	0	0
2007-2008	4	0	0	0	0
2008-2009	4	0	0	0	0
2009-2010	8	0	0	0	0
2010-2011	2	0	0	0	0
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>					
2006-2007	13	0	0	0	0
2007-2008	10	0	0	0	0
2008-2009	6	0	0	0	0
2009-2010	10	1	0	0	0
2010-2011	..	..	..	..	..
<b>Nunavut</b>					
2006-2007	5	0	0	0	0
2007-2008	..	..	..	..	..
2008-2009	3	0	0	0	0
2009-2010	..	..	..	..	..
2010-2011	..	..	..	..	..
<b>Total</b>					
2006-2007	1 025	38	6	58	26
2007-2008	1 168	53	2	61	37
2008-2009	1 138	23	3	58	27
2009-2010	1 116	50	6	82	34
2010-2011	970	28	3	69	51

Tableau 24 – suite

## Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Destinataire) Province ou territoire et année	(Expéditeur) Province ou territoire				
	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta
	nombre				
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>					
2006-2007	2	7	..	..	6
2007-2008	..	3	..	..	3
2008-2009	..	5	..	..	5
2009-2010	0	12	2	0	3
2010-2011	1	1	1	1	1
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>					
2006-2007	1	3	0	0	0
2007-2008	0	0	1	0	1
2008-2009	..	..	..	..	..
2009-2010	..	..	..	..	..
2010-2011	0	1	0	0	0
<b>Nouvelle-Écosse</b>					
2006-2007	5	13	2	0	5
2007-2008	4	9	2	1	4
2008-2009	3	11	1	0	10
2009-2010	8	16	1	3	6
2010-2011	2	12	0	1	7
<b>Nouveau-Brunswick</b>					
2006-2007	10	14	0	1	6
2007-2008	15	10	1	1	3
2008-2009	15	9	0	0	4
2009-2010	..	..	..	..	..
2010-2011	16	15	0	1	5
<b>Québec</b>					
2006-2007	...	109	2	3	5
2007-2008	...	84	6	0	2
2008-2009	...	100	4	2	8
2009-2010	...	78	0	0	17
2010-2011	...	85	2	0	6
<b>Ontario</b>					
2006-2007	89	...	32	3	33
2007-2008	158	...	42	6	62
2008-2009	124	...	26	7	62
2009-2010	160	...	25	11	76
2010-2011	111	...	16	16	37
<b>Manitoba</b>					
2006-2007	1	11	...	16	22
2007-2008	4	19	...	12	20
2008-2009	5	28	...	19	18
2009-2010	4	21	...	24	16
2010-2011	2	17	...	23	13
<b>Saskatchewan</b>					
2006-2007	1	5	11	...	35
2007-2008	1	3	19	...	26
2008-2009	1	5	15	...	34
2009-2010	2	9	17	...	20
2010-2011	0	4	17	...	32
<b>Alberta</b>					
2006-2007	9	34	14	47	...
2007-2008	14	42	6	39	...
2008-2009	14	42	20	44	...
2009-2010	13	45	19	38	...
2010-2011	9	25	15	40	...

Tableau 24 – suite

## Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Destinataire) Province ou territoire et année	(Expéditeur) Province ou territoire				
	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta
	nombre				
<b>Colombie-Britannique</b>					
2006-2007	6	26	8	13	66
2007-2008	6	17	3	17	69
2008-2009	16	21	8	24	65
2009-2010	12	28	12	6	55
2010-2011	11	24	8	13	57
<b>Yukon</b>					
2006-2007	0	1	0	0	2
2007-2008	0	1	0	0	1
2008-2009	0	0	0	1	2
2009-2010	0	0	1	1	3
2010-2011	0	0	0	0	1
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>					
2006-2007	0	1	0	1	9
2007-2008	0	0	0	1	7
2008-2009	0	2	0	1	2
2009-2010	0	1	0	0	5
2010-2011	..	..	..	..	..
<b>Nunavut</b>					
2006-2007	0	0	0	0	1
2007-2008	..	..	..	..	..
2008-2009	0	0	0	0	0
2009-2010	..	..	..	..	..
2010-2011	..	..	..	..	..
<b>Total</b>					
2006-2007	124	224	69	84	190
2007-2008	202	188	80	77	198
2008-2009	178	223	74	98	210
2009-2010	199	210	77	83	201
2010-2011	152	184	59	95	159

Tableau 24 – suite

## Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Destinataire) Province ou territoire et année	(Expéditeur) Province ou territoire				
	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Extérieur du Canada
	nombre				
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>					
2006-2007	..	..	..	..	..
2007-2008	1	..	..	..	..
2008-2009	..	..	..	..	..
2009-2010	1	0	0	0	0
2010-2011	0	0	0	1	0
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>					
2006-2007	1	0	0	0	0
2007-2008	1	0	0	0	0
2008-2009	..	..	..	..	..
2009-2010	..	..	..	..	..
2010-2011	0	0	0	0	0
<b>Nouvelle-Écosse</b>					
2006-2007	4	0	0	0	0
2007-2008	1	0	1	0	0
2008-2009	8	0	1	0	0
2009-2010	3	0	0	1	0
2010-2011	7	0	0	0	0
<b>Nouveau-Brunswick</b>					
2006-2007	3	1	0	0	1
2007-2008	1	0	0	0	0
2008-2009	0	0	0	0	0
2009-2010	..	..	..	..	..
2010-2011	3	0	0	0	1
<b>Québec</b>					
2006-2007	8	0	0	1	0
2007-2008	5	0	0	1	0
2008-2009	11	0	1	0	0
2009-2010	11	0	0	2	0
2010-2011	7	1	0	0	0
<b>Ontario</b>					
2006-2007	21	1	1	0	39
2007-2008	41	2	1	1	83
2008-2009	53	5	2	3	0
2009-2010	31	4	4	3	0
2010-2011	28	3	0	3	0
<b>Manitoba</b>					
2006-2007	9	0	0	1	0
2007-2008	9	1	0	2	0
2008-2009	12	0	0	1	0
2009-2010	11	0	1	1	0
2010-2011	7	2	1	1	1
<b>Saskatchewan</b>					
2006-2007	9	0	1	0	0
2007-2008	17	0	0	0	1
2008-2009	12	0	0	0	1
2009-2010	18	0	0	0	2
2010-2011	14	1	0	0	0
<b>Alberta</b>					
2006-2007	77	6	4	0	0
2007-2008	71	3	7	0	0
2008-2009	100	1	7	2	0
2009-2010	57	2	3	0	0
2010-2011	68	1	4	2	0
<b>Colombie-Britannique</b>					
2006-2007	...	3	4	1	1
2007-2008	...	7	2	3	4
2008-2009	...	4	1	0	14
2009-2010	...	4	1	0	8
2010-2011	...	3	3	0	7



Tableau 24 – suite

## Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Destinataire) Province ou territoire et année	(Expéditeur) Province ou territoire				
	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Extérieur du Canada
	nombre				
<b>Yukon</b>					
2006-2007	2	...	1	0	0
2007-2008	1	...	1	0	0
2008-2009	1	...	0	0	0
2009-2010	0	...	3	0	0
2010-2011	1	...	0	0	0
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>					
2006-2007	0	2	...	0	0
2007-2008	0	0	...	2	0
2008-2009	1	0	...	0	0
2009-2010	0	1	...	2	0
2010-2011	..	..	...	..	..
<b>Nunavut</b>					
2006-2007	1	1	2	...	0
2007-2008	..	..	..	...	..
2008-2009	0	0	3	...	0
2009-2010	..	..	..	...	..
2010-2011	..	..	..	...	..
<b>Total</b>					
2006-2007	135	14	13	3	41
2007-2008	148	13	12	9	88
2008-2009	198	10	15	6	15
2009-2010	132	11	12	9	10
2010-2011	135	11	8	7	9

**Note(s)** : L'Accord interprovincial de réciprocité représente l'accord non officiel entre les régimes d'aide juridique au Canada pour traiter les dossiers civils de non-résidents. Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s)** : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 25**  
**Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité**

(Expéditeur) Province ou territoire et année	(Destinataire) Province ou territoire				
	Total	Terre-Neuve-et- Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
	nombre				
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>					
2006-2007	31	...	..	4	..
2007-2008	23	...	1	2	..
2008-2009	23	...	..	3	2
2009-2010	28	...	0	6	0
2010-2011	13	...	0	2	1
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>					
2006-2007	5	0	...	0	1
2007-2008	3	0	...	0	0
2008-2009	..	..	...	..	..
2009-2010	..	..	...	..	..
2010-2011	3	0	...	0	2
<b>Nouvelle-Écosse</b>					
2006-2007	63	8	2	...	5
2007-2008	56	9	2	...	4
2008-2009	68	2	2	...	10
2009-2010	104	7	6	...	15
2010-2011	74	7	3	...	10
<b>Nouveau-Brunswick</b>					
2006-2007	29	3	0	4	...
2007-2008	33	1	0	8	...
2008-2009	24	2	0	4	...
2009-2010	..	..	..	..	...
2010-2011	59	2	2	21	...
<b>Québec</b>					
2006-2007	154	2	0	5	9
2007-2008	188	1	0	5	18
2008-2009	180	1	3	5	17
2009-2010	182	1	0	6	16
2010-2011	177	2	0	1	20
<b>Ontario</b>					
2006-2007	218	6	3	18	14
2007-2008	358	12	4	26	16
2008-2009	305	9	1	22	13
2009-2010	327	18	1	29	10
2010-2011	228	6	2	18	6
<b>Manitoba</b>					
2006-2007	72	0	0	2	0
2007-2008	56	0	1	3	1
2008-2009	64	0	0	1	0
2009-2010	77	1	0	1	0
2010-2011	64	1	0	0	0
<b>Saskatchewan</b>					
2006-2007	96	0	0	0	1
2007-2008	81	2	0	1	1
2008-2009	96	0	0	0	0
2009-2010	91	0	0	3	1
2010-2011	113	1	0	1	0
<b>Alberta</b>					
2006-2007	225	8	0	6	7
2007-2008	183	5	1	5	4
2008-2009	256	8	0	15	5
2009-2010	186	5	1	6	7
2010-2011	156	2	1	8	1
<b>Colombie-Britannique</b>					
2006-2007	230	2	1	5	4
2007-2008	245	2	1	2	2
2008-2009	254	1	0	7	1
2009-2010	230	1	1	7	3
2010-2011	206	0	0	9	3

Tableau 25 – suite

## Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Expéditeur) Province ou territoire et année	(Destinataire) Province ou territoire				
	Total	Terre-Neuve-et- Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
	nombre				
<b>Yukon</b>					
2006-2007	22	2	0	0	1
2007-2008	10	0	0	0	0
2008-2009	9	0	0	0	0
2009-2010	11	0	0	0	0
2010-2011	10	0	0	0	0
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>					
2006-2007	8	0	0	0	0
2007-2008	14	0	0	1	0
2008-2009	11	0	0	1	0
2009-2010	10	0	0	0	0
2010-2011	12	0	0	0	1
<b>Nunavut</b>					
2006-2007	3	0	0	0	0
2007-2008	..	..	..	..	..
2008-2009	8	0	0	0	0
2009-2010	..	..	..	..	..
2010-2011	..	..	..	..	..
<b>Total</b>					
2006-2007	1 156	31	6	44	42
2007-2008	1 250	32	10	53	46
2008-2009	1 298	23	6	58	48
2009-2010	1 246	33	9	58	52
2010-2011	1 115	21	8	60	44

Tableau 25 – suite

## Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Expéditeur) Province ou territoire et année	(Destinataire) Province ou territoire				
	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta
	nombre				
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>					
2006-2007	3	14	..	..	7
2007-2008	1	7	2	1	9
2008-2009	..	8	1	..	7
2009-2010	2	7	0	1	8
2010-2011	2	6	0	0	0
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>					
2006-2007	0	2	0	0	1
2007-2008	0	1	0	0	2
2008-2009	..	..	..	..	..
2009-2010	..	..	..	..	..
2010-2011	0	0	0	0	1
<b>Nouvelle-Écosse</b>					
2006-2007	3	31	1	0	8
2007-2008	2	23	0	0	14
2008-2009	4	27	0	2	17
2009-2010	5	39	1	0	21
2010-2011	4	21	0	1	18
<b>Nouveau-Brunswick</b>					
2006-2007	14	5	0	0	2
2007-2008	13	6	0	0	4
2008-2009	9	4	1	0	3
2009-2010	..	..	..	..	..
2010-2011	26	2	0	0	3
<b>Québec</b>					
2006-2007	...	115	2	1	13
2007-2008	...	131	4	1	21
2008-2009	...	118	5	2	13
2009-2010	...	125	2	2	15
2010-2011	...	122	2	0	14
<b>Ontario</b>					
2006-2007	95	...	18	4	35
2007-2008	153	...	31	7	61
2008-2009	117	...	36	6	66
2009-2010	92	...	35	8	78
2010-2011	84	...	24	6	52
<b>Manitoba</b>					
2006-2007	2	31	...	11	13
2007-2008	3	19	...	19	6
2008-2009	4	19	...	13	19
2009-2010	0	24	...	18	22
2010-2011	2	12	...	18	23
<b>Saskatchewan</b>					
2006-2007	4	3	21	...	53
2007-2008	0	9	15	...	40
2008-2009	2	7	19	...	46
2009-2010	0	8	24	...	48
2010-2011	1	18	25	...	53
<b>Alberta</b>					
2006-2007	6	49	33	32	...
2007-2008	4	39	19	28	...
2008-2009	9	71	18	40	...
2009-2010	17	50	16	21	...
2010-2011	6	37	12	31	...

Tableau 25 – suite

## Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Expéditeur) Province ou territoire et année	(Destinataire) Province ou territoire				
	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta
	nombre				
<b>Colombie-Britannique</b>					
2006-2007	12	46	20	12	120
2007-2008	7	54	19	22	128
2008-2009	12	65	16	18	131
2009-2010	22	31	19	22	119
2010-2011	10	38	15	18	111
<b>Yukon</b>					
2006-2007	0	3	0	0	6
2007-2008	0	4	0	0	2
2008-2009	0	2	0	0	3
2009-2010	0	2	0	0	3
2010-2011	1	2	2	0	1
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>					
2006-2007	0	0	0	1	2
2007-2008	0	3	0	0	6
2008-2009	1	1	0	0	8
2009-2010	0	1	1	0	4
2010-2011	0	1	1	1	4
<b>Nunavut</b>					
2006-2007	0	0	3	0	0
2007-2008	..	..	..	..	..
2008-2009	0	2	3	0	0
2009-2010	..	..	..	..	..
2010-2011	..	..	..	..	..
<b>Total</b>					
2006-2007	139	299	98	61	260
2007-2008	183	296	90	78	293
2008-2009	158	324	99	81	313
2009-2010	138	287	98	72	318
2010-2011	136	259	81	75	280

Tableau 25 – suite

## Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Expéditeur) Province ou territoire et année	(Destinataire) Province ou territoire				
	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Extérieur du Canada
	nombre				
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>					
2006-2007	2	..	1	..	..
2007-2008	..	..	..	..	..
2008-2009	1	..	1	..	..
2009-2010	3	0	0	1	0
2010-2011	1	0	1	0	0
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>					
2006-2007	1	0	0	0	0
2007-2008	0	0	0	0	0
2008-2009	..	..	..	..	..
2009-2010	..	..	..	..	..
2010-2011	0	0	0	0	0
<b>Nouvelle-Écosse</b>					
2006-2007	5	0	0	0	0
2007-2008	2	0	0	0	0
2008-2009	3	0	0	1	0
2009-2010	9	0	1	0	0
2010-2011	10	0	0	0	0
<b>Nouveau-Brunswick</b>					
2006-2007	1	0	0	0	0
2007-2008	1	0	0	0	0
2008-2009	1	0	0	0	0
2009-2010	..	..	..	..	..
2010-2011	1	0	2	0	0
<b>Québec</b>					
2006-2007	7	0	0	0	0
2007-2008	7	0	0	0	0
2008-2009	15	0	1	0	0
2009-2010	15	0	0	0	0
2010-2011	16	0	0	0	0
<b>Ontario</b>					
2006-2007	24	0	1	0	0
2007-2008	43	2	2	1	0
2008-2009	32	1	2	0	0
2009-2010	49	0	3	4	0
2010-2011	29	0	0	1	0
<b>Manitoba</b>					
2006-2007	11	0	0	2	0
2007-2008	4	0	0	0	0
2008-2009	8	0	0	0	0
2009-2010	10	1	0	0	0
2010-2011	8	0	0	0	0
<b>Saskatchewan</b>					
2006-2007	13	0	1	0	0
2007-2008	13	0	0	0	0
2008-2009	21	1	0	0	0
2009-2010	6	1	0	0	0
2010-2011	14	0	0	0	0
<b>Alberta</b>					
2006-2007	71	1	12	0	0
2007-2008	71	1	6	0	0
2008-2009	81	3	4	2	0
2009-2010	55	2	5	1	0
2010-2011	54	0	4	0	0
<b>Colombie-Britannique</b>					
2006-2007	..	5	0	0	3
2007-2008	..	2	2	0	4
2008-2009	..	2	0	0	1
2009-2010	..	2	0	0	3
2010-2011	..	1	1	0	0

Tableau 25 – suite

## Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Expéditeur) Province ou territoire et année	(Destinataire) Province ou territoire				
	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Extérieur du Canada
	nombre				
<b>Yukon</b>					
2006-2007	6	...	3	1	0
2007-2008	4	...	0	0	0
2008-2009	4	...	0	0	0
2009-2010	5	...	1	0	0
2010-2011	3	...	1	0	0
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>					
2006-2007	3	1	...	1	0
2007-2008	2	1	...	1	0
2008-2009	0	0	...	0	0
2009-2010	1	3	...	0	0
2010-2011	3	0	...	1	0
<b>Nunavut</b>					
2006-2007	0	0	0	...	0
2007-2008	..	..	..	...	..
2008-2009	1	0	1	...	1
2009-2010	..	..	..	...	..
2010-2011	..	..	..	...	..
<b>Total</b>					
2006-2007	144	7	18	4	3
2007-2008	147	6	10	2	4
2008-2009	167	7	9	3	2
2009-2010	153	9	10	6	3
2010-2011	139	1	9	2	0

**Note(s)** : L'Accord interprovincial de réciprocité représente l'accord non officiel entre les régimes d'aide juridique au Canada pour traiter les dossiers civils de non-résidents. Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s)** : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 26**  
**Estimations démographiques, Canada, provinces et territoires**

	Population <sup>1</sup>
	en milliers
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>	
2006-2007	510,3
2007-2008	506,4 r
2008-2009	506,2 r
2009-2010	508,1 r
2010-2011	509,7
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>	
2006-2007	137,9
2007-2008	138,2 r
2008-2009	139,5
2009-2010	141,1 r
2010-2011	142,3
<b>Nouvelle-Écosse</b>	
2006-2007	938,0
2007-2008	935,8 r
2008-2009	936,7 r
2009-2010	939,1 r
2010-2011	942,5
<b>Nouveau-Brunswick</b>	
2006-2007	745,7
2007-2008	745,5 r
2008-2009	746,9 r
2009-2010	749,3 r
2010-2011	751,8
<b>Québec</b>	
2006-2007	7 631,6
2007-2008	7 687,4 r
2008-2009	7 751,3 r
2009-2010	7 828,4 r
2010-2011	7 907,4
<b>Ontario</b>	
2006-2007	12 665,3
2007-2008	12 792,9 r
2008-2009	12 932,2 r
2009-2010	13 064,9 r
2010-2011	13 210,7
<b>Manitoba</b>	
2006-2007	1 184,0
2007-2008	1 193,6 r
2008-2009	1 205,5 r
2009-2010	1 219,6 r
2010-2011	1 235,4
<b>Saskatchewan</b>	
2006-2007	992,1
2007-2008	1 000,3 r
2008-2009	1 013,8 r
2009-2010	1 029,1 r
2010-2011	1 045,6
<b>Alberta</b>	
2006-2007	3 421,3
2007-2008	3 512,7 r
2008-2009	3 591,4 r
2009-2010	3 670,7 r
2010-2011	3 720,9
<b>Colombie-Britannique</b>	
2006-2007	4 243,6
2007-2008	4 309,6
2008-2009	4 383,9
2009-2010	4 460,3
2010-2011	4 531,0

Voir les notes à la fin du tableau.



Tableau 26 – suite

## Estimations démographiques, Canada, provinces et territoires

		Population <sup>1</sup>
		en milliers
<b>Yukon</b>		
2006-2007		32,3
2007-2008		32,6
2008-2009		33,1 r
2009-2010		33,7
2010-2011		34,5
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>		
2006-2007		43,2
2007-2008		43,5
2008-2009		43,7
2009-2010		43,7 r
2010-2011		43,8
<b>Nunavut</b>		
2006-2007		30,8
2007-2008		31,3
2008-2009		31,6
2009-2010		32,2
2010-2011		33,2
<b>Total</b>		
2006-2007		32 576,1
2007-2008		32 929,7 r
2008-2009		33 316,0 r
2009-2010		33 720,2 r
2010-2011		34 108,8

1. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1<sup>er</sup> juillet : estimations intercensitaires définitives jusqu'en 2005; estimations postcensitaires définitives pour 2006 et 2007; estimations postcensitaires mises à jour pour 2008 et 2009; et estimations postcensitaires provisoires pour 2010.

**Source(s)** : Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie.

**Tableau 27**  
**Indice des prix à la consommation, Canada, provinces et territoires**

	Indice des prix à la consommation
	2002 = 100
	indice
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>	
2006-2007	109,5
2007-2008	111,1
2008-2009	114,3
2009-2010	114,6
2010-2011	117,4
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>	
2006-2007	111,6
2007-2008	113,6
2008-2009	117,5
2009-2010	117,3
2010-2011	119,5
<b>Nouvelle-Écosse</b>	
2006-2007	110,4
2007-2008	112,5
2008-2009	115,9
2009-2010	115,7
2010-2011	118,2
<b>Nouveau-Brunswick</b>	
2006-2007	109,2
2007-2008	111,3
2008-2009	113,2
2009-2010	113,5
2010-2011	115,9
<b>Québec</b>	
2006-2007	108,7
2007-2008	110,4
2008-2009	112,7
2009-2010	113,4
2010-2011	114,8
<b>Ontario</b>	
2006-2007	108,8
2007-2008	110,8
2008-2009	113,3
2009-2010	113,7
2010-2011	116,5
<b>Manitoba</b>	
2006-2007	108,7
2007-2008	110,9
2008-2009	113,4
2009-2010	114,1
2010-2011	115,0
<b>Saskatchewan</b>	
2006-2007	109,1
2007-2008	112,2
2008-2009	115,9
2009-2010	117,1
2010-2011	118,7
<b>Alberta</b>	
2006-2007	112,3
2007-2008	117,9
2008-2009	121,6
2009-2010	121,5
2010-2011	122,7

Tableau 27 – suite

## Indice des prix à la consommation, Canada, provinces et territoires

	Indice des prix à la consommation 2002 = 100
	indice
<b>Colombie-Britannique</b>	
2006-2007	108,1
2007-2008	110,0
2008-2009	112,3
2009-2010	112,3
2010-2011	113,8
<b>Yukon</b>	
2006-2007	106,8
2007-2008	109,5
2008-2009	113,4
2009-2010	113,8
2010-2011	114,7
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>	
2006-2007	107,7
2007-2008	110,8
2008-2009	115,2
2009-2010	115,9
2010-2011	117,9
<b>Nunavut</b>	
2006-2007	104,6
2007-2008	107,9
2008-2009	110,4
2009-2010	112,6
2010-2011	111,8
<b>Total</b>	
2006-2007	109,1
2007-2008	111,5
2008-2009	114,1
2009-2010	114,4
2010-2011	116,5

Source(s) : Statistique Canada, *L'Indice des prix à la consommation*, produit n° 62-001-XIF au catalogue. Année de base 2002 = 100.

## Méthodes

---

L'Enquête sur l'aide juridique est une enquête annuelle qui a été menée pour la première fois en 1983-1984. Les données sont recueillies au moyen d'un questionnaire d'enquête envoyé aux 13 régimes d'aide juridique du Canada. L'enquête fournit à la communauté juridique, au milieu universitaire et au public de l'information sur les recettes, les dépenses, le personnel et la charge de travail associés à la prestation et à l'administration de l'aide juridique au Canada.

Il est important de remarquer que le champ d'observation de l'enquête comporte certaines limites. En 2010-2011, le régime d'aide juridique des Territoires du Nord-Ouest a déclaré des résultats limités, et celui du Nunavut n'a fourni aucun résultat. Par ailleurs, certains régimes d'aide juridique ne sont pas en mesure de déclarer tous les éléments de données recueillis par l'enquête. En raison de l'absence de certaines données, il est difficile d'établir des comparaisons directes entre les secteurs de compétence ou de présenter un aperçu vraiment national de l'aide juridique au Canada.

La majeure partie des données figurant dans la présente publication ont été recueillies au moyen de l'Enquête sur l'aide juridique. Cependant, les données sur les contributions financières des gouvernements provinciaux et territoriaux ont été obtenues auprès des ministères chargés des questions de justice compétents. Le ministère de la Justice Canada a déclaré les données sur les contributions fédérales à l'aide juridique en matière criminelle.

Les chiffres par habitant sont fondés sur des estimations de population fournies par la Division de la démographie de Statistique Canada. Il s'agit des chiffres de population au 1<sup>er</sup> juillet : estimations intercensitaires définitives jusqu'en 2005; estimations postcensitaires définitives pour 2006 et 2007; estimations postcensitaires mises à jour pour 2008 et 2009; et estimations postcensitaires provisoires pour 2010 (tableau 26).

Pour corriger les données en fonction de l'inflation, on a calculé les chiffres en dollars constants de 2002-2003 en se fondant sur l'Indice des prix à la consommation selon l'année de base 2002 = 100 (voir *L'Indice des prix à la consommation*, produit n° 62-001-X au catalogue de Statistique Canada, août 2011, tableau 8-2).

# Appendice I

---

## Glossaire

L'**Accord interprovincial de réciprocité** désigne l'accord officieux intervenu entre les régimes d'aide juridique du Canada pour le traitement des dossiers civils mettant en cause des non-résidents. En vertu de cet accord, les particuliers qui désirent obtenir des services d'aide juridique doivent en faire la demande dans leur province ou territoire de résidence plutôt que dans la province ou le territoire où le recours judiciaire sera déposé. Une demande approuvée est ensuite transmise au régime qui doit assurer la prestation des services d'aide juridique. Par **dossiers reçus**, on entend les demandes d'aide juridique en matière civile que d'autres régimes provinciaux ou territoriaux ont approuvées et transmises au régime aux fins de service. Par **dossiers transmis**, on entend les demandes d'aide juridique en matière civile que le régime a approuvées et transmises à d'autres régimes provinciaux ou territoriaux aux fins de service.

Les **adultes** désignent les personnes de 18 ans et plus.

Les **affaires provinciales et territoriales** désignent les infractions aux lois provinciales ou territoriales ainsi que les infractions aux règlements municipaux.

Les **affaires relevant du droit de la famille** désignent les affaires liées au divorce, à la séparation, aux pensions alimentaires, aux droits de garde et de visite, à la médiation, à la tutelle et à la protection de l'enfance, à l'adoption, au changement de nom ainsi que toute autre affaire de cette nature.

Par **appel**, on entend un appel interjeté par suite d'une décision rendue par un tribunal d'instance inférieure ou par un tribunal administratif, et non un appel interjeté par suite du rejet d'une demande. Chaque demande est comptée même s'il se peut que l'affaire en cause ait été traitée par le régime dans le passé.

Les **autres affaires civiles** désignent toutes les affaires relevant du droit civil, mais non du droit de la famille, comme les affaires litigieuses entre locataires et propriétaires, les demandes d'indemnisation des accidentés du travail, les questions relatives au Régime de pensions du Canada, les affaires concernant l'aide sociale et la protection des consommateurs, les appels concernant les prestations d'assurance-emploi, les forclusions et les faillites.

Les **autres dépenses** désignent les sommes engagées par le régime au chapitre des fonctions ne faisant partie d'aucune autre catégorie de dépenses (p. ex. les dépenses en immobilisations).

Les **autres employés** désignent les personnes dont les fonctions principales ne comprennent pas la prestation de conseils juridiques ou de services de représentation directe des clients; il peut s'agir notamment d'avocats qui accomplissent des fonctions administratives, de stagiaires, de comptables, de bibliothécaires, d'étudiants en droit, d'employés de bureau, d'employés affectés à l'information du public et d'employés affectés aux recherches juridiques.

Par **autres raisons**, on entend toute raison autre que l'inadmissibilité financière invoquée pour rejeter une demande. Ces raisons peuvent inclure les suivantes : motifs liés à l'applicabilité, mérite insuffisant, non-conformité ou abus.

Les **autres recettes** ont trait aux recettes qui ne figurent pas dans les autres catégories de recettes. La catégorie « autres recettes » peut comprendre, entre autres choses, le revenu de placements, les ventes liées à la recherche et les intérêts gagnés en général.

La **contribution des provinces et territoires** désigne les sommes versées par les provinces et les territoires aux régimes d'aide juridique.

La **contribution fédérale à l'aide juridique en matière criminelle** désigne les fonds accordés par le ministère de la Justice Canada.

Les **contributions d'avocats** désignent les sommes reçues des avocats autres que les intérêts des comptes en fiducie déclarés séparément.

Les **contributions de clients** désignent les montants reçus des bénéficiaires d'aide juridique, y compris les cotisations fixes des utilisateurs.

Les **contributions gouvernementales** sont les montants déclarés par les régimes d'aide juridique qui représentent les fonds fédéraux, provinciaux et territoriaux alloués aux régimes par l'intermédiaire de l'administration provinciale ou territoriale. Une répartition détaillée des contributions fédérales versées en vertu des ententes fédérales-provinciales ou fédérales-territoriales de partage des frais à l'aide juridique en matière criminelle pour les adultes, à l'aide juridique pour les jeunes et à l'aide juridique en matière civile n'est pas fournie à l'Enquête sur l'aide juridique, puisque les fonds sont en général versés au Trésor de la province ou du territoire et non pas directement aux régimes.

Par **demande**, on entend une demande officielle présentée par écrit par une personne qui fait appel à un bureau d'aide juridique pour obtenir de l'aide. Quand les données sont totalisées, le nombre total de demandes représente le nombre de demandes de services sommaires et de services complets, plutôt que le nombre de personnes qui demandent de l'aide. Les demandes d'aide officielles sont enregistrées sur le formulaire d'inscription utilisé par le bureau d'aide juridique. Les affaires connexes mentionnées au moment de la prise de contact avec le bureau figurent sur la même demande, que les clients soient tenus ou non de comparaître en cour. Si une affaire (autre qu'un appel) ayant trait à la demande initiale est instruite à une date ultérieure, il n'y a pas lieu de remplir une nouvelle demande. Les demandes relatives aux affaires criminelles et les demandes relatives aux affaires civiles font l'objet d'un compte distinct. Le nombre total de demandes déclarées pour l'exercice financier englobe toutes les demandes présentées au cours de cette période, quelle que soit la date à laquelle la demande a été approuvée ou rejetée. Le compte exclut les demandes relatives aux services des avocats nommés d'office.

Par **demande de services complets approuvée**, on entend une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le demandeur peut recevoir des services d'aide juridique. Une fois qu'une demande de services complets a été approuvée, on ne peut la compter ultérieurement comme une demande de services sommaires même si, dans certains cas, relativement peu de services sont nécessaires pour répondre à la demande. On compte le nombre d'unités de services plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services. Les chiffres résultants n'englobent ni les services sommaires (y compris les avis juridiques écrits), ni les services d'avocats nommés d'office.

Par **demande de services sommaires approuvée**, on entend une demande donnant lieu à la prestation de conseils juridiques, de renseignements ou de tout autre genre de service de base dans le cadre d'une entrevue officielle. Ces services peuvent comprendre l'exécution de tâches juridiques simples comme celles consistant à faire un appel téléphonique ou à rédiger une lettre pour le compte d'un client. Sont exclues les demandes de renseignements présentées à la réception du bureau d'aide juridique ou les demandes de renseignements faites par téléphone (ligne d'assistance). On assure la prestation de services sommaires dans deux circonstances : lorsqu'une demande écrite a été présentée au bureau ou qu'une demande verbale a été faite. Seules les demandes écrites sont comptées. On n'ouvre pas de dossier pour les clients qui reçoivent des services sommaires. On ne compte pas les demandes de services étendus (services complets) dont le rejet a entraîné la prestation de services sommaires. De même, on ne tient pas compte des demandes de services complets approuvées ayant donné lieu ultérieurement à la prestation de services sommaires, ni des services offerts par les avocats nommés d'office. On compte le nombre d'unités de services fournies plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services.

Par **demande rejetée**, on entend toute demande officielle d'aide juridique présentée par écrit, à l'égard de laquelle on a refusé de fournir des services juridiques. Le compte de ces demandes inclut les demandes à l'égard desquelles on a refusé d'accorder tout service, ainsi que les demandes de services complets rejetées pour lesquelles on a approuvé des services sommaires. Une demande peut être rejetée, portée en appel et rejetée de nouveau. Seul le rejet initial est compté. Les raisons du rejet sont issues des restrictions imposées par la loi et la politique. S'il y a deux raisons de rejeter une demande, la plus importante est considérée comme la raison principale.

Les **dépenses** désignent les sommes brutes réelles engagées par le régime au cours de l'exercice financier. Les dépenses engagées pour le compte du régime par d'autres organismes sont exclues. Le total des dépenses est

égal à la somme des dépenses au chapitre des services juridiques directs, des autres programmes et des services administratifs centraux ainsi que de toute autre dépense.

Les **dépenses au chapitre de l'information du public** (comprises dans les dépenses au chapitre des autres programmes) englobent les dépenses relatives à la publicité ainsi qu'aux programmes de droit préventif et de sensibilisation.

Les **dépenses au chapitre des autres programmes** comprennent les montants consacrés aux projets externes, aux activités de recherche juridique, à l'information du public en matière de droit et à des subventions accordées à d'autres programmes.

Les **dépenses au chapitre des services administratifs centraux** comprennent les sommes engagées par l'administration centrale et les bureaux qui n'emploient pas de personnel pour conseiller et représenter les clients.

Les **dépenses directes au chapitre des services juridiques** désignent la somme de tous les montants versés à des cabinets d'avocats de pratique privée et les coûts afférents à la prestation des services juridiques assurés par le personnel du régime. Ces dépenses comprennent les sommes versées pour la prestation de conseils juridiques et de services de représentation des clients, au nombre desquels figurent certains groupes cibles. Ces chiffres comprennent les dépenses de tous les cabinets d'avocats et de tous les centres de consultation communautaires ayant conclu un contrat avec le régime (c.-à-d. les traitements des employés, les avantages sociaux et les frais généraux). Les dépenses des services administratifs centraux et les autres dépenses du régime sont exclues.

Les **dépenses directes au chapitre des services juridiques assurés par le personnel du régime** désignent les sommes dépensées pour la prestation de conseils juridiques et de services de représentation par le personnel du régime à des clients, au nombre desquels figurent certains groupes cibles. Ces montants englobent les dépenses de tous les cabinets d'avocats et de tous les centres de consultation communautaires ayant conclu un contrat avec le régime (c.-à-d. les traitements des employés, les avantages sociaux et les frais généraux). Ces dépenses comprennent notamment les traitements et les avantages sociaux du personnel professionnel et du personnel de soutien, ainsi que les débours juridiques et les frais généraux des bureaux d'aide juridique directe. Les frais généraux connexes incluent le coût des fournitures et du matériel de bureau ainsi que les dépenses liées à l'entretien, les conférences, les réunions, les cotisations, les loyers, etc. Les dépenses au chapitre des services administratifs centraux et les autres dépenses (p. ex. les dépenses en immobilisations) sont exclues.

Les **dépenses relatives aux cabinets d'avocats de pratique privée** englobent les honoraires et les débours, ainsi que certains autres frais (p. ex. les frais de déplacement) engagés par les avocats de pratique privée aux fins de la prestation de services juridiques à des clients de l'aide juridique.

Les **dépenses relatives aux projets externes** (comprises dans les dépenses au chapitre des autres programmes) désignent les montants consacrés par le régime à des projets mis en oeuvre à l'extérieur du régime (p. ex. dans des centres de consultation universitaires). Il est à noter que le financement des centres de consultation communautaires est exclu de ces frais.

Les **dépenses relatives aux recherches juridiques** (comprises dans les dépenses au chapitre des autres programmes) désignent les montants dépensés par le régime pour effectuer des recherches sur des questions juridiques. Ces dépenses excluent les frais engagés pour l'entretien des bibliothèques.

Par **inadmissibilité financière**, on entend le refus d'accepter une demande d'aide juridique en raison de renseignements d'ordre financier divulgués par l'intéressé sur ses revenus, ses avoirs et ses dettes.

Conformément aux lois fédérales et provinciales, les **jeunes** désignent les personnes de 12 ans et plus, mais de moins de 18 ans. Cependant, deux provinces (l'Ontario et la Nouvelle-Écosse) ont établi à 15 ans l'âge maximal pour la plupart des affaires relevant de la compétence de la province ou des municipalités.

Des demandes peuvent être rejetées pour **mérite insuffisant** si la nature du cas ou le manque de sérieux de l'affaire ne justifie pas la prestation de services d'aide juridique.

Le **nombre d'avocats de pratique privée ayant assuré la prestation de services** comprend les avocats de pratique privée, membres du barreau, qui ont réellement fourni des services juridiques et présenté une demande

d'honoraires au régime au cours de l'exercice financier. Le nombre de membres actifs d'un barreau comprend le nombre total d'avocats assurés et accrédités pour exercer leur profession dans le secteur de compétence. Les avocats au service d'une administration publique ou membres du personnel de l'aide juridique sont exclus. Les notaires sont inclus dans le total fourni.

Le rejet d'une demande d'aide juridique pour **non-conformité ou abus** est fondé sur la façon dont le demandeur a utilisé ou utilise actuellement le régime. La demande peut être rejetée parce que des services similaires ont déjà été rendus; parce que les services demandés constituent un recours abusif à la voie judiciaire; ou parce que le demandeur refuse de collaborer avec l'avocat de l'aide juridique.

Par **personnel affecté à l'information du public** (compris dans les autres employés), on entend les personnes qui, à l'intérieur d'un domaine déterminé, sont chargées de programmes de droit préventif ou de sensibilisation, ou de la publicité.

Par **personnel affecté aux recherches juridiques** (compris dans les autres employés), on entend les personnes qui, au sein d'un domaine déterminé, effectuent des recherches sur des questions juridiques. Cette catégorie exclut les personnes affectées aux bibliothèques des régimes.

Par **personnel affecté aux services juridiques directs**, on entend les personnes dont les fonctions principales consistent à conseiller ou à représenter les clients. Les notaires sont comptés avec les avocats salariés, tandis que les techniciens judiciaires sont comptés avec les non-avocats.

Les demandes rejetées pour des **raisons liées à l'applicabilité** sont refusées parce que le régime d'aide juridique n'offre pas de services pour les affaires de ce genre.

Par **recettes**, on entend tous les montants reçus directement par le régime d'aide juridique au cours de l'exercice financier. Les fonds versés par les organismes extérieurs au régime pour des projets précis ne sont pas considérés comme des recettes.

Par **recouvrements de coûts**, on entend les coûts qu'on a ordonnés aux parties de payer ou qu'elles ont acceptés de payer. Cette catégorie inclut les montants recouverts à la suite d'un jugement, d'une décision ou d'un règlement.

Les **ressources en personnel** représentent le nombre réel d'employés du régime au 31 mars. Ces données sont ventilées selon deux catégories : le genre de service offert et le genre d'employé. Les employés faisant partie de l'effectif des régimes sont répartis en deux catégories : les avocats et les non-avocats. Les avocats salariés désignent les avocats qui sont embauchés par le régime d'aide juridique et qui travaillent au bureau de l'aide juridique. Les salaires de ces employés sont versés par le régime.

Par **services d'avocats nommés d'office**, on entend les services juridiques assurés sans frais par un avocat à un endroit autre qu'un bureau d'aide juridique et pour lesquels le bénéficiaire n'a pas présenté de demande écrite. Les personnes dont la cause est instruite par un tribunal itinérant reçoivent habituellement les services d'avocats nommés d'office. C'est la raison pour laquelle les services relatifs aux causes instruites par les tribunaux itinérants sont comptés avec les services d'avocats nommés d'office plutôt qu'avec les demandes approuvées. Ces services sont comptés avec les demandes approuvées uniquement lorsque l'affaire a été remise à plus tard. La prestation à un client de services d'avocats nommés d'office n'empêche pas ce client de présenter plus tard une demande de services d'aide juridique s'il le désire. On compte le nombre de fois que les services ont été fournis plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services. Ces chiffres ne tiennent compte ni des services sommaires, ni des demandes approuvées.

Les **services d'avocats nommés d'office en matière criminelle** désignent les services relatifs à des affaires criminelles qui sont en général assurés devant un tribunal ou dans un lieu de détention.

Par **services sommaires**, on entend des services donnant lieu à la prestation de conseils, de renseignements ou de tout autre genre de service de base au cours d'une entrevue officielle. Ils peuvent comprendre l'exécution de tâches juridiques simples comme celles consistant à faire un appel téléphonique ou à rédiger une lettre pour le compte d'un client. Ils excluent les demandes de renseignements présentées à la réception d'un bureau d'aide juridique et les demandes de renseignements faites par téléphone (ligne d'assistance). On assure la prestation de services sommaires dans deux circonstances : lorsqu'une demande écrite a été présentée au bureau ou qu'une



demande verbale a été faite. Par **demande écrite**, on entend une demande d'aide présentée par une personne ayant rempli un formulaire de demande. Par **demande verbale**, on entend une demande adressée en personne par un non-demandeur à un bureau d'aide juridique ou par téléphone à un professionnel affecté aux services juridiques directs. Seules les demandes écrites sont comptées. Les services sommaires peuvent être offerts en réponse à la demande même ou ils peuvent être accordés en cas de rejet d'une demande de services plus étendus (services complets). Lorsqu'une demande de services complets est approuvée, on ne peut ultérieurement la compter comme une demande de services sommaires même si relativement peu de services ont été rendus. En outre, on n'ouvre pas de dossier pour les clients qui reçoivent des services sommaires. Le compte de services sommaires correspond au nombre d'unités de services fournies plutôt qu'au nombre de personnes aidées. Ces chiffres n'englobent ni les demandes de services complets approuvées ni les services d'avocats nommés d'office.